

**M. Ford a obtenu
l'investiture
républicaine**

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Belgique, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Bulgarie,
12 fr. ; Canada, 8 \$; Danemark, 2 kr. ; Espagne,
20 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Israël, 100 l. ; Italie,
100 l. ; Japon, 100 ¥ ; Liban, 125 p. ; Luxembourg,
12 fr. ; Norvège, 275 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;
Portugal, 200 esc. ; Suède, 100 kr. ; Suisse,
1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. dir.

Tarif des abonnements page 8
5, RUE DES ITALIENS
75237 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 Paris
Rég. Paris n° 53872
Tél. : 246-72-23

L'état d'alerte est proclamé dans les deux Corées

Une « démonstration » inquiétante

En provoquant le grave incident dont ont été victimes deux officiers américains dans la « zone démilitarisée » entre les deux Corées, près de Panmunjom, les Coréens du Nord obéissent, selon toute vraisemblance, à un dessein précis. La menace du prétexte — la contestation du bien-fondé d'une banale opération d'entretien — comme la présence sur place d'un officier ne permettent guère de croire qu'il s'agit d'une altercation ayant mal tourné. Il est plus vraisemblable que l'un des régimes communistes les plus durs du monde a voulu, en donnant une conclusion dramatique à un litige mineur, soit démontrer sa détermination, soit rappeler que la tension demeure toujours aussi vive dans ce qui est avec Berlin l'un des derniers bastions de la guerre froide.

« Au « sommet » des pays non alignés, à Colombo, la Corée du Nord vient de tenter de faire prévaloir ses vues sur « la menace d'invasion par l'armée de Séoul et le risque d'une guerre nucléaire si les propositions des impérialistes n'étaient pas déjouées ». A quelques semaines de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies, qui, une fois de plus, aura à débattre de la question de Corée et de la présence dans la péninsule des troupes américaines, Pyongyang illustre ses thèses d'une façon inquiétante.

Au lendemain de la victoire des forces révolutionnaires en Indochine, le président Kim Il Sung pensa un instant qu'un homme avait enfin saisi l'idée, si, en se rendant à Peking au printemps 1975, il avait l'espoir de voir les Chinois accepter une solution par la force du problème coréen, ceux-ci l'ont manifestement dissuadé de se lancer dans une politique « aventureuse ». Le communisme commun publié à Peking était rédigé sur un ton nettement plus modéré que la première déclaration du chef de l'Etat nord-coréen. Depuis lors, les incidents de la zone de la ligne de démarcation se sont multipliés.

Le dialogue tendu entre les deux Corées en 1972 entre les deux Corées s'est progressivement enlisé, chacune des parties rejetant sur l'autre la responsabilité de l'échec. Il n'est plus question aujourd'hui de conciliation, et de part et d'autre du 38^e parallèle, les deux Etats ennemis ne cessent de développer leur arsenal de guerre.

Ni Pyongyang ni Séoul ne sont en mesure d'imposer une solution par la force sans le concours des grandes puissances. Or celles-ci ne cherchent manifestement pas une remise en cause du « statu quo ». En revanche, les Américains redoutent des initiatives de l'un ou de l'autre des adversaires qui mettraient leurs alliés respectifs devant un fait accompli. Washington a cherché à éviter, depuis 1974, tout affrontement direct avec les Coréens du Nord, le long de la ligne de démarcation. Depuis deux ans les troupes américaines se sont même retirées au sud de la zone démilitarisée, où elles n'envoient plus de patrouilles, laissant ce soin aux seuls Sud-Coréens. Panmunjom est le seul endroit où Américains et Coréens se trouvent encore face à face. C'est là déjà qu'en juin 1975 un officier américain fut tué de coups et grièvement blessé. Mais il faut remonter à 1967 pour trouver un précédent plus grave : deux soldats américains trouvèrent alors la mort dans un affrontement armé.

La très vive réaction de Washington à l'incident de mercredi et la mise en alerte des forces américaines en Corée du Sud tiennent sans doute pour une bonne part à la campagne électorale que mène M. Ford. Séoul en tire argument pour dépeindre que le soutien américain est entièrement acquis à ses thèses.

Les soldats du maréchal Kim Il Sung pourraient bien avoir fait le jeu du président Park, qui invoque l'agressivité de son voisin pour maintenir sur son territoire le carcan d'une législation d'exception.

A la suite du grave incident au cours duquel deux officiers américains ont été tués par des soldats nord-coréens dans la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées (le Monde du 19 août), les Etats-Unis ont décidé de mettre en état d'alerte leurs troupes stationnées au sud du 38^e parallèle. De son côté, Kim Il Sung a ordonné jeudi à l'armée, aux organisations des gardes rouges de travailleurs, de paysans et de jeunes, de se tenir prêts au combat.

Les Etats-Unis ont vivement réagi, mercredi 18 août, au meurtre de deux officiers américains tués la nuit précédente à coups de fusil par des gardes nord-coréens près de Panmunjom, dans la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées à la hauteur du 38^e parallèle. (Le Monde du 19 août.)

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

La drogue

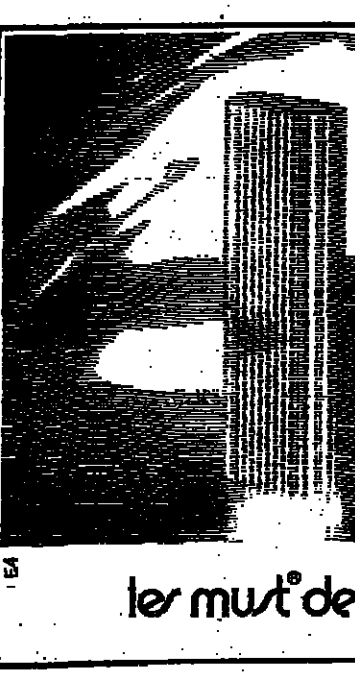
Voici donc M. Gerald Ford désigné de justesse comme candidat d'un parti qui n'a de chance, d'emporter l'élection présidentielle américaine, au mieux, que l'estime justesse.

Encore une fois, on est conduit à s'interroger sur cette force qui pousse un homme à dépenser tant d'argent et d'énergie pour s'accrocher à un si faible espoir.

Où est l'espoir, d'ailleurs ? Quelles justifications a-t-on pour appeler un homme qui ne doit de l'avoir exercé qu'aux défaites de ses précédentes élections à aller se battre pour la présidence ?

On pense à une drogue. C'est assez tentant quand on se dit que le sort d'un monde peut dépendre du sang-froid d'un homme qui se soumet à son pouvoir.

ROBERT ESCARPIT.



La hausse inévitable du prix du pétrole va peser sur la rentrée économique et sociale

M. Giscard d'Estaing est rentré, jeudi matin 19 août, à Paris après un séjour privé au Zaïre et une République Centrafricaine, et un voyage officiel au Gabon. Le président de la République a aussitôt repris « ses activités normales », ce qui n'exclut pas qu'il passe ses week-ends hors de Paris. Dès jeudi, il devait déjeuner avec M. Chirac et recevoir M. Fourcade.

La veille, la reprise de l'activité gouvernementale avait été illustrée par une série d'entretiens du premier ministre avec MM. Lecanuet, Guéna et Fourcade. Ces conversations ont permis de clarifier les positions publiques et privées des dirigeants de la majorité traduisant le souci de rétablir un climat de confiance.

Le gouvernement n'envisage pas, pour

le moment d'intervention massive de la Banque de France sur le marché des changes, espérant que le franc retrouvera, par le seul jeu du marché, un taux plus satisfaisant. En revanche, il paraît résolu à prendre des initiatives vers la hausse des prix. Aucune disposition précise n'est encore au point, mais MM. Chirac et Fourcade ont commencé à parler, mercredi, de mesures sur le crédit, qui pourraient compléter une plus grande rigueur budgétaire (voir page 17).

L'une des préoccupations gouvernementales est le déficit commercial accru qui résulte du renchérissement des importations pétrolières. L'augmentation de la consommation des hydrocarbures, liée à la reprise économique, s'ajoute à

la baisse du franc pour élever sensiblement la facture, alors que l'on commence à parler d'une nouvelle hausse des prix du brut — perçus par les pays de l'OPEP. La politique d'économie d'énergie devra sans doute être renforcée à la rentrée.

Cela pourrait commencer par une hausse des prix du fuel domestique et des carburants dans les prochaines semaines ; les compagnies pétrolières demandent un relèvement de 3 % environ de la tonne de produit raffiné, ce qui entraînerait une assez faible majoration des tarifs pour le consommateur. Simultanément, pourrait être décidé un renforcement des mesures d'économies d'énergie, portant notamment sur l'utilisation du fuel.

En septembre 1974, le gouvernement avait décidé de « fixer à 37 milliards de francs le montant maximum des sommes que la France consacrerait aux importations de produits pétroliers ». La récession a servi deux ans de suite le « plan » : la consommation nationale est tombée à 104,8 millions en 1974 et à 95,9 millions en 1975. Cette impressionnante, qui a permis à la facture pétrolière de la France de ne pas dépasser l'an dernier 41 milliards de francs, 10 milliards de moins que le plafond fixé par le gouvernement.

Hiver rigoureux et sécheresse

Depuis le début de 1976, le décor a changé. La reprise de l'activité industrielle — même si elle a quelque peu tendance à plafonner — entraîne une augmentation de la consommation d'énergie. L'hiver a été plus rigoureux, les automobilistes moins raisonnables (des ventes de carburants ont augmenté de 7 % en un an). Enfin, la sécheresse se traduit pour l'É.D.F. par une moindre production d'électricité d'origine hydraulique. Pour remédier à ce déficit, l'établissement national va devoir se tourner massivement vers les centrales thermiques au fuel. Le mouvement apparaît dans les statistiques : du 1^{er} janvier au 11 août, l'É.D.F. a utilisé 8,36 millions de tonnes de fuel, contre 6,4 millions à pareille époque (+ 31 %) en 1975. Pour l'ensemble de l'année, les experts prévoient une consommation de 13 à 13,7 millions de tonnes de fuel, contre 10,7 millions en 1975, soit 22 à 28 % de plus.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(Lire la suite page 17.)

CRISE DE CONFIANCE POLITIQUE

La crise de confiance, le laisser-faire, le laisser-aller que M. Robert Fabre dénonçait mardi à France-Inter, les animateurs des partis de la majorité et les personnalités qui soutiennent l'action du président de la République y sont sensibles. M. Debré propose dans le Monde un programme à un gouvernement éventuellement ramené. M. Antoine Pinay assure que les Français accepteraient une politique de redressement, et M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., reconnaît qu'il y a « des interrogations » dans le pays. Rien n'est perdu, ajoute-t-il, mais à condition de ne pas se laisser aller.

M. Lecanuet va déjeuner chez le premier ministre pour s'entretenir officiellement des problèmes de l'inflation et de l'emploi. C'est donc que tout ne va pas aussi bien de ce côté-là. Les centristes ne par-

gent pas la sérénité de M. Fourcade et paraissent s'émouvoir avec les gauchistes de l'actualité vacillante du pouvoir. Dans le même temps la pression de l'opposition de gauche a recommencé de s'exercer à l'initiative du parti communiste.

Dans ces conditions et en attendant de connaître les intentions du président de la République, les leaders des formations de la majorité tombent aisément d'accord pour faire des dissensions, mais cherchent aussi soit à influencer les orientations qui seront prises, soit à prendre date, à défaut d'être entendus.

La mission de coordination confiée à M. Chirac mais bien souvent ignorée par ses alliés — républicains dans toute sa nécessité ainsi que l'illustre le déjeuner de Matignon.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 4.)

Les obstacles à la « discipline contractuelle » des revenus

La France, médaille d'or de l'inégalité

Il y a treize ans, au lendemain de la grande grève des mineurs, naissait l'idée d'une « politique des revenus ». L'objectif était clair : organiser une progression harmonisée des gains des Français, pour éviter que ne saeculent à l'avantage des retardés au détriment de tel ou tel groupe social, handicap qui ne pourrait être comblé que par un « rattrapage » massif, dangereux pour la monnaie vu les risques de contagion vers d'autres branches.

Cette fois, l'effet est devenu la cause. Parce qu'un taux élevé d'inflation rend le franc fragile, M. Chirac invite l'opinion à accepter une « discipline contractuelle des revenus et des prix ». Du coup, le soud initial d'équité passe au second plan, comme si une politique en ce domaine était concevable qui n'ait pour centre ce soud.

L'expérience a pourtant montré qu'il n'y avait pas de politique des revenus possible — quel que soit le nom dont on l'appelle — si la grande majorité des Français (en particulier les petits et moyens salariés) n'est pas convaincue que le but poursuivi était une plus grande justice sociale.

Soud superflu ? On paraît le penser dans les allées du pouvoir.

par GILBERT MATHIEU

La défense de la monnaie passe souvent pour l'impératif majeur, souffrant en soi : « Donnez-moi de la monnaie et vous m'en ferez le reste par miracle ». C'est à l'opinion à se rendre compte que l'inflation préside aux règles du jeu social, elle n'a pas de raison sociale de se justifier son espoir de mieux-être immédiat sur l'autel d'une hypothétique stabilisation monétaire. Et ce n'est pas le dernier bilan de l'O.C.D.E. (1) qui fera changer d'avis. Il prouve, en cinquante pages de denses statistiques, que « la France est », parmi les nations industrialisées de l'O.C.D.E. « le pays où la répartition des revenus est la plus inégale ».

Le palmarès

On imagine bien que les experts du château de la Muette, réunis sous l'autorité de M. Malcom Sawyer, lui-même spécialiste de la question, ont fait un diagnostic à la légère. Ils ne se sont pas contentés d'approfondir la totalité des études internationales parues sur le sujet, depuis le remarquable rapport de l'ONU de 1969, présenté dans ces colonnes il y a six ans (2), et qui avait fait, en France, tant de bruit. Ils ont mené l'enquête, avec les services publics ou privés compétents dans les divers pays de l'Organisation, comparé les sources, disséminés les résultats (3), fait combier les lacunes, de façon à éviter toute critique méthodologique dans un domaine aussi vite passionnel. Il a suffi de comparer la batterie de coefficients de mesure déployés (4) — avant comme après impôt — pour s'apercevoir qu'aucune des sources de la science statistique en la matière n'a été négligée.

La conclusion n'en est que plus ferme : la France détiendrait comme l'avancent naguère les Nations unies, s'agissant de la seule Europe — la médaille d'or de l'inégalité.

Chez nous, les 30 % de ménages

ayant les plus forts revenus disposent ensemble de plus de 47 % du total des ressources des particuliers, contre 46 % en Allemagne, 45 % en Espagne, 43 % au Japon et aux Etats-Unis, 39 % en Grande-Bretagne, mais seulement 38 % aux Pays-Bas, et 35 % en Italie. Le haut bout de l'échelle sociale, les 20 % de ménages ayant les plus bas revenus n'ont, au contraire, que 4 % du revenu en France et en Espagne, 1 % en Italie, 1 % en Allemagne, 1 % au Japon et en Suède, 9 % aux Pays-Bas.

(Lire la suite page 18.)

(1) La Répartition des revenus dans les pays de l'O.C.D.E. (107), 2, rue André-Passat, Paris-16.

(2) Le Monde du 3 juin 1970.

(3) L'expérience internationale confirme, en effet, que les revenus de la propriété et de l'entreprise ont tendance à être minimes et pas seulement en France ; que certains pays négligent les hauts salaires (en Allemagne notamment) ; que des plus-values encaissées n'apparaissent pas dans les statistiques.

(4) Il s'agit des instruments de mesure de la répartition des revenus : le coefficient de Gini, le coefficient de Lorenz, le coefficient de Theil, le coefficient de Kakwani, le coefficient de Atkinson, de Kuuznets, de Theil, variance des logarithmes, etc.

VUES PAR DES HUMORISTES

Les vacances des Français

L'humour ne se conçoit pas sans férocité. Il rend grotesques, dérisoires, des usages et des mœurs qui semblent si naturels que personne ne s'avisait de les mettre en question : cela n'est pas été de bon goût. Mais l'humour se moque (aussi) du bon goût. Sa verve n'épargne aucune faiblesse, aucune vanité, aucune illusion.

Férocité : Topor, le destinataire et l'auteur du « Locataire chimérique », Frédéric Dard — alias San Antonio — et Alphonse Boudard, le romancier de « la Cerise », rivalisent dans le style corrosif. A notre demande, ils ont évoqué dans « le Monde des livres » les vacances des Français : la peinture qu'ils en font est d'une gaîté noire, « Parité, c'est pour-

rir un peu », écrit San Antonio. Quant à Topor, il assure que les Français ne sont jamais revenus de vacances, qu'ils sont absents de leurs vies depuis quarante ans. Seul Vassilis Alexakis donne du grand exode annuel une image souriante bien que nostalgique.

Beaucoup trouveront sans doute la charge excessive et la satire injuste. D'autres y verront un portrait conforme à la réalité. Topor, San Antonio, Boudard, sont des trouble-fête. Ils cherchent plus à provoquer le lecteur qu'à le séduire. Et c'est aussi, mais autrement, le cas de Cavaignac que salue Jacques Cellard en assurant qu'il n'est pas, lui, un humoriste.

(Lire pages 7 et 12.)

LA GRÈVE
DE « FRANCE-SOIR »
Lire page 5
« LA PART DU FEU »
par P. VIANSSON-PONTÉ

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DES NON-ALIGNÉS A COLOMBO

Une formule de compromis est adoptée à propos du Sahara occidental

Le cinquième « sommet » des non-alignés tient, ce jeudi 19 août, sa dernière journée de travail. Il devait conclure ses travaux en adoptant une série de résolutions préparées en commission. Un compromis est intervenu jeudi entre l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, et grâce aux efforts de médiation algérienne dont celle de la Côte-d'Ivoire, sur la rédaction d'un texte de déclaration politique concernant le Sahara occidental. Entre les deux textes proposés, d'une part par les amis de l'Algérie — notamment le Bénin, l'Angola, le Mozambique et le Surinam — qui tendaient à affirmer « le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple du Sahara occidental », d'autre part, par les tenants de la thèse marocaine refusant de parler du « peuple sahraoui », le compromis réalisé s'est arrêté à la formulation suivante : « Le cinquième sommet, après avoir pris connaissance de la décision de l'O.U.A. de tenir un sommet extraordinaire sur la question du Sahara occidental et sur la situation qui en résulte dans la région, exprime l'espoir que cette réunion aboutira à une solution juste et durable de cette question. »

Le texte favorable à la thèse algérienne avait recueilli l'adhésion d'une majorité des pays africains, ainsi que de Cuba, du Vietnam et de la Corée du Nord. Chez les pays de la Ligue arabe, seuls le Yémen du Sud, la Libye et la Somalie avaient soutenu cette position, le reste se ralliant à la thèse marocaine présentée par l'Arabie Saoudite. La Tunisie avait refusé de se prononcer sur l'un ou l'autre texte.

D'autre part, un programme d'action amendé « pour la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en voie de développement » a été présenté mercredi à la conférence. Il prévoit notamment la création, par les pays en voie de développement, d'un fonds pour le financement de stocks réguliers de matières premières, et la réunion d'une « conférence plénipotentiaire » qui mettrait au point et généraliserait l'accord portant création du Fonds.

Pour une institution financière commune

Le programme d'action propose « la mise au point en commun de politiques d'importation, de méthodes et d'ententes pour l'achat de biens, de techniques et de services auprès des pays développés, et pour l'adoption de spécifications et de procédures normalisées » à l'usage de la conférence de presse. A propos d'une institution financière commune « pour promouvoir la

coopération financière et monétaire entre pays en voie de développement », de même que la création d'une union de paiement des pays en voie de développement.

« Des recherches, poursuit le programme, seront entreprises pour déterminer les types de mécanismes nécessaires à la création éventuelle d'une unité de compte exclusivement réservée à l'usage des pays en voie de développement. »

Le colonel Kadafi et les « chevaux de Troie »

Parmi les interventions du mercredi 18 août, celle du colonel Kadafi avait tenu la vedette (le Monde du 19 août). Le chef de l'Etat libyen a notamment dénoncé les « chevaux de Troie » de l'impérialisme au sein du mouvement des non-alignés, accusé l'Iran d'avoir « envahi la partie sud de la péninsule arabique », critiqué France pour « s'occuper » à Mayotte et à Djibouti, à propos du terrorisme : « Si la lutte du peuple palestinien et du peuple émiratien (rhodésien) est de la terreur, nous appuyons le terrorisme et nous acceptons cette qualification. » Il n'a porté en revanche aucune accusation contre des pays arabes à propos du Liban et n'a pas mentionné le problème du Sahara occidental.

Dans la soirée, le colonel Kadafi est revenu sur certains de ces sujets au cours d'une conférence de presse. A propos du terrorisme notamment, il a

condamné l'attentat de Vienne contre les ministres de l'OPEP, « où notre vice-ministre du pétrole a été tué ». « Ces gens ont commis un crime, a-t-il poursuivi. Nous regrettons que cet incident n'ait pas été éclairci et que le monde n'ait été averti. » Il a aussi assuré qu'il n'y avait pas actuellement en Libye d'agents de détournement d'avions.

Le chef d'Etat libyen s'est, par ailleurs, déclaré prêt à soutenir et à garantir la neutralité de Malte, et a dit n'avoir « aucune objection à des relations normales avec le Soudan ».

La France a été critiquée à plusieurs reprises dans les interventions à la conférence. Ainsi le ministre des affaires étrangères du Bénin, le commandant Michel Aladey, a accusé Paris de vouloir « combler en fait le déficit de Mozambique » en se maintenant à Mayotte. Il a dénoncé la vente de réserves françaises à l'Afrique du Sud, suivi en cela par le représentant du Congrès national africain (Afrique du Sud), qui a demandé devant la commission politique qu'un embargo pétrolier soit décrété contre la France. On croit savoir que, sans aller jusque-là, la déclaration politique qui sera adoptée par le « sommet » portera une critique assez sévère, contre la France pour la vente récente de deux centrales nucléaires à Pretoria. Enfin, le vice-président de la République des Comores, M. Mohammed Hassan Aly, a dénoncé la France devant la conférence, mercredi, lui reprochant de « s'occuper » des réserves de son empire, à Djibouti, à Mayotte et aux Antilles. (A.F.P.)

M. CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ (Cuba) : la solidarité avec l'Angola sera maintenue

M. Carlos Rafael Rodriguez, vice-premier ministre cubain, a déclaré, comme nous l'indiquons dans notre dernier numéro, que l'envoi de troupes cubaines en Angola et le soutien soviétique constituaient « le premier exemple de la solidarité militaire internationale pratiquée entre des

pays révolutionnaires séparés par des milliers de kilomètres ». Il a poursuivi : « La menace sur l'Angola n'a pas cessé, mais la solidarité ne s'interrompra pas non plus. En commençant le retrait progressif de ses forces de solidarité, Cuba a retiré l'engagement selon lequel les Cubains y resteraient en nombre et tout le temps que le gouvernement de Agostinho Neto le jugera nécessaire. »

« (...) On s'abstient à résoudre les problèmes du développement avec de nouveaux investissements privés. Mais l'histoire passée et récente démontre, sans équivoque, que les multinationales, à la recherche du bénéfice maximum, ne contribuent pas au développement, mais à la déformation permanente de nos économies et au pillage total de nos ressources non renouvelables, et que le flux de bénéfices de ces investissements vers les centres capitalistes crée de nouvelles et de plus graves forces de dépendance financière permanente. »

« Un embargo pétrolier contre la France, en réaction par la vente de réserves nucléaires françaises à Pretoria, a été demandé à la commission politique par le représentant du Congrès national africain (mouvement de libération d'Afrique du Sud, apprend-on de bonne source). La proposition de l'ANC aurait peu de chances d'être acceptée. (A.F.P.) »

LE COUT DU « SOMMET »

Le coût du « sommet » des pays non-alignés peut être évalué à 200 millions de roupies du Sri Lanka (environ 23 millions de dollars, soit 110 millions de francs).

Pour le gouvernement de Colombo, hôte de la conférence, la note de payer sera d'environ 52 millions de roupies. Les dons et contributions diverses des pays non alignés peut être évalués à cent un peu plus de 70 millions de roupies. Le reste de la facture est à partager entre pays membres, sensiblement selon le système en vigueur aux Nations unies.

Notons que les trois cent soixante-vingt volontaires Peugeot utilisés par les délégations ont été achetés à la France dans le cadre d'un crédit d'attente. La France a également vendu un radar de contrôle aérien, et offert au Sri Lanka une course de formation en France de traducteurs interprètes. — (A.F.P.)

Océan Pacifique

La Micronésie, 2 000 îles pour l'Oncle Sam

III. — Attention, école !

De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

Région « stratégique » administrée par les Etats-Unis, la Micronésie tente, dans la confusion la plus totale, de déterminer son avenir politique. Les légats des Etats-Unis poursuivent entre représentants de la population et Américains : il n'est cependant pas certain que les divers archipels parviennent à s'entendre pour bâtir une nation (« le Monde » des 17 et 18 août).

Mayuro. — Il fut un temps — entre 1947 et l'arrivée au pouvoir de Kennedy — où Washington se désintéressait totalement de la Micronésie, sauf bien sûr sur le plan stratégique. Aucun crédit n'avait été versé pour le développement de la population et des archipels considérés comme « un zoo », une réserve qu'il était difficile au visiteur étranger de pénétrer. Alors qu'aujourd'hui la liberté de voyage est totale, les archipels, ou presque, les anthropologues américains étaient autorisés à résider dans les îles. Quelle est la définition de la famille micronésienne ? disait-on alors : elle se compose des parents, des enfants, des grands-parents, des oncles, tantes, cousins, et d'un anthropologue américain.

Lorsque les crédits de Washington ont commencé à affluer, ils ont servi à « faire le bien », au sens occidental du terme. Les Micronésiens n'avaient-ils pas droit à ce dont nous sommes depuis longtemps pourvus ? Les rapports d'enquête des Nations unies ne critiquaient-ils pas les Américains pour n'avoir rien fait, dans le passé, accompli leur tâche humanitaire ?

Résultat : la Micronésie s'est couverte de bureaux d'écoles d'hôpitaux. Au point que, désormais, elle étouffe sous le fardeau de son administration. Elle est liée par ces cadeaux empoisonnés. Elle devra soit s'en débarrasser, soit, pour en financer la gestion et l'entretien, opter en faveur d'une dépendance accrue à l'égard des Etats-Unis. Mais il y a plus grave : en une génération, les esprits ont été à ce point modelés par le système américain et par ses valeurs, qu'on ne conçoit plus de société sans écoles à l'occidentale, sans hôpitaux à moins de 4 millions de dollars, sans taxis, sans hors-bords, sans autobus de ramassage scolaire, sans diagrammes administratifs calqués sur ceux de Washington. Colonisation subtile, d'autant plus subtile que les responsables américains, sauf à l'échelon central, sont rarissimes.

Les situations varient certes de district à district. Mais tel archipel est simplement « en avance » sur tel autre. Ainsi, à Truk comme à Majuro, les gens ne savent plus marcher — au sens littéral du terme (ni ramper). Sur ces micronésiens, le visiteur hébété découvre un ballet incessant de voitures, qui toutes sont des taxis (ou le deviennent à la demande). Nous nous enquêrions de l'adresse d'une personne que nous voulions voir, sur un de ces motoneurs à moteur insolite. « Difficile de vous expliquer, et je jure ça », dit-il. Demandez à un taxi, il saura où cela se tient », nous

tut-il dit. Et un taxi de nous emmener, sans aucunement trouver la chose risible, à quelque 150 mètres de là.

Le Micronésien moyen — nous ne caricaturons pas, — s'il vit dans un chef-lieu de district, prend un taxi pour se rendre dans un magasin qui est souvent doté de l'air conditionné. Il achète du poisson pêché dans ses eaux territoriales par les Japonais, mis en boîte au Japon, et revendu dans l'archipel à prix d'or. Il en profite pour glisser dans son panier le bacon pour les œufs du breakfast et les haricots rouges en conserve.

Il exige pour sa progéniture une école dans laquelle les jeunes apprendront tout sur Lincoln ou Roosevelt, mais rien sur la Micronésie. Ses enfants rêveront de devenir fonctionnaires. S'ils le deviennent, ils passeront au moins de longues journées devant des bureaux souvent vides de dossiers. Le salaire fera vivre quinze ou vingt personnes, qui attendront la main américaine.

La colonisation des esprits est telle que les crédits de Washington ont servi à « faire le bien », au sens occidental du terme. Les Micronésiens n'avaient-ils pas droit à ce dont nous sommes depuis longtemps pourvus ? Les rapports d'enquête des Nations unies ne critiquaient-ils pas les Américains pour n'avoir rien fait, dans le passé, accompli leur tâche humanitaire ?

Résultat : la Micronésie s'est couverte de bureaux d'écoles d'hôpitaux. Au point que, désormais, elle étouffe sous le fardeau de son administration. Elle est liée par ces cadeaux empoisonnés. Elle devra soit s'en débarrasser, soit, pour en financer la gestion et l'entretien, opter en faveur d'une dépendance accrue à l'égard des Etats-Unis. Mais il y a plus grave : en une génération, les esprits ont été à ce point modelés par le système américain et par ses valeurs, qu'on ne conçoit plus de société sans écoles à l'occidentale, sans hôpitaux à moins de 4 millions de dollars, sans taxis, sans hors-bords, sans autobus de ramassage scolaire, sans diagrammes administratifs calqués sur ceux de Washington. Colonisation subtile, d'autant plus subtile que les responsables américains, sauf à l'échelon central, sont rarissimes.

Les situations varient certes de district à district. Mais tel archipel est simplement « en avance » sur tel autre. Ainsi, à Truk comme à Majuro, les gens ne savent plus marcher — au sens littéral du terme (ni ramper). Sur ces micronésiens, le visiteur hébété découvre un ballet incessant de voitures, qui toutes sont des taxis (ou le deviennent à la demande). Nous nous enquêrions de l'adresse d'une personne que nous voulions voir, sur un de ces motoneurs à moteur insolite. « Difficile de vous expliquer, et je jure ça », dit-il. Demandez à un taxi, il saura où cela se tient », nous

acheté pour 315 000 dollars de poisson en conserve. Ses achats d'alcool ont été nettement supérieurs aux exportations de coprah. Ce qui est vrai pour Truk l'est, à des nuances près, des autres archipels. En 1975, la Micronésie a importé 3,15 millions de dollars de produits manufacturés, et exporté pour 2,11 millions de produits agricoles et 340 000 dollars de poissons.

L'industrie de Penseigne

L'administration est la plus grande industrie de la région et, dans ce secteur, l'école se tient la part du lion. On a calculé que dans tel village de Truk, l'école élémentaire rapporte (en salaires d'enseignants) quatre fois plus que toutes les ventes de coprah et de poissons. Les quelques deux mille cinq cents employés de l'éducation nationale de Micronésie « rapportent » davantage que l'ensemble des exportations. Or, ces salaires sont — importés des Etats-Unis. Un éducateur américain, très conscient de ce véritable drame, commente : « L'école est une industrie étrangère. Mais qui s'en aperçoit ? » (1)

Rien n'est plus impopulaire que ce propos dans une société colonisée des exportations. Or, ces salaires sont — importés des Etats-Unis. Un éducateur américain, très conscient de ce véritable drame, commente : « L'école est une industrie étrangère. Mais qui s'en aperçoit ? » (1)

Rien n'est plus impopulaire que ce propos dans une société colonisée des exportations. Or, ces salaires sont — importés des Etats-Unis. Un éducateur américain, très conscient de ce véritable drame, commente : « L'école est une industrie étrangère. Mais qui s'en aperçoit ? » (1)

L'évêque et les généraux

Tout cela n'est pas le fruit du hasard. L'aide a commencé à se faire massive lorsque la Micronésie a commencé à « bouger » politiquement. Comment laisser « bouger » une zone stratégique ? Le 1er janvier 1973, le Père Neylon, vicaire apostolique des Carolines et des Marshall (il réside à Truk), écrivait, dans une lettre pastorale : « Il est de la plus grande importance que le peuple de Micronésie soit convaincu qu'il a le droit inaliénable de définir son propre avenir. (...) Nous devons faire en sorte que nous soyons bien informés sur les

diverses options et les conséquences de chacune d'entre elles. Les options sont complexes. (...) Par le terme de Micronésie, nous entendons la question complexe des conséquences sur la société micronésienne d'une importante présence militaire dans les îles. » Peu de temps après, transmitté par Honolulu, l'évêque fut convoqué par les militaires américains, qui lui demandèrent de quel il se méfiait.

Il se méfiait de l'essentiel : lorsque le mandat sera levé, la région demeurera stratégiquement importante pour les Etats-Unis. Toutes les discussions politiques, toutes les mesures prises par Washington en Micronésie tournent, même si ce n'est pas toujours dit, autour de cette question. M. Schlesinger, alors secrétaire à la défense, a tenu récemment l'an passé, devant une commission de la Chambre, la vision américaine du Pacifique du Nord : « Non seulement, déclarait-il, la région est une zone stratégique, mais elle est une zone de communication avec le Proche-Orient, et nos sources en matière de renseignements peuvent être contrôlées depuis la Micronésie. De plus, une ligne de communication nord-sud de plus en plus importante passe par la région, le Japon et la Corée, à nos côtés et amis du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines et l'Indonésie. Au sein fort du terme, les Etats-Unis doivent demeurer une puissance du Pacifique. (...) »

« Quand ils seront convaincus... »

« Les plans du département de la défense concernant le développement des bases dans l'avenir en Micronésie (les Mariannes du Nord incluses) concernent trois régions : les îles de Saipan, Guam et les îles de l'archipel de Caroline du Nord. (...) Il s'agit de l'île de Saipan, à l'extrême nord des Mariannes, et de quelques îles au sud de Saipan, ainsi que, dans le district de Palau, d'une option pour l'acquisition de terres pour faire face, à l'avenir, à des situations imprévisibles, plus le droit de faire des manœuvres sur 30 000 acres libérés, d'une petite île de 300 acres, et d'une île de 500 acres. (...) »

Les militaires américains ont, de nombreuses reprises, analysé la valeur stratégique de la Micronésie. Cette conclusion de deux capitaines de l'U.S. Navy nous paraît bien résumer et synthétiser les vues généralement partagées à Washington (2) :

A travers le monde

Allemagne fédérale

« Il faut souligner ce fait : les considérations stratégiques continuent d'être le facteur majeur pesant sur l'avenir des îles du Pacifique. Il faut attendre à entendre l'U.R.S.S. parler de « l'impérialisme » et au « scénario » militaire. (...) L'impérialisme de Moscou étant de détenir aux puissances occidentales toute présence militaire dans le Pacifique. Cette rhétorique continuera sans doute de trouver un soutien chez les membres du F.O.N.U. appartenant au tiers-monde jusqu'au jour où les puissances occidentales seront capables de démontrer qu'il est de l'intérêt des habitants des îles s'associer à une puissance administrée, et non d'obtenir une « complète indépendance. »

Argentine

L'ANCIEN SÉNATEUR RADICAL M. SOLARI YRIGUYEN a été enlevé le 17 août par des inconnus à son domicile de Trelew, dans le sud de l'Argentine. M. Yriguyen avait, comme avocat, pris la défense de nombreuses personnes accusées d'activités subversives. Il avait déjà été visé par plusieurs attentats. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

M. BRIAN FAULKNER, ancien premier ministre protestant d'Irlande du Nord, a annoncé, mercredi 18 août, qu'il démissionnait de son poste de leader du parti unioniste. M. Faulkner avait fondé un nouveau parti unioniste modéré, il y a deux ans, après une scission de l'ancienne formation sur la question du partage des pouvoirs dans la province avec les catholiques. — (A.F.P.)

Madagascar

PRÉS DE QUARANTE MILLE F.R.S.O.R.I.S. A.N.T. F.R.A.N.C.A.I.S. auraient quitté définitivement Madagascar depuis 1973, date de la chute du président Philibert Tsiranana, a-t-on appris, mardi 17 août, à Tananarive, après une entrevue entre le président Ratsiraha et M. André Roger, ambassadeur de France. Le diplomate a en effet précisé qu'il reste actuellement dans le pays près de douze mille Français, alors que leur nombre, d'après les statistiques officielles au moment du départ de l'ancien chef de l'Etat malgache, était de l'ordre de cinquante mille. — (Reuter.)

Pérou

LE DIRECTEUR DE LA REVUE DE CAUCHE « MARELA » a été arrêté le mardi 17 août, à Lima. M. Carlos Urrutia était recherché par la police depuis la suspension de cette publication, décriée par le gouvernement au début du mois de juillet dernier. — (Corresp.)

هكذا من الأنجل

منازل الأهل

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les tractations en cours expliquent l'ajournement de la « bataille de la montagne »

Beyrouth. — L'ajournement de la « bataille de la montagne » et un ralentissement des bombardements aveugles de quartier à quartier, à Beyrouth, indiquent que les belligérants se cantonnent dans une attitude d'attente, motivée par des tractations à deux niveaux. Tout d'abord, entre les chefs d'Etat arabes en vue de la convocation d'un « sommet ». Ensuite, entre les phalanges et la résistance palestinienne pour un accord sur l'évacuation par les palestiniens.

De notre correspondant

Une progression du secteur de la montagne occupé par ces derniers en mars.

Quatre pays arabes ont, jusqu'ici, approuvé la convocation d'un « sommet » arabe proposé par le Koweït et l'Arabie Saoudite : l'Égypte, le Soudan, les Émirats arabes unis et Qatar. On notera qu'aucun des pays arabes qualifiés de progressistes n'a encore donné son accord et surtout que la Syrie, principale intéressée, ne semble pas encore disposée à accepter de participer à ces assises. Ses dernières prises de position, exprimées à Colombo par son ministre des affaires étrangères (« Nous n'avons demandé l'avis de personne pour pénétrer au Liban et nous n'avons besoin de l'avis de personne lorsque nous voudrions en sortir ») et par son président (« Notre intervention a permis la pacification des régions où l'armée syrienne a pénétré ») ne laissent pas prévoir un assouplissement.

Or, sans le président Assad, non seulement le « sommet » perdrait une grande partie de son importance, mais il ne se tiendrait probablement pas car il est douteux que l'Arabie Saoudite se prête à une mise en accusation de la Syrie en son absence.

Des informations non confirmées rapportées jeudi matin par la presse de Beyrouth font état de la possibilité d'une escalade du président Assad à Taïb, en Arabie Saoudite, à son retour de Colombo. Il s'y rendrait après le passage du président Sadat, qui s'y trouve actuellement. Toujours à Beyrouth, selon le mouvement national (gauche), un « sommet » quadripartite Syrie-Égypte-Soudan-Koweït se tiendrait, avec la participation des représentants de la résistance, pour débattre la voie avant la réunion plénière des rois et chefs d'Etat arabes.

Cependant, pour de nombreux observateurs, la situation ne paraît pas encore mûre pour un tel « sommet », qui devrait servir de cadre à un règlement d'ensemble de la crise libanaise. Il aurait donc, malgré ces quelques prémisses favorables, peu de chances de se tenir.

Sur un plan plus modeste, le général Ghoneim, commandant de la force de paix arabe au Liban, poursuit ses efforts pour parvenir à un accord en vue d'éviter la bataille de la montagne, en proposant l'installation de « casques verts » sur la portion de territoire qui serait éventuellement évacuée par les palestiniens progressistes. En nous déclarant mercredi qu'il était toujours dans l'attente d'une décision politique de la part de la direction de la résistance palestinienne et du Mouvement national libanais, le responsable militaire des forces de droite dans ce secteur confirmait implicitement que la décision d'engager la bataille de la montagne n'était pas encore définitivement prise par son camp, malgré les déclarations catégoriques faites à ce sujet.

Il ne fait pas de doute que si ces tractations échouaient — et elles ont beaucoup de raisons de ne pas aboutir — le grand affrontement serait inévitable sur les crêtes du mont Liban. Reculant le tir par rapport à leur émission des deux jours de dimanche, les radios des forces conservatrices ont annoncé que les Syriens se sont retirés de Hammama (qu'ils n'ont, en fait, jamais occupé) pour permettre aux palestiniens progressistes d'évacuer la montagne sous peine d'une annihilation totale.

Le fait est que les deux camps ont évacué les zones frontalières, mais les milices de droite auraient déclaré une offensive frontale. C'est pourquoi les radios de la droite chrétienne se seraient empressées d'annoncer l'évacuation des troupes syriennes. Mais, dans l'intervalle, Damas aurait temporisé, préférant attendre le résultat des manœuvres politiques arabes avant de s'engager dans une nouvelle action. Un tel manque de coordination entre des alliés en consultations permanentes — une délégation phalangiste se trouvait à Damas durant toute cette période — semble cependant surprenant.

LUCIEN GEORGE

Les partis de gauche et la résistance palestinienne ont rejeté les conditions syriennes à la reprise éventuelle des négociations syro-libano-palestiniennes, à annoncer jeudi matin 19 août la radio libanaise contrôlée par la gauche. La radio n'a pas précisé les conditions de la Syrie, mais a indiqué que celles-ci étaient « inacceptables ». Les négociations de M. Kamal Chahla, chef de l'Union des forces du peuple travailliste, organisation nationale qui est rattachée à Damas, la gauche et les Palestiniens, ont été interrompues. Les nouvelles conditions syriennes visent à éliminer les forces de gauche et les Palestiniens, à leur faire quitter le Liban, à leur faire quitter la résistance palestinienne. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Brésil

Le parti communiste fait son autocritique et admet que la moitié de ses dirigeants ont été tués depuis deux ans

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Au cours de la vague de répression qui l'a durément frappé ces deux dernières années, le parti communiste brésilien a perdu environ la moitié de ses dirigeants, membres effectifs ou suppléants du comité central. C'est ce que le P.C.B. indique lui-même dans son journal *Voz Operaria*, qui a repris sa parution en avril dernier après presque un an d'interruption.

Dix membres du comité central ont été tués par les services de sécurité, indique le journal, beaucoup d'autres ont été emprisonnés et torturés. *Voz Operaria* cite les noms de sept des disparus : M. João Massena Melo, David Capistrano de Costa, Luiz Ignacio Maranhão Filho, Walter de Souza Ribeiro, Hiram de Lima Pereira, Jaime Amorim de Miranda et Luiz José Velloso. Il précise que tous avaient été élus au cours du sixième congrès du parti, lequel s'est tenu en décembre 1967 (il n'y en a pas eu d'autre depuis).

Selon les historiens du P.C.B., le comité central comptait une cinquantaine de membres ces dernières années (effectifs et suppléants), mais il est possible que ce nombre ait été supérieur. *Voz Operaria* reconnaît que l'organisation clandestine a été « profondément ébranlée », mais elle considère que le parti a conservé une « activité au sein du mouvement ».

Deux imprimeries clandestines du parti avaient été découvertes en janvier 1975 à Rio et São Paulo, ce qui devait interrompre par la suite la parution du journal, édité mensuellement. Celui-ci est publié à nouveau, mais son type d'impression indique qu'il est fabriqué hors du Brésil, ce qui ne doit pas faciliter sa diffusion.

« L'arme du vote pour protester contre la dictature »

Réuni en décembre 1975, le comité central du P.C.B. s'est livré à son autocritique, laquelle a été publiée quelques mois après par *Voz Operaria*. Les dirigeants communistes expliquent la facilité avec laquelle ils ont été décimés par les progrès « qualitatifs » de la répression et par leur propre incapacité à abandonner des méthodes de travail héritées du passé. Ils s'accusent d'avoir failli dans la protection des cadres et militants du parti, dans leur formation idéologique, dans l'organisation du mouvement, dans la réalisation d'un « esprit de décision et de courage », incriminant l'« esprit petit-bourgeois » qui régnait encore au sein du P.C.B. et la « sous-estimation de l'ennemi de classe ». « Cette situation, disent-ils, s'aggrave énormément du fait de notre manque de contacts avec la classe ouvrière unique, et capable de diriger de façon conséquente le processus révolutionnaire dans notre patrie ».

Dans un manifeste au peuple brésilien, le P.C.B. invite les Brésiliens à utiliser « l'arme du vote » lors des élections municipales, en novembre prochain, pour « protester contre la dictature ». L'appel est spécialement adressé aux « militaires qui ne sont pas compromis avec les crimes du régime, et qui forment l'immense majorité des soldats, des sergents et des officiers », pour leur demander de voter contre les pouvoirs exceptionnels du président et en faveur de la souveraineté nationale, des richesses de la nation, du monopole d'Etat sur le pétrole.

Le clin d'œil aux militaires nationalistes n'est pas nouveau. M. l'alignement du P.C.B. sur les positions de Moscou, attesté une fois de plus par *Voz Operaria*. Dominant ses impressions sur le XXV^e congrès du P.C. de l'Union soviétique, le secrétaire général du P.C.B., M. Luis Carlos Prestes, affirme en effet que l'U.R.S.S. a progressé « dans la construction de la base matérielle et technique du communisme », qu'elle a « avancé considérablement dans la pratique de la démocratie socialiste, dans la formation spirituelle et morale de l'homme nouveau, dans la création de la nouvelle société communiste ».

Et c'est dans un langage inenfermable à toutes les révisions modernes que le P.C.B. continue de se fixer comme objectif la « prise du pouvoir par le prolétariat et la mise en place de la dictature de la classe ».

CHARLES VANHECKE

Chili

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EXCOMMUNIE DES AGENTS DE LA POLICE SECRÈTE

Santiago-du-Chili. (Reuter). — L'Église catholique chilienne a annoncé, le mardi 17 août, l'excommunication de plusieurs agents de la DINA, la police politique du régime. Un décret a expliqué que la mesure sanctionnait leur participation à une manifestation organisée à l'aéroport de Santiago contre trois prêtres chiliens en provenance de Quito, d'où ils avaient été expulsés par les autorités équatoriennes (le Monde du 17 août).

Au cours d'une conférence de presse, à laquelle participait le cardinal Raúl Silva Henríquez, archevêque de Santiago, une protestation a été élevée contre les événements survenus à l'aéroport. « Une manifestation massive et concentrée, dans le but de scanner des chemins d'ennuis contre les trois docteurs, avec la participation de personnes identifiées comme membres de la DINA », cation, a-t-il été précisé, sera prononcée contre quiconque, à l'avenir, prendra des mesures affectant la liberté ou les droits de l'Église.

Les prêtres ont, en outre, assuré que les attaques organisées contre les trois évêques, s'inscrivaient dans un contexte : « l'invoquant continuellement des raisons de sécurité nationale qui sont sans appel, un modèle de société en train de prendre forme, qui ébranle les libertés fondamentales, il méprise les droits élémentaires, et censure les citoyens dans le cadre d'un Etat policier redouté ». Si ce processus s'accomplit, « nous devons pleurer la mort de la démocratie en Amérique latine », conclut la hiérarchie catholique.

AFRIQUE

Rhodésie

Les combats contre les guérilleros ne cessent de s'intensifier

L'armée rhodésienne intensifie ses opérations contre les guérilleros nationalistes africains opérant dans les zones frontalières. Selon un communiqué publié le 18 août, à Salisbury, les forces gouvernementales ont tué vingt-deux maquisards et perdu un soldat au cours des trois jours précédents. Sur la route de Fort Victoria à Chipinga, près de la frontière mozambicaine, des guérilleros ont tendu une embuscade à un convoi escorté par des militaires. Quelques civils ont été blessés, mais l'escorte a pu repousser les assaillants. Des attaques au mortier et à la roquette ont également été lancées contre des plantations de thé situées dans la même région. Cette recrudescence des combats porte à huit cent quatre-vingt le nombre des maquisards tués depuis le début de l'année. L'armée rhodésienne reconnaît, pour sa part, dans la même période, avoir perdu soixante-trois hommes.

D'autre part, selon l'Agence d'Info, le 18 août, par l'armée rhodésienne, contre un camp de guérilleros noirs en territoire mozambicain, a fait six cent dix-huit morts et six cent dix-huit blessés. Le communiqué du raid de Nyasaland, état de six cent dix-huit morts (le Monde du 14 août). Le gouvernement rhodésien avait, pour sa part, annoncé que ses forces avaient tué plus de trois cents maquisards nationalistes.

« La plupart des victimes ont été tuées par balles, d'autres ont été tués dans la rivière », ajoute l'agence mozambicaine. Certains blessés ont été dans la brousse.

Ethiopie

CRÉATION D'UN P.C. PROCHINOIS CLANDESTIN

Addis-Abeba. (A.F.P.). — Un deuxième parti clandestin, qui se réclame du marxisme-léninisme et du maoïsme, a été créé en Éthiopie, sous le nom de « Parti communiste révolutionnaire » (P.C.R.), vient d'être créé en Éthiopie : le parti communiste éthiopien (P.C.E.). Dans un document diffusé cette semaine dans la capitale éthiopienne, les fondateurs du P.C.E. déclarent leur opposition à la lutte armée qui déstabilise le pays depuis la déposition de l'empereur en septembre 1974 et accusent le Derg d'avoir « aboli le fédéralisme pour le remplacer par un système petit-bourgeois ». Ils qualifient les récentes mesures

de nationalisation et la réforme agraire de « manœuvres de droite ». Le P.C.E. exige l'élection d'une Assemblée populaire et la formation d'un gouvernement contrôlé par l'Assemblée. Il se prononce également en faveur de la liberté de la presse, du droit de grève et de la formation de partis politiques et de syndicats. Il affirme le droit à l'autodétermination pour les régions et une éventuelle sécession pour les différentes nationalités.

Enfin, le P.C.E. s'en prend en termes sévères à l'Union soviétique, « transformée en un pays de capitalistes », mais rend hommage à la Chine populaire.

ASIE

Le meurtre de deux officiers américains à Panmunjom

L'état d'alerte est proclamé dans les deux Corées

(Suite de la première page.)

Selon le commandement des Nations unies à Séoul, auquel appartenaient les deux officiers tués, les soldats américains escortaient cinq civils sud-coréens qui devaient élargir des brèches d'arbres près d'un poste des Nations unies à l'entrée du pont dit de « non retour ». De l'autre côté de ce pont se trouve un poste de garde nord-coréen. Plusieurs soldats du Nord conduits par deux officiers, en sortirent pour exiger que cesse immédiatement ce que les Américains appelaient « un travail de routine ». Pen après, un véhicule amena d'autres gardes sur place et un officier nord-coréen ordonna à ses hommes de tuer les militaires des Nations unies. Ils furent aussitôt agressés à coups de hache et de pieux. Les deux officiers américains tués ont été atteints à la tête, tandis que

quatre de leurs hommes étaient blessés ainsi que les cinq civils sud-coréens.

La version de l'incident que donnent les autorités nord-coréennes est très différente. Elles accusent les « imperialistes américains d'avoir commis un acte de provocation dans la zone de patrouille commune de Panmunjom », entraînant une « riposte » des gardes nord-coréens. Selon Pyongyang, « quatre Américains ont tenté de couper des arbres ont battu des gardes nord-coréens qui essayaient de les en empêcher. Contre leur gré, ceux-ci ont donc dû se défendre ».

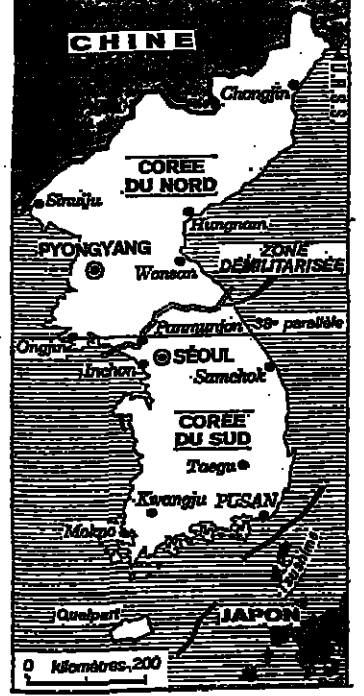
Le gouvernement sud-coréen a, pour sa part, lancé mercredi soir un appel à l'opinion internationale en dénonçant un « acte criminel, barbare et inhumain ». — (A.F.P.)

La démarcation entre les deux Corées, qui apparaît sur la carte ci-dessus, passe au milieu d'une zone délimitée à large de quelques kilomètres, à la hauteur de 38° parallèle. L'armistice mettant fin aux hostilités en Corée, entre les forces des Nations unies, essentiellement américaines, et les Nord-Coréens, soutenus par des « volontaires » chinois, a été signé le 27 juillet 1953 à Panmunjom. Les négociations avaient commencé deux ans auparavant, en juillet 1951. Les belligérants étaient alors séparés par des troupes armées et leurs positions de départ.

La division du pays résultait d'un accord américain-soviétique conclu avant la capitulation japonaise et aux termes duquel, les États-Unis et l'U.R.S.S. se partageaient, au nord et au sud du 38° parallèle, le désarmement des troupes japonaises.

Périodiquement, depuis la signature de l'accord de 1953, la délégation des Nations unies, conduite par un officier américain, rencontre à Panmunjom la délégation nord-coréenne, épisodiquement assistée d'un représentant chinois. L'accord d'armistice a, en effet, été signé par la Corée du Nord, le commandant du corps des « volontaires » chinois et les États-Unis, au nom des alliés engagés sous le drapeau des Nations unies.

Le commandement des Nations unies à Séoul appartenait les deux officiers tués par les gardes nord-coréens, est en fait une institution stérile, américaine et sud-coréenne. Sa dissolution a été demandée à plusieurs reprises par Pyongyang. Les États-Unis sont parvenus à ce principe mais veulent préserver un cadre juridique qui permette de maintenir en vigueur l'armistice : si les Nations unies ne figuraient plus en tant que telles à Panmunjom, l'accord se trouverait, en effet, sans signification pour l'une des parties. Toutefois, les forces américaines actuellement stationnées en Corée du Sud (quarante-deux mille hommes) s'y trouvent en vertu d'un traité de sécurité mutuelle signé, en 1954, entre Séoul et Washington et nullement au titre des Nations unies.



République Sud-Africaine

LES MANIFESTATIONS DE LYCÉENS A PORT-ELIZABETH ONT FAIT HUIT MORTS

(De notre correspondant)

Johannesburg. — Après celles de Johannesburg et du Cap, les lycéens de Port-Elizabeth ont été, à leur tour, mercredi 18 août, le théâtre d'affrontements violents entre des jeunes lycéens et les forces de l'ordre. Les heurts ont fait, selon le bilan officiel, huit morts et vingt blessés.

Une fois encore, les incidents ont éclaté après une marche pacifique de jeunes de douze à vingt ans. Mercredi matin, environ cinq cents élèves du lycée de Kwa-Zulu ont présenté au directeur de cet établissement une lettre de démission. Comme celui-ci refusait de donner une réponse, les lycéens ont aussitôt décidé d'organiser une marche de protestation pacifique à travers la ville, jusqu'au stade municipal, où ils se retrouvaient à près de quatre mille. Le cortège se dirigeait vers un bâtiment de l'administration bâtonna, quand les forces de police dispersèrent les manifestants.

Pendant ce temps, les lycéens de New-Brighton et Zwide, deux autres « townships » de Port-Elizabeth, apprenant que leurs camarades de Kwa-Zulu manifestaient, commencèrent à désertir leurs salles de classe et à se regrouper dans les rues. Peu de temps après, des groupes de jeunes gens attaquaient à coup de pierres des voitures, des autobus et des bâtiments administratifs.

Dans l'après-midi, plusieurs entreprises bordant les côtes, qui comptent, à elles trois, environ 200 000 habitants, proposèrent à leurs employés de regagner leur domicile. Les Blancs furent évacués des zones africaines et les bâtiments administratifs furent fermés.

Les incidents devinrent particulièrement violents en fin d'après-midi lorsque la police essaya de protéger un office de l'administration bâtonna allié par près d'un millier de jeunes, à New-Brighton.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Mozambique

LA GRANDE-BRETAGNE VA ACCORDER UN PRÊT DE 5 MILLIONS DE LIVRES STERLING AU MOZAMBIQUE AUX TERMES D'UN ACCORD SIGNÉ MARDI 17 AOÛT À MAFUZA.

Ce crédit permettra au gouvernement mozambicain d'acheter des véhicules, des pièces détachées, des moteurs et des machines agricoles. — (Reuter)

POLITIQUE



(Dessin de KONE.)

M. Guéna : M. Marchais veut enfermer la France dans une espèce d'autarcie stalinienne

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a commenté mercredi 18 août, au micro de France-Inter, les dernières déclarations de M. Georges Marchais à ce même micro deux jours auparavant (16 août) : « Il est évident, a-t-il déclaré, de rétablir la bonne santé de l'économie française en profondeur et à ce moment-là la spéculation disparaît. En attendant, je n'ai évidemment pas d'objection à ce qu'on réserve dans une certaine mesure le contrôle des changes. Je ne suis néanmoins pas partisan de ce qui suggérerait M. Marchais. Ce qu'il veut, lui, c'est que la France s'enferme dans une espèce d'autarcie stalinienne, alors que nous, nous sommes d'accord pour que la France continue à se battre, à ouvrir ses frontières. (...) L'ensemble du plan de M. Marchais est mauvais. M. Marchais propose un certain nombre de mesures qui relanceraient peut-être — je n'en suis pas sûr — l'économie, mais qui aboutiraient à une inflation galopante. (...) C'est irréaliste, ce n'est peut-être réaliste de la part de M. Marchais : cela mettrait l'économie française au par-dessus de sa tête et il en tirerait peut-être quelque avantage politique. (...) La part communiste est d'expliquer qu'il a changé. Il n'y a vraiment rien de changé. C'est la même révérence. Il assène des faussetés premières. (...) A propos des appels lancés par

le P.C. aux gaullistes, M. Guéna a précisé : « Aucun gaulliste n'oublie que les plus violentes attaques contre le gaullisme, contre l'U.D.R., contre le général de Gaulle, sont venues du parti communiste, et qu'il n'est pratiquement pas passé pendant tout le temps où le général de Gaulle a été aux affaires. (...) Les tentatives de séduction de M. Marchais en direction de l'électorat gaulliste sont absolument coupées à l'échelle. » Le secrétaire général de l'U.D.R. a jugé « tout à fait inutile » les contacts de certains gaullistes avec M. Nungesser — avec M. Fabre. « On est un peu tenté de taper sur la main le plus faible de l'union de la gauche, a-t-il dit, mais, en réalité, ce maillon ne tient pas la chaîne. »

Interrogé sur ce que serait l'attitude de l'U.D.R. à l'égard du chef de l'Etat si M. Chirac quittait l'hôtel Matignon, M. Guéna a répondu : « C'est une hypothèse sur laquelle je n'ai pas à raisonner. Nous sommes dans une situation, nous sommes dans la majorité, nous sommes derrière le président de la République. Il peut naturellement, au cours de la législature et même au cours du septennat, se produire un certain nombre d'événements, mais nous ne sommes pas obligés de nous en préoccuper. Si un événement de cette espèce se produit, l'U.D.R. se déterminera librement au sein de ses instances élues. »

ÉDUCATION

La suppression de la subvention de l'UNEF D'autres associations d'étudiants ont reçu des crédits cette année

La décision prise par Mme Alice Saunier-Selz, secrétaire d'Etat aux universités, ne pas renouveler en 1976 la subvention de fonctionnement accordée en 1975 à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) ex-Renouveau, proche des communistes, a entraîné de nouvelles protestations. Après la C.F.D.T., le Mouvement de la jeunesse socialiste et le COSSE (Comité pour un syndicat des étudiants de France socialiste), la C.G.T., la FEN (Fédération de l'éducation nationale) et l'ensemble des partis de gauche ont apporté leur soutien à l'UNEF. Cette association a envoyé, mercredi 18 août, à M. Jacques Chirac, premier ministre, une lettre pour lui demander d'expliquer les raisons de cette suppression, de préciser les critères d'attribution et de répartition et d'indiquer la liste des organisations subventionnées. D'autre part, l'UNEF a saisi de cette question la conférence des présidents d'université et le CNESE (Conseil national supérieur de l'enseignement et de la recherche). Enfin, plusieurs députés, appartenant au P.C. et au P.S., ont déposé à ce sujet des questions écrites qui n'ont pas encore reçu de réponse. Quelles sont les raisons de cette décision ? L'UNEF ex-Renouveau, même si elle compte beaucoup moins d'adhérents (elle revendique cinquante mille) que celle des années 1960 (qui frôlait les cent mille adhérents), est encore, incontestablement la plus « représentative » des associations d'étudiants, puisqu'elle était largement majoritaire dans les élections aux conseils d'université ou d'unité d'enseignement et de recherche en 1975-1976. La Fédération nationale des étudiants de France (FNEF, de tendance corporatiste et « modérée »), qui annonce vingt mille adhérents, a vu aussi sa subvention (70 000 F en 1975) supprimée cette année. Mais d'autres associations ont encore reçu des crédits du secré-

tariat d'Etat en 1976, notamment l'Union nationale interuniversitaire (UNI), qui ne veut pas préciser la liste des associations (Comité pour un syndicat des étudiants de France, socialiste), qui a perdu à la mi-juillet 100 000 F.

Au cabinet du secrétaire d'Etat aux universités, on refuse aussi de donner la liste des associations d'étudiants auxquelles des subventions ont été versées cette année ou doivent l'être. Il s'agit, dit-on, de « renseignements de caractère confidentiel ». Seul le rapporteur général du budget peut en prendre connaissance. De plus, il serait difficile d'individualiser ces sommes, car elles sont versées à des associations dans une masse plus importante.

En fait, la liste des associations subventionnées selon la loi de 1901 recevant des subventions de l'Etat, c'est à dire que ce sont les associations qui ont été publiées dans les deux ans par l'Etat. La dernière — parue en 1975 — montrait que des sommes relativement importantes avaient été versées en 1974 à 10 000, l'Association nationale des étudiants en pharmacie de France 5 000, etc. Une Association d'information et de réflexion sur l'avenir professionnel des étudiants, qui semble appartenir à la gauche UNEF (dirigée par des membres de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, trotskiste), 40 000. Mais c'est l'UNI qui comprend surtout des enseignants qui s'est taillé la part du lion, avec 150 000 F.

● **ERRATUM.** — Une ligne doublee a rendu incompréhensible un passage de l'article nécrologique consacré à M. Etienne Decaux (le Monde du 14 août). M. Decaux, était secrétaire de l'Institut des langues slaves, et c'est d'autre part, à l'université de Gracovie, et non à l'Institut français de cette ville, qu'il a suivi des cours en 1948.

L'ENTRETIEN DE MM. CHIRAC ET LECANUET

Comment contenir les flottements de la majorité

Au terme du déjeuner qui réunissait en tête à tête MM. Jacques Chirac et Jean Lecanuet à l'hôtel Matignon, mercredi 18 août, le ministre d'Etat, ministre de la justice, a-t-il donné d'entendre, est

« C'est un déjeuner politique, a-t-il déclaré, où nous avons parlé des grands problèmes de la France, des problèmes de l'emploi et notamment de l'emploi des jeunes. Puis nous avons fait un tour d'horizon politique qui a manifesté notre complète identité de vues. »

A une question qui évoquait les « piques » envoyées par le président du Centre des démocrates-sociaux à l'U.D.R., M. Lecanuet a dit : « Je n'ai jamais aimé de piques, j'ai toujours mes convictions et elles concourent au développement de la majorité. » Après avoir souligné que M. Chirac et lui-même avaient fait « la même analyse sur l'avenir du pays », le garde des sceaux a noté que la présidentialisation de la majorité « est un état de fait qui n'est pas nouveau, qui est propre aux institutions de la Ve République. »

La situation économique et sociale présente suffisamment de signes inquiétants pour donner à l'équipe gouvernementale le désir

de présenter un front commun. Le déjeuner de MM. Jacques Chirac et Jean Lecanuet n'aurait dû avoir, en soi, rien d'exceptionnel.

L'intérêt suscité par ce tête-à-tête provenait des récentes déclarations de M. Lecanuet sur son souhait de voir naître « une majorité plus conforme à la dynamique présidentielle » et de ses allusions au « fléchissement des piques ». Toutefois, la discussion n'a revêtu aucun caractère dramatique. A la veille du retour du président de la République, les rumeurs de remaniement ministériel — ou de « réajustement », pour reprendre l'expression de M. André Fosco (le Monde du 19 août) — n'étaient-elles pas étrangères au désir affiché par les deux interlocuteurs de ne pas exacerber leur antagonisme. Au contraire, ils ont plutôt cherché à se rapprocher, à se réconcilier, à se rapprocher.

En tout premier lieu il y a le soutien à l'action du président de la République, point sur lequel l'accord est réel, même si l'adhésion des centristes et celle des gaullistes à M. Giscard d'Estaing ne procèdent pas de la même analyse. Pour l'heure, ce soutien sera solide pour les solutions aux difficultés économiques que les deux convives ont abondamment évoquées, et qui exigent un consensus dont la majorité se doit de donner l'exemple.

La même unité de vues apparaît pour ce qui est des rapports avec l'opposition : c'est la même ligne, mais sans illusion. Le garde des sceaux, tout en obser-

vant que M. Mitterrand est le seul leader socialiste européen à prétendre gouverner avec les communistes, en sauvegardant les libertés, ne croit plus à une rupture de l'union de la gauche avant 1978.

Pour battre l'opposition, plusieurs tactiques sont possibles. Le choix n'est pas fait, par exemple, entre l'acceptation des « primaires » ou l'investiture de candidatures uniques, d'autant que les partenaires de la majorité ne savent pas quelle position prendra M. Giscard d'Estaing. Le chef de l'Etat se chargera-t-il d'accorder une investiture présidentielle, ce qui le forcerait à s'engager dans une bataille électorale qu'il le lirait au sort incertain de la majorité ? Laisserait-il au premier ministre le soin de conduire la majorité ? Dans ce cas, le chef du gouvernement pourrait-il être aussi lié à l'U.D.R. que l'est M. Chirac ? Dix-huit mois de l'échec des responsables de la majorité ne peuvent que souhaiter une clarification.

En attendant que la tactique soit arrêtée, les composantes de la majorité travaillent à se rapprocher. Ainsi, le président du Centre des démocrates sociaux a tenu à évoquer avec M. Chirac des sujets tels que l'inflation ou le chômage des jeunes qui ne sont pas à proprement parler, de sa compétence ministérielle. De même, il n'a pas négligé de plaider auprès du premier ministre le dossier du logement. Il est selon lui nécessaire — socialement — de faciliter l'accès à la propriété pour tous

(thème qu'il se promet de développer avec le secrétaire d'Etat au logement, M. Jacques Barrot, secrétaire général du C.D.S., à la fin du mois de septembre).

Si M. Lecanuet est enclin à s'affirmer — quitte à se démarquer — au sein de la majorité, il est également soucieux de voir la coordination reprendre non seulement pour les questions d'actualité mais aussi pour la définition des choix à plus long terme.

Il est de fait que, depuis le 15 mars, date qui a fait coïncider une décision ministérielle et le résultat des élections cantonales, la majorité, à l'instar du franc, connaît des mouvements erratiques. Aucun « serpent » n'a pu pour contenir les flottements. L'épisode des plus-values a bien montré. Pas plus que la Banque de France n'est intervenue pour porter secours à la monnaie, le président de la République n'a fait connaître ses intentions pour stabiliser sa majorité.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, a estimé, mercredi 18 août, sur les audiences de TFI, à propos d'un éventuel remaniement ministériel, que « la seule chose qui changerait quelque chose serait le départ de M. Jacques Chirac ». « Si le chef de l'Etat change le premier ministre, a-t-il précisé, cela fera quelques problèmes avec l'U.D.R. Mais surtout, pour quoi faire ? »

THÈMES POUR LE REMANIEMENT

II. — Le « consensus social »

par MICHEL DEBRÉ

Les deux mots font fortune de nos jours. Il faut un « consensus social » pour adopter telle politique ! Faute de « consensus social », on ne peut rien faire ! (1). Qu'est-ce au juste que le « consensus social » ? Selon les uns, c'est l'accord de l'opinion publique, tel qu'on peut le saisir à travers un sondage. Selon d'autres, c'est l'accord des partenaires sociaux, tel qu'on peut le constater en Allemagne, par exemple, à propos des salaires. Selon d'autres encore, c'est un accord majoritaire et opposition parlementaire, tel qu'il se manifeste, à l'occasion, en Grande-Bretagne. En fait, une définition précise est difficile à donner. Il est normal qu'il en soit ainsi. La formule est inventée pour motiver une attitude, pour donner à une cause réelle, qui est un renoncement.

Recourir sans cesse au « consensus social », c'est en effet risquer le pire, c'est en tout cas risquer d'abaisser gravement la légitimité. La tâche du pouvoir est de prendre des initiatives, d'orienter la marche des affaires en fonction d'une conception d'ensemble, de décider au nom et dans l'intérêt du bien public. Se fier par la recherche d'un consensus préalable, c'est se nier soi-même. L'histoire est grave pour une démocratie dont nous considérons le pouvoir comme le seul légitime parce qu'il

repose sur une délégation accordée par le suffrage universel dans le cadre d'institutions définies et en toute liberté. Refuser la capacité de décision de ce pouvoir démocratique pendant des semaines, c'est faire face à la fois dans son efficacité et dans son principe. Transformer la démocratie en régime d'opinion pour une affaire essentielle à l'avenir de la nation, c'est annuler la responsabilité de l'autorité sociale. Quelles conséquences pour les règles fondamentales, la famille, la liberté, pour les attributs essentiels de l'Etat : les affaires étrangères, la défense, les impôts !

Certes, le pouvoir ne doit pas se manifester d'une manière arbitraire, ni même solitaire. Mais il ne faut pas confondre les genres, les genres conceptuels et les genres probatoires. La consultation est d'une grande utilité, notamment lorsqu'elle est accompagnée de l'information susceptible d'éclairer ceux qui ont le pouvoir. Mais ce n'est pas là un effort méritoire pour faire comprendre un problème d'ordre général à des hommes et à des femmes que leurs savoirs et leurs intérêts et leurs valeurs sont et qui sont souvent guidés par des conceptions inexactes ou d'une fautive idéologie. Mais de cet effort de connaissance passer au consentement, c'est opérer

un impossible transfert, c'est donc sombrer dans l'irresponsabilité, maladie mortelle pour un Etat et une société.

Or, depuis quelques années en France, on s'abrite derrière l'absence de consensus social pour refuser de lutter contre l'envie d'inflation par le premier, le dis bien le premier moyen de lutte pour ce qui concerne l'époque où nous vivons et qui est la modération de la hausse des revenus des tribus, sous quelque forme que ce soit. Or là se trouve sans doute, pour de nombreuses années encore, la clef de toute politique nationale, et, pour le dire, la clef de notre civilisation et de son avenir.

Hommes et femmes de la plupart des démocraties occidentales, et notamment en France, se sont très vite habitués à la hausse constante et souvent forte du revenu national. De nos jours, entre les parties prenantes : l'Etat et les dépenses publiques, la Sécurité sociale et ses prestations, les industriels et leurs investissements, les familles et les individus et leurs revenus particuliers, la répartition apparaît facile. Cette facilité était accentuée par un crédit abondant, car la hausse constante des revenus permettait aisément les remboursements. La situation est désormais différente. La hausse du revenu national est incertaine, au moins dans sa mesure et surtout, pour une part importante, elle est réservée aux achats, désormais plus coûteux, de nos importations. Le mouvement vers la croissance des aspirations individuelles et des prestations sociales est aggravé par les images de la télévision, la publicité, les idéologies, sans oublier la hausse des prix et des salaires. C'est pratiquement sans frein alors que les besoins de la vie en société et la compétition internationale imposent un rythme élevé des dépenses publiques et des investissements privés.

Que l'on se souvienne de la période des dix années qui ont précédé 1968, la deux reprises en 1959 et en 1966, fut rappelée l'ex-

CRISE DE CONFIANCE

(Suite de la première page.)

M. Lecanuet le reconnaît volontiers, et il distingue des différences de nature : l'adhésion spontanée des centristes à l'action de réforme du président de la République et le soutien raisonné des gaullistes à celle-ci. Il insiste désormais sur les liens qui unissent les partenaires de la majorité. Le moins fort n'étant pas le besoin de lutter en commun contre l'union de la gauche, puisqu'il semble exclu que celle-ci puisse être ébranlée avant les prochaines élections législatives. Au contraire, c'est dans la majorité qu'apparaissent des signes de désaccord devant la persistance et même l'aggravation de la biopollution. Telte est, du moins, la préoccupation invoquée par un notable U.D.R., M. Nungesser, pour justifier son appel en direction des radicaux de gauche et des socialistes.

S'il est vrai, comme l'assure M. Marchais, que le fait politique nouveau est l'absence d'une solution de rechange au sein de la droite, la majorité doit s'accepter telle qu'elle est et remettre à plus tard ses aspirations au renouvellement. C'est la thèse de M. Chirac et de ses conseillers.

Les cadres et élus de la majorité retrouveraient un peu plus de confiance s'ils se sentaient mobilisés. Et pas seulement contre le danger d'une victoire de l'opposition. A cet égard, ils restent sur leur faim. On leur a promis un nouveau plan de réformes à la rentrée, ce qui suscite chez eux autant d'espoirs que d'inquiétudes, et une chaîne du libéralisme avancé, alors qu'en-

mêmes assistent à la persistance de l'inflation et aux maux du franc. Entendre dire par M. Marchais sur les ondes nationales que la fuite des capitaux est une réalité, la droite étant au pouvoir, il y a là de quoi démotiver les plus braves !

Reste la solution du remaniement, ajournée en juillet, parce que certains audacieux avaient commis un crime de lèse-majesté en l'annonçant. Cela ne contribue pas à restaurer la confiance.

Ces ministres, qui se rencontrent sans savoir et eux-mêmes ou leurs interlocuteurs restent à leurs postes, ces responsables des partis de la majorité réduits à étudier péniblement des questions auxquelles ils ne peuvent répondre, ces opposants et d'ailleurs, démontrent tout ce qu'il y a de changement de gouvernement, donnent moins l'impression d'une reprise de l'action politique que celle d'une fausse rentrée dans un faux décor.

ANDRÉ LAURENS.

● M. Dominique Bussereau, président de Génération sociale et libérale (Jeunes gaullistes), a déclaré mercredi 18 août devant les participants à l'université d'été organisée par son mouvement à Montpellier : « L'appel des radicaux de gauche aux gaullistes relève de la désapprobation la plus affreuse. Les dirigeants des radicaux de gauche comprennent leur faiblesse numérique et leur absence de représentativité par un déluge de déclarations irresponsables. »

COURS PRIVE MINERVA
CHATEAU DE L'EPINE - 35 CIRON
Tél. (54) 37.94.07
50 HEURES DE MATH
du 30 août au 11 septembre.
De la 4^e à la 10^e classe.
RECHERCHES
COURS MINERVA
A. de la Vierge 91 501-40000. Tél. 362.35.27
RECHERCHES
Tél. 362.35.27

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
PCEM
Expérience pédagogique depuis 24 ans
- Préparation de vacances :
- Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes.
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix).
- Préparation de l'Examen de l'Etat.
- Année complète de formation méthodologique (année 6)
à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices.
- Préparation Annuelle soutien par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.
AUTEUIL 6, Av. Léon Huez
75016 Paris - Tél. 288.52.05
TOLBIAC 69, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 598.93.91

Les journalistes de

La part du

Ils en parlent, N
TEMOIGNAGE
CHRETIEN
n'en parle p
Pourquoi...
refuse de tomber du
le piège de l'« Affaire »
LEFEBVRE
49, RUE DU FAUBOURG
POISSONNIERE
75009 PARIS

هنا من الامم

Les journalistes de « France-Soir » reconduisent leur mouvement pour 48 heures

Pour protester contre la prise de participation de 50 % de M. Robert Hersant dans le capital de la société Presse-Alliance qui édite « France-Soir », la rédaction du quotidien, après une assemblée générale houleuse, a décidé, mercredi 18 août, de poursuivre le mouvement de grève.

Une motion, adoptée par 112 voix pour, 52 contre et 3 abstentions, précise que la rédaction tiendra des assemblées générales bi-quotidien. Celle qui aura lieu le vendredi 20 août, en fin de journée, décidera de la suite à donner à son action.

Dans l'après-midi, l'intersyndicale des journalistes (S.N.J., C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.) avait signé un accord avec le directeur général-rédacteur en chef, M. Paul Winkler, prévoyant la répartition du journal à partir de jeudi 19 août et indiquant qu'il serait provisoirement géré pour une période de huit jours par M. Désiré Goddyn, ancien administrateur général du quotidien, dont la démission n'a pas été acceptée par M. Winkler.

Le contenu de cet accord était critiqué par de nombreux participants, une nouvelle motion était votée, prenant acte de l'acceptation de

M. Winkler du protocole d'accord déléguant provisoirement les pouvoirs de gestion à M. Goddyn. Mais « tenant compte des opinions diverses exposées et devant les protestations suscitées par la déclaration de M. Robert Hersant, diffusée ce mercredi, insistant pour les journalistes, la rédaction de « France-Soir » décide la poursuite du mouvement de grève pour les quarante-huit heures qui viennent ».

Au cours de l'assemblée générale, M. Paul Parisot, représentant de la C.F.D.T., a annoncé qu'il avait rencontré M. Claude Perdriel, P.-D.G. de la société qui édite « le Nouvel

Observateur ». Celui-ci s'efforce de mettre sur pied, avec l'aide de M. Jean-Marc Smadja, héritier de l'ancien propriétaire de « Combat », une alternative à la prise de participation de M. Hersant, son ambition étant d'en faire « le meilleur quotidien populaire du soir ».

D'autre part, selon « la Correspondance de la presse », M. Jacques Hersant, actuellement membre du conseil de surveillance de la société de gestion du « Figaro », codirecteur de la publicité du « Figaro », serait prochainement nommé directeur de la gestion de « France-Soir ».

La part du feu

par PIERRE VIANSSON-PONTE

La « communication » remise le mercredi 18 août à la presse par M. Robert Hersant (que nous avons publiée dans nos dernières éditions datées du jeudi 19) est un document tout à fait remarquable qui veut être médité. Il éclaire en effet d'une lumière aveuglante la méthode et les objectifs du nouveau co-propriétaire de France-Soir. M. Robert Hersant s'y présente exactement pour ce qu'il est : le pompier qu'on appelle « lorsqu'un puits de pétrole s'embrase » et qu'il faut faire la part du feu.

Achetant, au début de juillet, France-Soir à Hachette, M. Paul Winkler avait pris grand soin de préciser que M. Hersant était « totalement étranger aux négociations en cours ». De son côté, le propriétaire du Figaro, assurait qu'il « n'envisageait pas de prendre le contrôle de France-Soir ». Et d'ailleurs pour la première fois aux lecteurs de France-Soir dans le numéro de ce journal daté du 16 juillet, M. Winkler écrivait qu'il n'ignorait rien des difficultés qu'il aurait à affronter, soulignant : « La pauvre M. Winkler, il s'est bien

Hélas ! Trop rude pour lui, M. Hersant affirme que l'examen de la situation « a fait apparaître une gravité accrue », d'où l'appel qui lui a été adressé. Pauvre M. Winkler, il s'est bien trompé ! A moins que tout cela — et c'est le plus vraisemblable — ne soit que mise en scène et trompe-l'œil, que l'entrée de M. Hersant ait été prévue dès la première transaction et conclue dans le détail dès le 30 juillet, et non, comme on voudrait maintenant le faire croire, le 17 août.

Au fond, peu importe. Il y a mieux, et plus d'autres offres de participation ont été faites, notamment par M. Claude Perdriel, P.-D.G. du Nouvel Observateur. « Journalisme-fiction », réplique M. Hersant. On n'est pas plus aimable. Les « philanthropes » qui sont prêts à « faire un journal dans le respect de l'indépendance de la rédaction » n'existent pas. C'est clair : M. Hersant n'est pas un philanthrope, mais un pompier. Pour quel motif ? L'embrasement du respect de l'indépendance de la rédaction ? Il n'en a cure. Ce qu'il veut, c'est faire de l'argent. La meilleure preuve que M. Perdriel et ses semblables,

avec leur capital moral, ne sont pas sérieux : ils n'ont pas, eux, le secours du cabinet politique du premier ministre qui téléphone ces jours-ci à des financiers pour leur demander de participer, avec du bon argent sonnant et trébuchant, à l'opération Hersant. Voilà au moins qui est clair. Faut-il s'étonner après cela que M. Hersant avoue sans la moindre gêne la vraie raison de l'étrange protection dont il bénéficie quand il écrit : « Faut-il aujourd'hui laisser au seul monde le monopole de la presse du soir ? » Monopole que, rassurés, nous ne souhaitons pas.

Restent les journalistes de France-Soir, dont la « communication » de M. Hersant a relancé la grève. « Crisleries, motions et émotions » ? Du « folklore » ! Sans sourcilier, l'homme qui, à Paris-Normandie, au Figaro, dans nombre de trente titres qu'il dirige, a illosé par dizaines, par centaines, des journalistes et des employés — tous jours la part du feu — s'apitoie sur « la sort des deux mille professionnels menacés de perdre leur emploi ».

Les lecteurs, enfin. Comment pourraient-ils être oubliés : c'est pour eux d'abord, pour eux seuls, que M. Hersant se donne tant de mal, afin de maintenir le « pluralisme de la presse » ? Cinq millions de lecteurs des quotidiens français sur un total de trente millions en chiffres ronds, soit un sur six, vont pouvoir désormais lire du Hersant. Le groupe qu'il dirige représentera 15 % du tirage quotidien total. Il y aura le Hersant du matin et le Hersant du soir, les Hersant de Normandie et du Nord, de Bretagne et de Berry, du Poitou et des Pyrénées et même le Hersant des Antilles. Aucun doute : grâce à elles, et même le Hersant des géants.

Dans le Figaro de ce jeudi, qui évoque enfin la crise de France-Soir — mais pas d'illusions : en se bornant à publier le seul communiqué de M. Hersant, — M. Jean Guéhenno traite opportunément de la liberté dans une chronique. « Les efforts que chacun fait pour être ou devenir libre sont la plus vraie preuve de sa liberté », écrit l'académicien, qui ajoute : « La liberté est un esprit, un état d'âme. C'est bien, c'est vrai. Mais voilà : M. Hersant, trop occupé à étendre l'incendie rue Réaumur, n'a sans doute pas le temps de lire son propre journal.

DE LA TRÈVE A LA GRÈVE

La rédaction d'un journal, avec son esprit, son histoire, ses personnalités, le balles entrecroisées des ambitions et des rivalités, ses mots de passe et ses règles du jeu, n'est pas un monde facile à pénétrer pour quelqu'un de l'extérieur. Même s'il est journaliste. Savoir donc ce qui se passe et se mijote à la fois haute ou à voix basse dans les échos d'une assemblée générale ou dans les conciliabules de couloir, bref s'essayer à mesurer la combativité des troupes ou leur capacité de résistance revient à faire un pari dangereux.

A preuve la mésaventure vécue mercredi 18 août par les élus syndicaux de la rédaction de France-Soir, pourtant censés connaître ou, au moins, contrôler leurs hommes. Au cours de l'après-midi, les délégués de l'intersyndicale (S.N.J., C.F.D.T., F.O., C.G.T., C.G.C.) et de la société des journalistes se sont réunis pour une entrevue avec leur patron à 50 %, M. Paul Winkler, à la conclusion d'un protocole d'accord provisoire. Celui-ci comportait sous certaines conditions, deux points.

M. Winkler confiait la gestion du journal pour huit jours à M. Désiré Goddyn, administrateur du quotidien, démissionnaire. La rédaction, elle, promettait de reprendre le travail pendant cette période, étant entendu qu'elle ne céderait pas sur l'essentiel, l'opposition absolue à la venue de M. Robert Hersant et le défilé éculé, l'intersyndicale s'engageait à nécessaire à renouveler ses consignes de grève.

Mauvaise appréciation de la détermination parfois incertaine des journalistes de France-Soir ? Soudain tactique de gagner du temps pour permettre l'aboutissement d'actions déguisées sur le plan tant politique que juridique ? Sont de ne pas hypothéquer davantage la situation économique du quotidien ?

« La « Libération » Gazette », hebdomadaire de l'Union des écrivains socialistes, qualifie M. Robert Hersant de « Springer français ». Elle rappelle que quinze grandes banques françaises avaient prêté à M. Hersant une partie de la somme nécessaire à l'achat du Figaro et affirme que le député réformateur de l'Oise « est le chevalier des chevaliers sergent des monopoles (...) ».

La « Libération » Gazette écrit qu'il « ne cache pas sa joie de posséder des journaux autrefois dirigés par des résistants. » (A.F.P.)

Toujours est-il que ce protocole d'accord signé un peu précipitamment et présenté comme « une reculade » de M. Hersant, la première de l'histoire de la presse fut, au cours d'une assemblée générale houleuse, parvenant et simplement rejeté. Plus que le désaveu, d'ailleurs vite dépassé dans l'intérêt commun, ce « non » résolu donne la mesure de la vivacité des réactions provoquées au sein de la rédaction par la venue de M. Robert Hersant.

En décidant deux jours supplémentaires de grève quand on leur proposait huit jours de trêve, la majorité des journalistes de France-Soir entendait signifier qu'ils n'acceptent pas d'être traités comme de la vulgaire chair à papier.

Parce que le Figaro n'a pas soutenu son mot dans ses éditions du mercredi 18 août sur la grève des confrères de France-Soir, ceux-ci, comme le dira M. Paul Parisot (C.F.D.T.), « ont en un essouffement de la liberté de la presse qui les attend ». Parce que M. Robert Hersant a par contre publié ce même mercredi « un texte qui est le cynisme et le mépris pur et simple pour nous journalistes mais pour l'ensemble de la presse honnête », les journalistes de France-Soir ont tiré d'une corbeille à papier baptisée « urne » un vote de refus. — P. G.

AGIR EN JUSTICE ?

Quelles sont les possibilités d'actions en justice pour faire respecter l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française ?

Les syndicats de journalistes, ou toute personne croyant pouvoir justifier d'un préjudice personnel, matériel, direct et certain, ont la faculté de demander au parquet de rechercher si la majorité du capital de plusieurs entreprises de presse appartient à un même homme. Si c'est le cas, cette personne doit théoriquement (art. 7 de l'ordonnance de 1944) être directeur de la publication de chacune d'elles.

En cas de cumul — illégal — de fonctions de directeur de la publication ou de directeur délégué (art. 9), une plainte peut être déposée, assortie, le cas échéant, d'une constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, un juge d'instruction est obligatoirement désigné.

Le parquet, sous l'autorité du garde des sceaux, peut reprendre la plainte à son compte s'il estime que la loi a été tournée. Il doit faire connaître au juge d'instruction ce qui lui paraît être la solution opportune.

LES RÉACTIONS

ANTENNE 2 : vers une sorte de dictature sur l'opinion.

Dans son commentaire à l'Antenne 2, l'homme à normalement déclaré : « Si l'on journal de grande diffusion suppose, en 1970, d'énormes capitaux, que la dispersion des titres ne permet plus de mener. Dans le fond — à s'en tenir au seul aspect industriel — il n'est pas plus surprenant de voir France-Soir et le Figaro réunir sous la même direction qu'assister au mariage de Citroën et de Peugeot. » La différence — elle est essentielle — dans la nature du produit que l'on fabrique. Dans une société libérale, un journal, c'est davantage qu'un morceau de papier imprimé, c'est le symbole de la diversité de pensées et d'opinions, fondement de la démocratie, et c'est une chose à laquelle les Français sont attachés. » Répondant dans les mêmes termes — celles d'un homme politique qui ne se prive pas d'intervenir directement dans la rédaction des journaux qu'il contrôle — une grande partie des moyens d'expression, c'est se diriger vers un type de société totalitaire, caractérisée par l'uniformité des opinions exprimées. Les conditions suspectes qui ont entouré la récente cession de journaux comme France-Soir et Paris-Match, où qu'envisagé M. Clément d'Enlène, finalement que de faux nez agissant pour le compte de tiers, ne font qu'accroître l'ingénuité que suscite ce glissement vers une sorte de dictature sur l'opinion.

C'est dans un mois que le président de la République fera connaître ses vues directives sur la société libérale avancée. On attend le chapitre consacré à la presse.

M. MARCHAIS : nous soutenons l'action des journalistes.

M. Georges Marchais a déclaré, mercredi 18 août : « Les journalistes communistes ont pris une position de soutien aux journalistes de France-Soir. C'est une position juste, la seule position juste d'ailleurs, parce que, évidemment, nous assistons actuellement à une concentration extraordinaire de la presse qui met en cause le pluralisme. J'ajoute, d'ailleurs, que c'est scandaleux de voir avec quelle désinvolture on vend les journaux, les journalistes, les machines, etc. Par conséquent, nous soutenons résolument l'action que mènent les journalistes, j'ai entendu que le syndicat avait formulé un recours pour que soit appliquée la loi de 1944 qui interdit la concentration de plusieurs journaux dans les mains d'un seul homme. Nous soutiendrons toute action qui tra dans ce sens. Cette concentration va à l'encontre, elle est contraire à l'intérêt du peuple et aux intérêts de la profession des journalistes eux-mêmes. Voilà pourquoi nous soutenons cette action. »

● Pour le P.S.U., la prise de participation de M. Robert Hersant au capital de la société Presse Alliance « illustre ce qu'envisage M. Clément d'Enlène, la liberté de la presse dans la société libérale avancée. »

● La Ligue communiste révolutionnaire estime « qu'il s'agit d'un coup d'État gravité exceptionnelle porté à la liberté d'expression qui devrait susciter une riposte massive et unitaire de toutes les organisations démocratiques ».

LA C.G.T. : des dangers pour l'emploi

Le bureau confédéral de la C.G.T., les représentants de la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.), du comité intersyndical des journalistes (C.G.T.), du Syndicat national des journalistes C.G.T. et des unions de la région parisienne affirment dans un communiqué que le conseil de France-Soir « met une nouvelle fois en évidence la volonté de puissants groupes financiers de dominer les grands moyens d'information en bénéficiant du soutien actif du pouvoir. Cette concentration, cette mainmise des pouvoirs politiques et financiers sur l'information, constituent une aggravaation de l'offensive contre la liberté d'expression et la pluralité de l'information. Elles accentuent les dangers qui pèsent sur l'emploi des travailleurs du Livre et des journalistes. »

Les signataires assurent de leur entière solidarité les salariés de France-Soir, journalistes, ouvriers, employés et cadres. Avec eux ils exigent de la direction du journal des garanties précises concernant l'emploi, le maintien des avantages acquis des différentes catégories et le respect des accords signés.

Le communiqué rappelle la demande de la C.G.T. concernant la création d'une commission d'enquête tripartite « afin de déterminer l'origine des fonds qui ont permis l'achat des différents titres depuis le 1^{er} janvier 1970. »

Plusieurs sections syndicales ont, d'autre part, dans l'après-midi du 18 août envoyé des messages de solidarité, notamment la section S.N.J. de la région Dauphiné-Savoie, les sections C.F.D.T. et C.G.T. du groupe d'Expansion, et les journalistes de la Croix et du groupe Bayard Presse appartenant aux sections C.F.D.T. et S.N.J.

M. Hersant : une prise de participation qui ne menace pas le pluralisme de la presse

M. Robert Hersant a remis le mercredi 18 août à la presse la communication suivante : « La Librairie Hachette, société cotée en Bourse, a cédé France-Soir pour faire disparaître de son exploitation un déficit devenu insupportable à ses actionnaires. A défaut, la décision était prise de mettre fin sans délai à l'existence du grand quotidien du soir. »

Paul Winkler, pour parer au plus pressé, a repris le flambeau. Il se proposait de constituer autour de lui un groupe capable de l'équivaloir dans cette lutte incertaine. L'examen plus approfondi de la situation a fait apparaître une gravité accrue et l'extrême urgence d'une solution.

Dans les conditions actuelles il est apparu illusoire d'espérer des concours extérieurs. Les philanthropes qui apportent, à fonds perdus, des capitaux pour faire un journal dans le respect de l'indépendance de la rédaction appartiennent au riche répertoire du journalisme-fiction.

La vérité est simple. France-Soir perd de l'argent. Par milliers chaque année. Il perd des lecteurs par centaines de mille. En dépit, peut-être, du talent de ses gestionnaires et de ses rédacteurs. Lorsqu'un maître menace de contrôler, lorsqu'un puits de pétrole s'embrase, il appartient à l'imagination des spécialistes d'inventer le possible. Paul Winkler, en me demandant de le rejoindre, m'a fait l'honneur de croire que je pouvais être de quelque utilité.

Le rapprochement technique et commercial entre le Figaro et France-Soir, déjà préparé par des accords importants datant de

1972 (1), correspond en tout cas à la seule tentative intelligente. L'opinion s'en est bien rendue compte pour éviter la catastrophe.

Je lis, où et là, que de beaux esprits s'efforcent contre cette prise de participation qui menacerait le pluralisme de la presse. Il convient d'en finir avec ces hypocrisies intéressées.

Les seules régions de France où subsiste le pluralisme sont celles où fleurit un quotidien. C'est en faisant œuvre, souvent contre vents et marées, des titres qui, sans mon intervention, seraient disparus, que je donne la possibilité aux lecteurs de trente départements de choisir chaque jour leur journal. Il suffit d'examiner une carte de France pour constater que partout ailleurs règne le monopole de l'information écrite.

A Paris, le problème n'est pas différent. Fallait-il laisser disparaître le Figaro, dont personne n'a voulu prendre la charge, tout en en, et qui maintenant témoigne de sa vitalité ? Faut-il aujourd'hui abandonner France-Soir à son sort et laisser au seul monde le monopole de la presse du soir ?

C'est une question importante et sérieuse. Les restes, les crânelles, les motions et les émotions, relèvent d'un folklore qui gagnerait à être remués, et qui tient peu compte du sort des deux mille professionnels menacés de perdre leur emploi.

(1) Il s'agit de l'achat en commun d'un terrain à Saint-Denis pour la construction d'une imprimerie. (M.D.L.R.)

Ils en parlent, tous

TEMOIGNAGE CHRETIEN

n'en parle pas

Pourquoi « T.C. » refuse de tomber dans le piège de l'« Affaire LEFEBVRE »

49, RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75009 PARIS

SOLDES jusqu'à 50%

sur fins de séries 20% sur la collection de TAPIS d'origine IRAN - CHINE CAUCASE

Les Lisses de France 98 bd haussmann Paris 8 tel. 522 88 25 / 88 68 VELIZY 2 tel. 946 29 36

26 août

réouverture après TRAVAUX DU CENTRE D'EXPOSITION

CAPÉLOU

37, av. de la République, PARIS (11^e)

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda

Toutes marques étrangères

Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

MÉDECINE

Après la radiation du professeur Robert Judet

Le contribuable et le savant

La radiation du professeur Robert Judet de l'Université à la suite de sa condamnation pour fraude fiscale continue de susciter de nombreux commentaires et de vives réactions en sens divers, dont on trouvera l'écho dans les deux prises de position que nous publions ci-dessous.

En schématisant à l'extrême les jugements portés sur cette affaire, ils se ramènent au fond à deux formules : « C'est une honte ! » et « C'est bien fait ! ». « C'est une honte ! », disent les uns et en particulier la plupart des confrères du savant médecin ainsi frappé. Rares sont ceux qui, poussant leur raisonnement jusqu'au bout, pensent que les éminents services rendus à la science et à la nation par M. Robert Judet enissent mériter qu'on passe

l'éponge, en se contentant de lui faire payer ses impôts sans le traiter en justice. Plus nombreux sont ceux qui s'indignent d'une exclusion à caractère infamant et font valoir la perte qu'on subira, assurément, l'enseignement médical.

« C'est bien fait ! », proclament d'autres, peu nombreux à vrai dire, estimant que la fraude est une plaie sociale dont les contribuables honnêtes font les frais, que la loi doit être la même pour tous et que la sanction judiciaire doit naturellement comporter la privation d'une charge prestigieuse dans le service public, quel qu'il soit en outre.

Entre ces deux attitudes extrêmes, le professeur Merle d'Aubigné développe ici une opinion plus nuancée. Ce qui n'est ni normal ni admissible, dit-il en

substance, c'est d'abord qu'un professeur de chirurgie puisse réaliser de tels gains.

La vraie leçon de l'affaire Judet n'est-elle pas là en effet ? En faisant subsister, sous le prétexte de respecter les situations acquises, à côté d'une médecine hospitalière et universitaire dans laquelle les titres comptent plus que l'argent, un secteur privé d'autant plus rentable que son propriétaire est plus connu, on s'expose évidemment à de tels incidents. Le contribuable Judet qui exploite une entreprise privée, est justement frappé pour avoir fraudé. Le savant paie le manque de courage des législateurs et des pouvoirs qui ont voulu ménager, comme d'habitude, la chèvre et le chou et qui s'empêchent maintenant dans les contradictions qu'ils ont créées.

P. V.-P.

Deux questions L'HONNEUR D'UN CHIRURGIEN

par le professeur ROBERT MERLE D'AUBIGNÉ (*)

FRAUDER la fiscalité, c'est un vol et un parjure. C'est évident. Il est donc normal que sa découverte entraîne des peines sévères. Ces peines doivent-elles être infamantes ? Beaucoup n'en sont pas persuadés. Malgré les chiffres astronomiques qu'atteindrait la fraude fiscale globale, la grande majorité des citoyens déclare sans doute spontanément leurs revenus et paient les impôts correspondants. Mais de force plutôt que de gré. Dans la multitude des Français honnêtes à ce point de vue, la grande majorité n'a pas le choix. Ceux qui l'auraient et qui surmontent la répulsion qu'éprouvent la plupart à donner à l'Etat l'argent qu'ils ont gagné devraient être honorés : c'est dans l'ordre du pèché que se signent les saints. Nous avons sans doute une lourde hérédité : nos ancêtres paysans ne parvenaient-ils pas à cacher quelques boisseaux de blé pour payer moins que la dîme, et héritaient-ils de se faire porter malades pour échapper à la corvée ? Ils ne l'osaient que si le seigneur, patron, n'était pas trop prompt à envoyer ses argousins violer les filles et mettre le feu à la ferme.

Le pouvoir délient la force : mais il n'est pas exempt de négligence. Celle de l'administration fiscale a été longtemps évidente. On dit qu'en Amérique il y a peu de fraude fiscale : c'est que l'administration, bien armée, ne laisse aux titulaires de gros revenus qu'un moyen de ne pas donner 60 ou 70 % de leur revenu à une collectivité anonyme qu'on soupçonne de les mal employer : celui de donner des sommes colossales à des œuvres que l'on connaît, auxquelles on s'attache et qui témoignent aux donateurs de la reconnaissance. Ce privilège est refusé aux Français.

Bien sûr, le pouvoir néglige les petites fraudes, dont la poursuite serait plus coûteuse que rentable. Et celles qui ont été récemment découvertes et châtiées « exemplairement » étaient d'un volume qui a été largement publié comme scandaleux. Si encore de tels revenus avaient leur source dans le travail de quelques milliers de prolétaires qui, autrement, graveraient le budget de leurs indénités de chômage, on fermerait peut-être les yeux ? Il en serait de même si l'affaire, si elle est la source d'un système d'échanges internationaux, qui sont aujourd'hui la trame de notre politique étrangère. Mais tous ces millions, gagnés par un seul homme, de ses propres mains et aux dépens de gens fortunés, que la confiance en un homme de réputation empêché de compter : est-ce supportable ? Et ne faut-il pas marquer d'infamie celui qui se désolidarise une si grande partie ?

Ici, je voudrais, sérieusement, essayer de répondre à ces deux questions. A la première « est-ce supportable ? » je répondrai non. Il n'est pas supportable qu'un professeur de chirurgie dissimule une telle part de ses gains. J'irai plus loin : il n'est pas supportable, en 1976, qu'il réalise de tels gains : quels que soient ses mérites, sa compétence, son expérience, sa réputation, qu'il se sentent la fortune et la bonne volonté de ses patients : il est malaisé que de tels profits soient possibles, même si, grâce à une exceptionnelle capacité de travail et un sens aigu de l'organisation, il ne se réalise pas aux dépens de ses activités hospitalières de

soins, d'enseignement et de recherche. On ne dira : les commerçants, les industriels pourvus de mêmes qualités, les réalisent bien ! Sans doute, mais ont-ils le prestige et la fierté des services indiscutablement rendus ? Notre privilège et notre honneur qui valent plus que tous les millions. Et les médecins praticiens qui travaillent aussi dur que les médecins hospitaliers qui vivent avec simplicité, les chercheurs, s'ils ont la fierté, ont-ils toujours leur part de prestige ?

Pourtant, le succès, lorsqu'il est basé sur des qualités aussi éminentes, ne peut être considéré comme une faute. Pourquoi la loi sur le plein temps hospitalier qui venait enfin protéger les professeurs de chirurgie des tentations de la grosse clientèle et les mettre à même d'assumer complètement leur lourde tâche a-t-elle respecté les « situations acquises », c'est-à-dire le système scandaleux qui permettait à beaucoup de chirurgiens hospitaliers d'avoir leur principal intérêt, non vent, propriétaires ou gérants ?

Mais ce n'était pas interdit. C'est pourquoi je ne puis répondre que à la deuxième question. La dégradation sur le front des troupes que vient d'ajouter aux peines de prison le président de la République me semble n'avoir tenu compte ni des services rendus à des milliers de malades, avec une conscience professionnelle indiscutable, ni de la contribution exceptionnelle au progrès de la spécialité, ni d'un enseignement vivant donné aux étudiants, mais surtout aux jeunes chirurgiens : ceux-ci, qui, dans tant de villes de France et de l'étranger, se dévouent aux soins des malades et blessés et à l'amélioration des méthodes, comprendront sans doute la nécessité de lourdes sanctions financières, mais dans l'indignation et la reconnaissance qu'ils gardent à leur maître, ressentiront douloureusement les autres.

(*) Membre de l'Académie des sciences, professeur honoraire à la faculté de médecine, chirurgien honoraire de l'hôpital Cochin.

par le professeur ANDRÉ TRIFAUD (*)

LA radiation du professeur Robert Judet du corps professoral des facultés de médecine suscite, parmi ses collègues, des réactions que mes fonctions de président de la Société française de chirurgie orthopédique et traumatologique me mettent en situation de percevoir mieux que quiconque et dont elles me font aussi un devoir de témoigner publiquement.

En dépit de cette fameuse *invidia medicorum* à laquelle ne devrait échapper a priori l'un des plus illustres chirurgiens français, l'unanimité se fait dans la condamnation et l'indignation. Cette sanction qui fait suite à la condamnation de Robert et Jean Judet pour délit fiscal en serait par là la conséquence réglementaire puisque — aux yeux du code pénal tout au moins — ces chirurgiens, respectés de tous, auraient versé dans l'infamie.

Si il est vrai que cette mesure procédait d'un automatisme juridique, on eût pu faire l'économie de la signature du chef de l'Etat au bas d'un décret. Si au contraire la signature du président de la République est — comme on le pense on ne peut l'espérer — la marque d'une décision réfléchie, libre et souveraine, alors on comprend moins encore la sanction qui frappe le professeur Robert Judet.

On conçoit que l'infraction commise par des hommes qui consacraient sans doute plus d'attention scrupuleuse à leur activité chirurgicale qu'à leur comptabilité méritait d'être sanctionnée. Elle le fut — et combien sévèrement — par le tribunal correctionnel.

Mais quel — parmi tous ceux, médecins et malades, qui connaissent Robert et Jean Judet — pourrait, de ce fait, croire ou se laisser persuader un seul instant que des hommes pareils aient pu manquer à l'honneur ?

Quelle sera la stupefaction des chirurgiens orthopédiques du monde entier en apprenant la révocation infamante du professeur Robert Judet, considéré comme l'un des plus éminents d'entre eux, estimé avant pour ses qualités humaines que pour être celui dont

les inventions techniques ont révolutionné la chirurgie orthopédique de ces vingt-cinq dernières années ? Quel gâchis de ce qui contribuait à notre honneur national ! Que doivent penser les milliers d'opérés reconnaissants de voir celui auquel ils doivent tant chassé comme un malfaiteur de son service hospitalier-universitaire ? L'hôpital Raymond-Poincaré et frustrés désormais de ses soins ?

Bien sûr, dira-t-on, si Robert Judet est interdit d'exercer et d'enseigner à l'hôpital alors que, en pareil cas, tel chanteur à la mode (1) n'est pas interdit de surveiller les agences de la Société générale, fait son « mea culpa » et tient même à préciser que la « Société générale n'est impliquée en aucune manière dans la débauche humaine ». « Nous n'avons pas à avoir honte de cette négligence », ajoute M. Jacques Bergant, administrateur délégué du groupe dont le siège est situé, passage du Gai, Paris (12^e).

C'est vrai et c'est pourquoi tous continuent à penser que Robert Judet y avait pleinement sa place et — qu'en dépit du décret présidentiel — il demeure, pour tous ses collègues et ses élèves, l'homme d'honneur, le professeur et le maître respecté qu'il a toujours été.

L'exercice est un honneur. Être allé aussi loin, c'est montrer aussi que, sous le vertueux prétexte de l'égalité de tous devant la loi, on a sacrifié précisément cette égalité au profit d'une exemplarité non exempte de démagogie et à la justice au profit des finances.

On a peut-être oublié que le plus prestigieux des centres antitumoraux français porte le nom de Gustave Roussy (2), destiné aussi pour infraction à la réglementation des changes par l'un des gouvernements oubliés de la défunte IV^e République.

Si gouverner c'est prévoir, ce devrait être aussi, parfois, se souvenir.

(*) Président de la Société française de chirurgie orthopédique et de traumatologie.

(1) N.D.L.R. — Le chanteur Claude Pache, ancien directeur de la Scala, a été condamné à 10 ans de prison, le 5 juillet 1974, à huit mois d'interdiction d'exercer et à 100 000 francs d'amende, pour avoir aidé à la diffusion de la Noll des enfants de l'Élysée, en décembre 1974.

(2) N.D.L.R. — Le professeur Gustave Roussy, fondateur de l'Institut du cancer, auquel il avait d'ailleurs consacré une bonne part de sa fortune personnelle, fut assassiné par ses fonctions en 1947 pour une affaire d'infraction à la réglementation des changes. Très affecté, il se donna la mort le 30 septembre 1948.

JUSTICE

Le cambriolage de la Société générale

L'Agence de surveillance revendique la responsabilité des négligences constatées

Après le cambriolage, au cours du dernier week-end, de la chambre forte du bureau auxiliaire de la Société générale, 26, rue Saint-Louis-en-l'Île, à Paris, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à M. Jean Cornuault, juge d'instruction. Trois détenteurs de coffres fracturés par les voleurs ont d'autre part porté plainte, conformément aux instructions de la banque. Les trois personnes ont été entendues dans l'après-midi du mercredi 18 août au Quai des Orfèvres. Deux d'entre elles ont indiqué qu'elles n'avaient déposé dans leurs coffres aucune somme d'argent mais des bijoux de famille ayant pour elles une grande valeur sentimentale. La troisième a fait état du dépôt d'un tableau du quinzième siècle, œuvre d'Antonio Pisano, dit Il Pisanello (1395-1455, né à Pise), qui a été retrouvé, abandonné par les malfaiteurs dans le tunnel qu'ils avaient creusé pour parvenir à la salle des coffres.

Les policiers ont également entendu deux employés de l'Agence centrale de services (A.C.S.), entreprise chargée par la Société générale de la surveillance de ses agences. Ils ont confirmé qu'au cours d'une ronde, dans l'après-midi du samedi 14 août, ils avaient entendu des bruits sourds paraissant provenir des caves. Cet incident a suscité une brève polémique entre la Société générale et l'A.C.S. à l'issue de laquelle l'A.C.S. a revendiqué la responsabilité de n'avoir pas donné suite aux observations des vigiles.

Au Quai des Orfèvres, on ne dissimule pas que l'enquête risque d'être longue. L'organisation méticuleuse des malfaiteurs ne laisse pas espérer la moindre maladresse susceptible d'orienter les recherches. La brigade de recherches et d'interventions en est réduite à éprouver son flair des piliers de coffres-forts, mais rien n'indique que ces « casseurs » d'un nouveau genre y figurent déjà.

Dix employés de l'entreprise de gardiennage vont être licenciés

La direction de l'A.C.S. (Agence centrale de services), l'entreprise de gardiennage et de sécurité chargée de la surveillance des agences de la Société générale, fait son « mea culpa » et tient même à préciser que la « Société générale n'est impliquée en aucune manière dans la débauche humaine ». « Nous n'avons pas à avoir honte de cette négligence », ajoute M. Jacques Bergant, administrateur délégué du groupe dont le siège est situé, passage du Gai, Paris (12^e).

Que s'est-il passé samedi 14 août, à 19 h. 15, quand les deux employés de l'Agence de sécurité ont entendu des « coups sourds » au 26 de la rue Saint-Louis-en-l'Île ? Les deux hommes ont essayé de déterminer l'origine des bruits. Ils semblaient provenir d'un restaurant situé à proximité. Après avoir néanmoins averti leur supérieur hiérarchique, les deux vigiles ont continué leur tournée.

Vers 16 heures un inspecteur s'est rendu au siège de l'Agence de la Société générale dans l'Île Saint-Louis.

Devant la persistance des coups sourds il a alerté la banque. Un « gradé de permanence » est allé sur place. Les deux hommes après être allés chercher une lampe électrique au restaurant de l'Élysée 48, rue Saint-Louis-en-l'Île et avoir appelé un pompier de la Société Générale pour ouvrir la porte d'une cave, ont recherché quelle était la source des bruits. Ils ont constaté que le voleur du restaurant, précisait M. Jacques Bergant, ils sont même allés dans un appartement où l'on plantait des clous dans le mur pour accrocher des tableaux.

Comme tout semblait normal, les employés de la Société générale et de l'A.C.S. ont repris leur service sans prévenir la direction de l'Agence de sécurité et la police. « Deux négligences graves », ajoute M. Bergant. Nous devons toujours

Un client important

Les deux jours suivants, le dimanche 15 et le lundi 16 août, les bruits avaient cessé. Les employés de l'A.C.S. sont passés, selon M. Bergant, huit fois au cours de chaque journée à l'Agence de l'Île Saint-Louis. L'administrateur du groupe ne veut pas partager les négligences avec la Société générale. « Nous n'avons pas fait notre mission. Le reste nous ne pouvons pas le savoir ».

Cette mise au point fait suite aux déclarations du chef du service du personnel de l'Agence au micro d'une station périphérique, M. Verrière. Ce dernier avait eu le tort de laisser croire que l'A.C.S. n'était pas seule fautive.

La Société générale est, il est vrai, un client important de l'A.C.S. Trois cents des deux mille hommes de l'Agence sont chargés d'assurer la surveillance des différents locaux de l'Agence. Créée il y a seize ans, cette entreprise se partage avec la S.P.A. (Société parisienne de surveillance) une grande partie du marché du « gardiennage et de la sécurité », avec un chiffre d'affaires de 100 millions par an pour l'A.C.S. Les services de l'A.C.S. qui sont utilisés par plus de cinq cents entreprises, sont divers. L'Agence de sécurité a également un secteur « investigation et recherche », « Affaires civiles » et « Informatique ». L'A.C.S. « traite » notamment une partie des salaires de chez Renault.

Malgré cette négligence, conclut M. Bergant, la Société générale nous a gardé sa confiance puisqu'elle nous a confié la surveillance d'autres agences de sécurité et « affaires ». Dix employés seront cependant licenciés, car dans « cette maison il faut garder un esprit de correction ».

FAITS DIVERS

Incendie à Ajaccio — Un violent incendie a éclaté, le mercredi 18 août, dans le quartier de Saint-Joseph à Ajaccio. Les flammes ont menacé un dépôt de carburant, un hôtel, un camping, une gendarmerie, une station service, ainsi que le parc Ferial, dans lequel est installée une réserve d'armes d'insout. Les pompiers d'Ajaccio, soutenus par trois Canadair, ont réussi à maîtriser le sinistre. Le Front de Balagne (région nord-ouest de la Corse) a revendiqué cet incendie dans les termes suivants : « En réaction contre les incendies qui ont été provoqués ces jours-ci en Balagne par des auto-industriels, le Front de Balagne a incendié à Ajaccio des services appartenant à la marine nationale, à des pieds-noirs et à des Corses voulant vendre à des promoteurs étrangers ».

Un adolescent a été tué et deux de ses camarades grièvement blessés, mercredi 18 août, par l'explosion d'un ours de la guerre 1914-1918, de calibre 155, qu'ils avaient tenté de démonter après l'avoir découvert dans les bois de Montreux (Meurthe-et-Moselle).

RELIGION

Le Conseil oecuménique des Églises alloue 560 000 dollars aux mouvements de lutte contre le racisme

De notre correspondante

Genève. — La fin des travaux du comité central du Conseil oecuménique des Églises (C.O.E.), réuni à Genève du 10 au 18 août, a été marquée par une série de résolutions sur des problèmes mondiaux. Par ailleurs, le C.O.E. a décidé d'accorder une somme globale de 560 000 dollars aux trente-sept organisations qui luttent contre le racisme.

Une résolution sur les réfugiés déclare que « le C.O.E. et les Églises membres usent de leur influence en faveur national et international pour promouvoir l'adoption, la ratification et l'application d'une convention sur le droit d'asile et pour ouvrir à l'émigration ou pour faciliter l'émigration des réfugiés (H.C.R.) d'un mandat plus large qui étendrait sa protection et son aide aux réfugiés « de facto » et à l'heure actuelle n'en bénéficient pas ».

Parmi ceux-ci, apprend-on dans un document publié par le C.O.E., on compte quelque sept cent mille Cambodgiens bloqués dans la région de Sâigon, près de sept cent mille « réfugiés » des anciennes colonies du Portugal, plusieurs milliers d'Africains, de Latino-Américains, d'Asiatiques et de personnes originaires du Proche-Orient qui vivent en Europe comme réfugiés

de fait. Le texte ajoute que « l'Afrique est sans doute le continent qui compte le plus de réfugiés, bien que la situation de ces derniers ne fasse pas la une des journaux au même titre que celle des autres réfugiés dans d'autres parties du monde ».

Les résolutions extrêmement fermes sur l'Afrique australe, le Zimbabwe (Rhodésie), la Namibie, le Transkei ont frappé non seulement par la violence — bien compréhensible quand on connaît la portée des lois racistes et des derniers événements qui se passent dans la région — mais aussi par la précision des termes dans lesquelles elles ont été rédigées. On peut lire dans ce texte : « L'ampleur prise par le militarisme sud-africain et son renforcement par la coopération militaire et économique active de certaines grandes puissances occidentales constituent une lourde menace pour la paix. Cette menace est encore aggravée par l'accord récent entre la France et l'Afrique du Sud sur la collaboration nucléaire ».

Ce souci de précision a fait défaut dans la résolution sur Chypre. Il a fallu des interventions, au cours du débat qui a précédé son adoption, pour que le paragraphe demandant « que soit mis fin sans délai à l'expulsion d'autochtones et à l'immigration organisée vers l'île », soit remplacé par « demande au gouvernement

ture que soit mis fin sans délai à l'expulsion d'autochtones et à l'immigration organisée vers l'île ». Le C.O.E. se dit alarmé par les conditions de vie des deux cent mille réfugiés et par l'« incapacité permanente » d'appliquer les résolutions successives de l'Assemblée générale de l'ONU et de la commission des droits de l'homme relatives à Chypre.

La résolution sur le Liban a été jugée par certains trop vague. Ses auteurs estiment que le conflit libanais est de nature avant tout politique et non religieuse, et lancent un appel aux médias en ce sens. Contrairement aux résolutions concernant l'Afrique du Sud, personne n'est ni jugé ni condamné, bien qu'il soit question « de tueries et de destructions coupables par les soldats ».

Résumé il a été question discrètement et prudemment de l'Éthiopie, où un membre du C.O.E. serait emprisonné ; plus discrètement encore de l'Ouganda. Bien que conscients des difficultés que doivent affronter les Églises dans les pays de l'Est, les observateurs à la réunion du C.O.E. ont manifesté quelque déception devant l'épave silence qui entourait à Genève les cris de détresse lancés par de grandes voix chrétiennes, comme celle d'un Soljenitsyne ou celle d'un Sinawski. Cela pourrait expliquer qu'il fut

reproché au C.O.E. de procéder — comme c'est le cas pour les Nations unies — à des condamnations certes justifiées, mais vaines, systématiques et silencieuses.

ISABELLE VICHNIAC.

LES TEMPÊTES NE RÉUSSIRONT PAS À ÉBRANLER L'ÉGLISE

déclare Paul VI

Cité du Vatican (A.F.P.). — « Les branches sèches détachées de l'arbre peuvent survivre historiquement, mais elles ne sont plus dans l'Église », a déclaré Paul VI devant quelque huit mille fidèles réunis pour l'audience générale hebdomadaire au Vatican, le 18 août. Après cette allusion implicite au cas de Mgr Lefebvre, le pape a fait remarquer qu'il existe aujourd'hui dans le monde environ deux cent cinquante Églises, mais que la seule vraie est l'Église fondée par le Christ. « Pour en faire partie, a-t-il ajouté, il faut être inséré dans l'arbre vivant ».

D'autre part, le pape a souligné que « les communautés dites spontanées ne sont pas dans la ligne originelle de l'Église ». Il a recommandé aux fidèles d'avoir confiance : « Les tempêtes ne réussiront pas à ébranler l'Église », a-t-il affirmé.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Génève : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé par le Monde, S.A., des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 3497.

هكذا من النمل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Rhône-Alpes

La ville de Genève, le ministère des finances et la Société du Mont-Blanc sont sollicités de venir en aide au concessionnaire des autoroutes alpines

Grenoble. — Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du personnel de la société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) déclarent dans un communiqué commun qu'ils sont « décidés à se battre devant l'aggravation de la situation financière de la société et les perspectives d'accord entre l'AREA, concessionnaire des autoroutes Rhône-Alpes, et une société d'économie mixte, la Société du tunnel sous le Mont-Blanc ». L'AREA emploie neuf cent cinquante salariés.

Cette « déclaration de guerre » risque de relancer un conflit déjà ancien et qui a pour origine les retards pris dans l'équipement autoroutier de la région Rhône-Alpes et les difficultés financières de la principale société concessionnaire des autoroutes alpines (« le Monde » du 26 juin et du 13 juillet).

Deux grands axes autoroutiers alpins sont en discussion : 1) un axe est-ouest tunnel du Mont-Blanc, Chamonix, autoroute Blanche (B-41), Genève, Pont-d'Ain, Lyon (A-42) ou Pont-d'Ain, Mâcon (F-42) ; 2) un axe nord-sud Annecy-Grenoble-Valence (A-41).

L'autoroute Blanche a été inaugurée le 10 juillet par le premier ministre, qui a déclaré que son prolongement à partir du Fayet jusqu'au tunnel sous le Mont-Blanc (12 kilomètres environ) était « une priorité », mais qui a souligné le coût élevé de cette opération : 300 millions de francs environ.

Lors de cette même inauguration, le premier ministre a aussi indiqué, à propos du prolongement de l'autoroute Blanche en direction de Mâcon

De notre correspondant

(150 kilomètres) : « Nous n'avons pas encore la... »
Le ministre de l'équipement, M. Robert Galley, vient d'autre part, d'adresser une lettre au préfet de l'Ain dans laquelle il précise à propos des autoroutes A-42 (Lyon-Grenoble) et F-42 (Mâcon-Pont-d'Ain) : « La perspective d'une mise en service de l'ensemble en 1981 ne me paraît pas irréaliste, compte tenu de l'avancement des procédures et de l'intérêt de ces infrastructures. »
La Société du tunnel sous le Mont-Blanc (S.T.M.B.), concessionnaire de l'autoroute Blanche et partie prenante avec la Société des autoroutes Paris-

Lyon pour la construction de l'autoroute F-42, estimait indispensable la réalisation de cet axe autoroutier qui devrait drainer vers le tunnel sous le Mont-Blanc une grande partie du trafic des poids lourds, se dirigeant vers l'Italie. La ville de Genève, qui est adhérente de la S.T.M.B., était beaucoup à la construction de l'autoroute Genève-Mâcon qui la dispensait, d'autre part, de construire sur son propre territoire un « périphérique sud » devenu indispensable.
Lors d'une récente interview à la « Tribune de Genève », Jacques Chirac déclarait : « Si nos amis suisses s'intéressaient au finan-

ment des autoroutes qui les desservent, nous ne réuserions pas leur concours et les travaux s'en trouveraient accélérés ». Mais la participation de la Suisse à la construction du tunnel sous le Mont-Blanc a surtout consisté à accorder des prêts et à aider la S.T.M.B. à trouver de l'argent sur ses propres marchés financiers. Les annuités d'emprunt coûtent aujourd'hui fort cher à la S.T.M.B. en raison du cours actuel du franc français. L'aide de la Suisse, estimée-on au cabinet du ministre de l'équipement, ne serait pas intéressante et elle ne constituerait qu'à accorder des emprunts.

Cependant, dans les dix prochaines années, on prévoit que la Société du tunnel sous le Mont-Blanc dégagera des excédents de recettes de 200 millions de francs. La S.T.M.B. (société d'économie mixte) a toujours eu pour vocation de réinvestir aussitôt ses bénéfices : hier dans la construction de l'autoroute Blanche, demain dans l'autoroute F-42. Elle pourrait aussi venir en aide à la Société des autoroutes de la région Rhône-Alpes (A.R.E.A.), qui, aux prises avec de très sérieuses difficultés financières, réclame 250 millions de francs à l'Etat pour pouvoir achever l'A-41 entre Grenoble et Annecy.

Après avoir reçu des assurances quant au prolongement de l'autoroute Blanche en direction de Mâcon, le S.T.M.B., qui estime que tous ses excédents ne doivent pas servir à renforcer l'A.R.E.A., pourrait se laisser « convaincre » et accepter de prendre en charge l'autoroute A-41.

La décision revient en dernier ressort au ministre des finances, qui souhaite que soit établi un plan financier d'ensemble des autoroutes alpines avant d'accorder l'avance remboursable de 250 millions de francs réclamée par l'A.R.E.A.
CLAUDE FRANCHILLON.

Faits et projets

Environnement

Mille tonnes d'acide en Virginie

Trois mille riverains de la baie de Chesapeake à l'embouchure du York, en Virginie aux Etats-Unis, ont été évacués après le naufrage d'une barge transportant 1 000 tonnes d'acide sulfurique et de l'oléum, un produit chimique très irritant utilisé pour la fabrication du nylon.
L'embarcation a quelques fissures et son contenu a commencé à se répandre dans l'eau, tant de nombreux poissons. L'alerte a été donnée dans la région et le trafic maritime a été dévié. — (A.F.P., U.P.J.)

Les Américains et les supersoniques

L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) vient de voter les normes supersoniques des normes de pollution plus libérales que celles qu'elle a adoptées pour les appareils supersoniques. Ces normes entraîneront un gain de deux échelons : de 1^{er} janvier 1980 et le 1^{er} janvier 1984. Elles ne s'appliqueraient pas aux appareils actuellement en service ou en construction.

L'EPA estime que l'application des normes prévues en 1980 pourrait coûter environ 50 millions de francs à l'industrie aéronautique, contre un coût opérationnel de 25 francs par heure et par avion en raison des frais accrus d'entretien. — (A.F.P., A.P.)

Paris

Stationnement gratuit en août ?

Le préfet de police répond ce 19 août à M. Bertrand de Maigret, conseiller de Paris, républicain indépendant, qui lui demandait de « suspendre pendant quelques semaines durant l'été la perception des droits de stationnement sur les axes les moins fréquentés ».

Les places de stationnement gratuits sont gratuites au mois d'août : Maillot, Georges-Mandel, Camborne, Leclerc, Grenelle, Mirabeau, Saint-Jacques, Vincennes et Edgar-Quinot. Il n'est pas possible d'étendre cette mesure, estime le préfet de police, notamment parce que dans certaines rues ou quartiers la circulation continue d'être importante et que pour des raisons de sécurité les stationnements abusifs ne peuvent être tolérés, aux abords des grands magasins, cinémas, théâtres, etc.

SPORTS

CYCLISME

LE DIX-SEPTIÈME CHAMPIONNAT DU MONDE DE RAYMOND POULIDOR

M. Richard Marillier, directeur national du cyclisme, a désigné, mercredi 18 août, les dix-sept coureurs qui représenteront la France dans le championnat du monde sur route professionnel, le 5 septembre, à Ostend (Belgique). Il s'agit de Sibille (champion de France), Poulidor, Thévenet, Jean-Pierre Danguillaume, Chenu, Hinault, Hézard, Vallot, Campener et Perret. Béo et Taubouret sont réservés au titre de remplaçants.

Cette sélection, qui a demandé une longue séance de nombreuses conversations avec les intéressés et sans doute plusieurs retouches, offre l'image de l'équilibre et de la cohérence. Constituée autour de Sibille, Poulidor, Thévenet et Danguillaume, qui sont indiscutables, elle a fait une place aux jeunes — Hinault, Vallot, Perret — aux spécialistes des épreuves en circuit, à l'exemple de Régis Ovion ou de Campener, et à

ceux qui, tel Yves Hézard, reviennent en forme au bon moment. Elle est donc conforme à la fois à l'ordre actuel des valeurs et à l'idée qu'on se fait d'un groupe bien structuré. Commentant son choix, M. Marillier a insisté sur la véritable signification de l'équipe de France et sur le rôle qu'il entend lui faire jouer : « Elle doit reprendre la tactique qu'elle a appliquée ces deux dernières années et qui a donné de bons résultats. C'est-à-dire évoluer dans l'attente et ne pas subir la course. Je l'ai construite en tenant compte de cet impératif. Mais je ne disposais que de dix places, et c'est à regret que j'ai dû laisser sur la touche Le Guilloux, Bourreau et Ecalleux, encore que ce dernier n'ait pas joué, depuis l'arrivée du Tour de France, la preuve d'une condition physique satisfaisante. »

Si Sibille ne figure pas sur la liste des partants, c'est qu'il avait retiré sa candidature. En revanche, Poulidor vient d'obtenir sa dix-septième sélection... un record qui ne sera pas égalé de sitôt. — J. A.

Le plus important cours privé du Sud-Est COURS RAY

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE MIXTE

DE LA SIXIÈME AUX TERMINALES A, B, C, D

Extensif - Demi-pension - Pension

Dans trois villas avec jardin

- ORGANISATION SPECIALE pour les élèves étrangers désirant suivre les études françaises.
- STAGES DE SKI DE NEIGE pendant les vacances scolaires (Noël, février, Pâques) avec moniteurs diplômés.
- PRATIQUE INTENSIVE DU SPORT (trois demi-journées hebdomadaires pour les pensionnaires).

Année scolaire : 21 septembre - 23 juin

12, r. Caffarelli, 06-NICE - Tél. 88-48-43

QUESTION...

L'architecture déformée

Après l'adoption par le conseil des ministres du 4 août dernier d'un nouveau projet de loi sur l'architecture (« le Monde » des 5 et 6 août), M. Josselin de Mels, architecte et urbaniste, auteur d'ouvrages sur l'architecture contemporaine, nous donne son avis sur cette réforme.

Une première étape est maintenant franchie dans l'attente, ou, au contraire, dans le confortement de la profession d'architecte : le conseil des ministres du 4 août a adopté le texte d'un projet de loi qui sera soumis au Parlement lors de sa prochaine session. Abandonner de la profession d'architecte en France, ne change pas les structures existantes, n'élargit pas le champ d'intervention des architectes, ne tente même pas d'acquiescer de nouveaux rapports entre la production du cadre bâti et son appropriation par la population, enfin ne prévoit aucune redéfinition ni de l'enseignement de l'architecture ni de la commande. Or tous ces points sont des composantes essentielles du fonctionnement de la profession d'architecte !

Les constructions publiques et privées ont pratiquement toujours été conçues par des architectes ; et les architectes ont toujours servi d'interlocuteurs à l'Etat. A travers des divers, certains architectes étaient associés à des sociétés civiles et commerciales ; le salariat existait déjà, et l'architecture la plus polluante, celle des « Mon réves », « Mon soleil », « Mon château »... échappait depuis toujours aux architectes.

Le gouvernement déclare l'architecture d'intérêt public, mais refuse de fournir aux architectes les moyens légaux et légitimes pour que dans l'exercice de leur profession ils puissent procéder effectivement et efficacement à cette mutation, pour qu'ils puissent accomplir cette volonté du pouvoir — qui est la leur depuis bien longtemps !

Déclarer l'architecture d'intérêt public et laisser 30 % de la production du cadre bâti entre les mains des mêmes incompétences, est un non-sens ! Déclarer l'architecture d'intérêt public et ne pas toucher aux circuits vicieux de la commande d'Etat, par étatique et privée, maintenir les mêmes privilèges, laisser le mandat d'un « quelques-uns d'institutionnalisés », c'est annuler l'intérêt public de l'architecture ! Déclarer l'architecture d'intérêt public et se désintéresser ostensiblement de la façon dont l'architecture sera produite, c'est ignorer le public et ses intérêts !

Déclarer l'architecture d'intérêt public et ne pas associer à l'accomplissement de l'acte architectural les structures municipales à travers des ateliers, véritables points de rencontre de tous les protagonistes, c'est nier le caractère public de l'architecture ! Déclarer l'architecture d'intérêt public et écarter de ce processus ceux-là mêmes — ils sont quinze mille étudiants aujourd'hui dans les unités pédagogiques — qui auront comme mission d'assumer et d'assurer le passage du « dire au faire » de cette volonté est pure folie ! En fait, aucun de ces choses, il incombe aux députés de se montrer capables de combler les lacunes du projet de loi, de mettre en œuvre un texte légal, qui leur permettra de retourner bientôt dans leur électoral, ayant prouvé que leur intérêt pour l'environnement des Français n'est pas seulement verbal.

RÉPONSE...

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

Saint-Etienne à quatre points de Nice

A moins d'un mois de leur première rencontre de Coupe d'Europe, à Sofia, la sérénité dont font preuve systématiquement les responsables stéphanois paraît bien puérile, tant elle sonne faux. Battus à Marseille (1-0), les champions de France sont toujours à la recherche de leur premier succès après la troisième journée du championnat. Plus inquiétant encore, l'attaque stéphanoise, avec un seul but à son actif, est désormais la plus faible de la compétition malgré la rentrée de M. Deschamps, Dominique Rocheteau et d'Hervé Revelli.

Ce manque total d'efficacité est d'autant plus inquiétant pour les stéphanois que les Nippo ont, semble-t-il, de meilleures dispositions dans ce domaine. Bien que dominés à Lille, les Nippo se sont imposés sans discussion par 2 à 0 et, grâce à ce troisième succès consécutif, comptent déjà quatre points d'avance sur les champions en titre.

DIVISION I

(Troisième journée)

*Marseille b. Saint-Etienne...	1-0
*Lyon b. Nantes...	2-0
*Paris b. Metz...	3-0
*Nice b. Lille...	2-0
*Bordeaux b. Bordeaux...	2-0
*Reims b. Angers...	2-1
*Rennes b. Lens...	2-1
*Troyes b. Laval...	2-1
*Metz b. Valenciennes...	2-0
*Paris-S-G. b. Nancy...	2-0

Classement : 1. Nice, 6 pts ; 2. Lyon, 5 ; 3. Nantes, 4 ; 4. Troyes, 4 ; 5. Metz, 3 ; 6. Saint-Etienne, Valenciennes, Lille, Angers, Metz, Paris-Saint-Germain, Rennes, 2 ; 15. Nancy, 1 ; 16. Laval, 0.

REPULSIF A MOUSTIQUES

Nouvelle technique américaine de protection contre les moustiques : le « MOSQUITO SKEETER SKAT ».

Appareil électronique émetteur d'ondes qui éloigne les moustiques en toutes circonstances : PÉRIE, CHASSE, CAMPING, VOYAGES. Plus à portée de main, on peut le porter à la ceinture, le poser sur une table ou à terre près de soi (fonctionne sur pile).

Vente en France : 140 F

(France 145 F ou 150 F)

THIEBAUT

Spécialiste de la lutte contre les insectes

30, PLACE DE LA MADELINE, 75008 PARIS. Tél. 073-29-03. Ouvert tous les jours. Documentation sur demande.

Au centre de Deauville, et pourtant au grand calme, en bordure directe de l'hippodrome, nous construisons la résidence

Studios, 2 et 3 pièces. Prix de lancement très modérés, fermes et définitifs. Livraison fin 1977.

ASCOT

Garantie bancaire d'achèvement - Crédit 80% - Je décline recevoir une documentation gratuite sans engagement.

Nom : Adresse : AM 2

75008 Paris - Tél. 522.37.50. 33, rue Shakespeare 06400 Cannes - Tél. 39.50.90. Mandataire local de vente : Paris / Deauville Immobilier 46, r. Orléans - Tél. 01.05.30.25.

(PUBLIOTTE)

République Française
PRÉFECTURE DE LA GIRONDE
PRÉFECTURE DE LA VIENNE
PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME
PRÉFECTURE DE LA CHARENTE
PRÉFECTURE DES DEUX-SEVRES

AVIS

AMÉNAGEMENT DE LA R.N. 10 ENTRE POITIERS ET BORDEAUX

Par arrêté conjoint en date du 10 août 1976 de MM. les Préfets de la Gironde, de la Vienne, de la Charente-Maritime et des Deux-Septes a été prescrite une enquête publique en vue :
- Du classement de la Route Nationale 10 en voie express entre Poitiers et Saintes ;
- De la déclaration d'utilité publique de certains travaux.

- 1) Département de la VIENNE :
Aménagement du tronçon VIENNE-VIVONNE NORD (PK 44,60 à PK 51,10).
(Elargissement à 2 fois 2 voies et déviation de SUFFIGNY).
Aménagement du tronçon VIENNE SUD-COURE-VERAC (PK 51,10 à PK 58,10).
(Elargissement à 2 fois 2 voies et déviation des MINTERRES).
- 2) Département de la CHARENTE :
Aménagement du tronçon situé entre la limite Nord du Département et NOUILLERS (PK 0,00 à PK 4,00).
(Elargissement à 2 fois 2 voies et déviation de Chât. BRANÇON).
Aménagement du tronçon situé entre VILLAGEAUX et PONTCLAU-REAU (PK 10,20 à PK 22,50).
(Elargissement à 2 fois 2 voies. Déviation des NIGRES).
- 3) Département de la GIRONDE :
Aménagement du tronçon situé entre MAINE-DE-BOLLE et VILLEJOUEBERT (PK 25,70 à PK 32,00).
(Elargissement à 2 fois 2 voies).
- 4) Département de la GIRONDE :
Aménagement du tronçon situé entre les PK 11,60 et 14,70.
(Elargissement à 2 fois 2 voies et déviation du Bois-du-Lion).

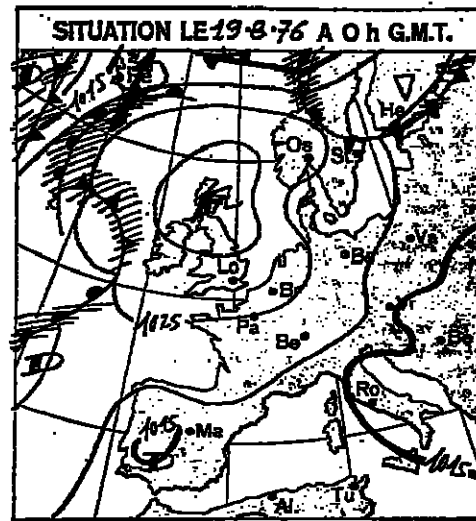
Cette enquête se déroulera du 1^{er} septembre 1976 au 15 octobre 1976 inclus.
La commission d'enquête est composée de :
M. Jean BERNARD, Conseiller général de LIBOURNE (33) ;
M. Pierre BAILLOT, Directeur de Préfecture en retraite, POITIERS (86) ;
M. Raymond TOUZAIN, Inspecteur de l'Urbanisme et de l'habitation en retraite, ANGOULEME (16) ;
M. Roger BOUCHERIE, CONSAC (17) ;
M. Raymond PROUST, Professeur en retraite, CHEF-BOUTONNE (79) ;
M. TOUZAIN est nommé Président de cette Commission.

- 1) Pour le classement en voie express :
Les dossiers et registres d'enquête seront déposés et tenus à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture des bureaux :
a) Dans les Préfectures de la Gironde, de la Vienne, de la Charente-Maritime et des Deux-Septes ;
b) Dans les Sous-Préfectures de Montmorillon, Cognac, Jonsas et Elze ;
c) Dans les Mairies des Communes traversées par la R.N. 10.
Toutes observations pourront être consignées sur les registres d'enquête ou adressées par écrit à la Commission d'Enquête qui siègera à la Préfecture de la Charente, 16017 ANGOULEME (S.C.A.E., section 2).
- 2) Déclaration d'utilité publique de certains travaux :
Les dossiers établis pour chaque tranche de travaux seront déposés :
- A la Préfecture du Département et à la Sous-Préfecture de l'arrondissement concerné ;
- A la Mairie des Communes sur le territoire desquelles ces travaux doivent être effectués.
Ils seront tenus à la disposition du public, avec des registres d'enquête, pendant le même délai et dans les mêmes conditions que le dossier de classement en voie express.
Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête ou adressées à la Commission d'Enquête.

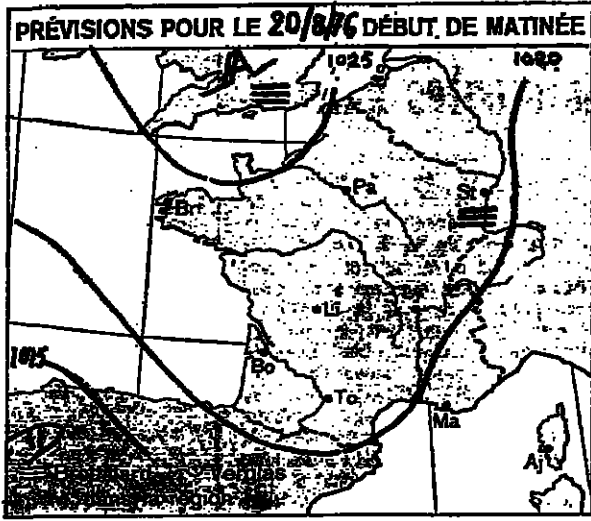
Le rapport établi par la Commission, à l'issue de l'enquête, sera tenu à la disposition du public dans les Préfectures, Sous-Préfectures et Mairies où il sera déposé l'enquête.
Il sera communiqué à toute personne qui en fera la demande à l'une des cinq Préfectures intéressées.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19-8-76 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20/8/76 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 19 août à 8 heures et le vendredi 20 août à 24 heures :
Au cours de ces deux jours, les perturbations du courant atlantique continueront à dériver vers l'Espagne, au nord des hautes pressions centrées sur les îles Britanniques. Ces hautes pressions donneront encore, sur la France, un flux de vents faibles de secteur nord-est.
Vendredi 20 août, le temps restera généralement bien ensoleillé sur l'ensemble de la France. Il y aura seulement quelques bruyères matinales vides dissipées. Des nuages d'instabilité se développeront loca-

lement l'après-midi et le soir; ils pourront donner quelques orages isolés sur les Vosges, le Jura, les Alpes, le Sud-Est et la Corse. Une tendance orageuse se manifestera aussi dans la soirée, au voisinage des Pyrénées. Les vents, de secteur nord-est, seront modérés et irréguliers dans le Midi méditerranéen, faibles ailleurs. Les températures varieront peu par rapport à celles de jeudi.
Jeudi 19 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 024,7 millibars, soit 78,6 millimètres de mercure.
Températures de premier chiffre indiquant le maximum enregistré au

cours de la journée du 19 août: le second, le minimum de la nuit du 19 au 20: Ajaccio, 29 et 15 degrés; Biarritz, 24 et 13; Bordeaux, 28 et 14; Brest, 28 et 13; Caen, 23 et 11; Cherbourg, 24 et 11; Clermont-Ferrand, 25 et 9; Dijon, 28 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 28 et 15; Lyon, 28 et 11; Marseille, 29 et 16; Nancy, 28 et 9; Nantes, 30 et 17; Nice, 28 et 17; Paris-Le Bourget, 21 et 13; Pau, 27 et 12; Perpignan, 31 et 18; Rennes, 29 et 12; Strasbourg, 25 et 11; Tours, 28 et 15; Toulouse, 28 et 13; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.
Températures relevées à l'étranger: Alger, 21 et 16 degrés; Amsterdam, 24 et 14; Athènes, 32 et 24; Berlin, 25 et 13; Bonn, 23 et 9; Bruxelles, 22 et 13; Les Canaries, 31 et 23; Copenhague, 27 et 13; Genève, 23 et 12; Lisbonne, 22 et 10; Londres, 23 et 13; Madrid, 33 et 16; Moscou, 22 et 12; New-York, 28 et 19; Palma-de-Majorque, 32 et 18; Rome, 26 et 12; Stockholm, 24 et 9; Téhéran, 34 et 22.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1539

1 2 3 4 5 6 7 8 9

VERTICALEMENT

I. Centre de rélegation; Refuge d'ortolans. — 2. Participe; Sus-dit. — 3. Ne dure qu'un temps; Jour. — 4. Mot au parleur; Abreviation. — 5. Un point c'est tout! Privée d'un viscère. — 6. Mouvements de foule; Cage ou bateau. — 7. En fin de mois; Pronom; Etat étranger. — 8. A un autre nom tout aussi court; Pièces de charpente. — 9. Par-découvert; Fait son lit en France.

Solution du problème n° 1538

HORISONTALEMENT

I. Estomac; d'autruche; Point biblique. — II. Après. — III. Se moquent totalement du monde. — IV. Le refus du Kremlin; Chef de file. — V. Sommes complémentaires. — VI. Déplacer un bouton; Abréviation. — VII. Mot arabe; Au cœur de la nuit. — VIII. Membres des palais déserts. — IX. Adverbe; Fait partie du genre humain. — X. Vide les

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 août 1976 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 70-29 du 5 janvier 1970 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne bénéficiaires de la libre circulation des personnes et des services;

● Relatif au commerce des œufs;

● Modifiant le décret n° 74-112 du 15 février 1974 portant création du diplôme d'Etat de psychopédagogue et arrêté du 17 août 1976 fixant les modalités des concours d'admission en deuxième année d'études préparant à ce diplôme.

UNE INSTRUCTION

● Relative aux règles et procédures de détresse d'urgence et d'assistance en vol.

RADIO-TÉLÉVISION

Dans un monde déserté

D'habitude, c'est un peu ridicule : pour avoir une image à tout prix, une image stérile, datée, les journaux télévisés présentent leurs envoyés spéciaux, en pied, devant un édifice symbolique, la Maison Blanche pour l'Amérique, Big Ben pour Londres; ces cartes postales de la géopolitique, baptisées « the man on the spot », l'homme sur les lieux, histoire de montrer par le parler anglo-saxon qu'on n'est pas en retard d'un progrès technologique, l'impression de vérité produite par le discours? Mercredi soir, sur Antenne 2, on n'a écouté que les premières phrases du « papier » de Bernard Pradinaud, envoyé spécial à Base-Terre, au pied de la Soutirère, car pour une fois, c'était le décor, l'événement.

Au fur et à mesure que le journaliste parlait, le cameraman élargissait le cadre dans un mouvement de « travelling » arrière, puis l'objectif « panoramique » sur la cité déserte. Double sentiment d'assister peut-être aux derniers instants d'un Pompei évacué, et d'être le visiteur privilégié d'un monument historique : la ville créole, produite d'un mélange de cultures, et qui, dans ce coma volcanique, parle une dernière fois de temps qui, en tout cas, ne seront jamais plus, quelque chose comme une visite aujourd'hui dans ces quartiers de Port-Saint-Louis, au Sénégal, dont la splendeur fut coloniale.

Parallèle déviation du regard était sans doute préparée par l'inventaire... en Périgord noir, dans la série de PINA, que produisit Pascale Breugnot.

MARTIN EVEN.

JEUDI 19 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Série: Faits divers... Le béton est armé; 21 h. 30. Reportage: La Guinée de Sekou Touré; 22 h. 20. Jazz à Juan; Oscar Peterson et Dizzie Gillespie; 23 h. 50. Journal.

CHAINE II : A 2

Pour mieux apprécier « Ce jour-là, j'en témoigne » lisez : LES VOIX DE LA LIBERTÉ 5 volumes, 400 F LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31 quai Voltaire 75349 Paris Cedex 07

20 h. 30. Retransmission théâtrale. « L'Eventail », de G. Goldoni, adapt. D. Ceccaldi, réal. J.-P. Carrère, avec D. Ceccaldi, D. Provence, D. Lesieur.

20 h. 30. Feuilleton: « Molière pour rire et pour pleurer », 21 h. 35. Magazine littéraire: Ah! vous écrivez, de P. Pivot.

22 h. 35. Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30 (R). Série: Erreurs judiciaires (Un mystère insoluble dans l'alcool, de J. Laviron, d'après R. Floriot; 20 h. 55. Documentaire: « Opération survie », de B. Babin; 21 h. 45. Jazz: Billy Fregson au festival de Juan-les-Pins; 22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Ne le retourne pas, l'impression qu'on nous suit; 20 h. 30. Concert: « Les Nuits de la France-Musique », avec A. Gide; 23 h. 15. Réver pour l'hiver.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Ne le retourne pas, l'impression qu'on nous suit; 20 h. 30. Festival estival de Paris... en direct de l'Église Saint-Germain-des-Près; 19. Schola Hungarica, dir. L. Doboszy, interprète des œuvres de Bach et de Grigori; avec l'organiste M. Chapuis; 22 h. 15. Jazz forum à Châteaufort; 24 h. 15. Musique traditionnelle européenne; 0 h. 30. E. perichone spargers.

TRIBUNES ET DEBATS

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est l'invité de J.-P. Elkabach, à 13 h. sur France-Inter.

VENREDI 20 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30 (C). Programme de mi-journée; à 13 h. 35 (C) (R). Série: Les six femmes d'Henri VIII.

20 h. 30 (C). Au théâtre ce soir: « Un mois à la campagne », d'J. Tourgueniev, mise en scène: J. Meyer, avec E. Riva, W. Sabatier.

Une famille qui s'ennuie et un jeune précepteur qui vient troubler le pais d'une villa.

22 h. 15. Danse: Les nuits d'été. Avec Cl. Sombert, R. Bestonso; 23 h. 5. Journal.

CHAINE II : A 2

15 h. programme ininterrompu; à 18 h. 15. Chronique de la Résistance: Ce jour-là, l'en témoignage (18 juillet 1942).

20 h. 30. Feuilleton: « Molière pour rire et pour pleurer », 21 h. 35. Magazine littéraire: Ah! vous écrivez, de P. Pivot.

22 h. 35. Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30 (R). Série: Erreurs judiciaires (Un mystère insoluble dans l'alcool, de J. Laviron, d'après R. Floriot; 20 h. 55. Documentaire: « Opération survie », de B. Babin; 21 h. 45. Jazz: Billy Fregson au festival de Juan-les-Pins; 22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Ne le retourne pas, l'impression qu'on nous suit; 20 h. 30. Festival estival de Paris... en direct de l'Église Saint-Germain-des-Près; 19. Schola Hungarica, dir. L. Doboszy, interprète des œuvres de Bach et de Grigori; avec l'organiste M. Chapuis; 22 h. 15. Jazz forum à Châteaufort; 24 h. 15. Musique traditionnelle européenne; 0 h. 30. E. perichone spargers.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Ne le retourne pas, l'impression qu'on nous suit; 20 h. 30. Festival estival de Paris... en direct de l'Église Saint-Germain-des-Près; 19. Schola Hungarica, dir. L. Doboszy, interprète des œuvres de Bach et de Grigori; avec l'organiste M. Chapuis; 22 h. 15. Jazz forum à Châteaufort; 24 h. 15. Musique traditionnelle européenne; 0 h. 30. E. perichone spargers.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-équivalents (sans Aletée)

90 F 180 F 225 F 360 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

165 F 315 F 455 F 680 F

ÉTRANGER par messagerie

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE

115 F 215 F 307 F 480 F

II. — TUNISIE

125 F 231 F 327 F 445 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse d'adresses (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à compléter leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

Terminaison	FINALES et NUMÉROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	Terminaison	FINALES et NUMÉROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	151 221 881 011 98 171 69 871	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 400 400 400 5 100 10 100	6	98 178 69 878	groupe 1 autres groupes tous groupes tous groupes	5 000 1 000 10 000 2 000
2	322 602 98 172 2 632 69 872 63 862	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	300 5 000 5 000 10 000 10 000 1 000 000	7	7 63 867 98 177 69 877	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	100 5 100 1 100 10 100
3	6 482 63 863 98 173 9 433 69 873	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	5 000 1 000 5 000 10 000 10 000	8	08 2 708 63 868 98 178 69 878	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	200 5 200 5 000 1 000 2 000
4	694 1 244 63 864 3 254 9 084 98 174 69 874	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	300 1 000 5 000 1 000 1 000 1 000 000 2 000 000	9	09 29 63 869 98 179 69 879	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	200 200 500 500 500
5	985 63 865 98 175 6 025 69 875	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	500 5 000 5 000 10 000 10 000	0	5 380 7 330 63 880 98 180 69 880	groupe 4 autres groupes tous groupes tous groupes tous groupes	5 000 1 000 5 000 1 000 10 000
6	63 866	groupe 3	5 000				

Tranche du VENDREDI 13
TIRAGE DU 18 AOUT 1976
PROCHAIN TIRAGE LE 25 AOUT 1976 à EVRON (Mayenne)

NUMERO COMPLEMENTAIRE 48

1 3 9 21 24 34

TIRAGE N°13 PROCHAIN TIRAGE LE 25 AOUT 1976 VALIDATION JUSQU'AU 24 AOUT APRES-MIDI

ÉCHECS

Le grand maître d'échecs soviétique Viktor Korchnoï, qui avait demandé, en juillet dernier, l'asile politique aux Pays-Bas, a été nommé par la Fédération néerlandaise d'échecs capitaine de la sélection néerlandaise aux Jeux olympiques qui se dérouleront en octobre en Israël, sans la participation des équipes d'U.R.S.S. et des démocrates populaires. Il est inscrit depuis quelques jours comme membre de la Fédération néerlandaise d'échecs.

SCIENCES

Après la découverte de rayures étranges

LE SITE D'ATTERRISSAGE DE VIKING-2 SUR MARS EST MODIFIÉ

Comme prévu, la région primitivement choisie pour l'atterrissage de la sonde Viking-2, qui doit avoir lieu le 3 septembre vers minuit, s'est révélée extrêmement accidentée. Les photographies prises par Viking-2 ont montré la présence de très nombreux cratères, mais aussi une série de mystérieuses rayures que les géologues n'arrivent pas à interpréter. L'aspect des zones rayées ressemble à celui d'un champ qui vient d'être labouré, et la régularité de ces sillons est pour l'instant inexplicable. Aussi, les responsables de la mission ont-ils décidé de changer le site de l'atterrissage. Les régions Cydonia Planitia et Arcadia Planitia ont été abandonnées. L'atterrissage aura probablement lieu dans la zone de Utopia Planitia. Mais celle-ci a été encore très peu photographiée, et bien qu'elle paraisse dépourvue des mystérieux sillons, il faut compléter les observations avant qu'une décision puisse être prise. Si ce dernier site se révélait impropre à l'atterrissage, celui-ci devrait être repoussé.

هنا من الأمل

Le Monde

DES LIVRES

Jean Tardieu

Un défricheur de l'indistinct

QUOI de plus déroutant que cette œuvre qui affirme sa volonté d'exactitude en oscillant de la transparence lyrique à une sorte d'acédie du burlesque qui, jouant sur tous les registres, passe de l'extrême conformité à l'extrême irrévérence, de l'usage ou du dérèglement qui, explorant toutes les possibilités du langage (vocabulaire dénoté, onomatopées verbales...), module à travers les balbutiements du presque-dire et même du rien-dire, une « mélodie de la justesse » qui, cherchant à « voler certains secrets » à la peinture et à la musique, veut rendre aux mots leurs vibrations sonores, colorées... et même tactiles ?

Il faut prendre le temps d'habiter si peu que ce soit l'œuvre de Jean Tardieu pour en percevoir la cohérence profonde, presque obsessionnelle, que masquent son apparente dispersion et aussi sa prédilection pour le « petit format », le plus propice à la recherche expérimentale. C'est surtout à ses petits drames et comédies-écrites que Jean Tardieu doit sa notoriété. On le voit comme un précurseur du « théâtre de l'absurde », du côté d'Ionesco ou d'Adamov. De son « Théâtre de chambre » (1), Jean Tardieu a surtout voulu faire un « clavier bien tempéré de la dramaturgie », une sorte de catalogue des structures, moyens ou effets. Chaque pièce est l'occasion d'une gageure, ainsi les fameuses cascades de mots déplaçés d'« Un mot pour un autre » où la parodie musicale dans « Conversation-sinfonietta ».

Moins de virtuosité, plus d'efflorescence et de subjectivité dans les textes de « Figures » ou « Études », où Jean Tardieu a cherché à « transposer » des œuvres de musiciens ou de peintres, notamment ses amis Bazaine et Hartung, où il a voulu, en dehors de tout regard critique, « traduire » en mots

Deux verbes en creux

J'écoute je me tais
Je me tais pour écouter,
(pour mieux écouter,
Je me tais parce que j'écoute
Si je ne me tais pas je n'écoute plus.

(Taisez-vous !
Taisez-vous et écoutez !
Écoutez-le se taire
Il se tait il se tait !
vous l'écouteriez.)

Si j'étais celui qui écoute
seulement pour écouter
si j'étais celui qui se tait
seulement pour se taire
vous ne cesseriez d'écouter
vous auriez peur que je me taise

Mais je ne me tais pas non je ne me tais
pas encore, Je ne pourrai jamais
me taire. Je ne cesse pas d'écouter.

des processions de clameurs gelées, des instants éternisés dans leur fuite.

« A bras ouverts de branches et de bourgeons, à bras ouverts de barques et de pluie, de vent marin, de lèvres solées, de soif et de faim de la vie, le peintre ou au-devant du poète, ils ouvrent ensemble toutes les portes, ils brisent toutes les barrières. Ils font le sort définitif dans la Ressource sans fin. »

Qu'il fasse ses gammes dans ses « Poèmes à jouer », qu'il se donne champ libre dans ses « Poèmes à voir et à revoir », Jean Tardieu reste avant tout poète. La plupart de ses poèmes et de ses proses sont regroupés dans deux volumes, « le Fleuve caché » et « la Part de l'ombre » (1), auxquels succède aujourd'hui « Formelles » (2), dont le titre fait allusion, entre autres, à la « hantise formelle » avec laquelle renoue ce nouveau recueil. Alternant avec des dialogues lyriques où l'on retrouve le traducteur de Hölderlin, des « poèmes pour la main gauche », poèmes d'artisan, prenant la grammaire pour source d'inspiration, cependant que des « dialogues typographiques » témoignent de l'influence de Mallarmé et d'Apollinaire et que le clown métaphysique, mi-Plume, mi-monsieur Teste, vient dialoguer avec son « alter ego ».

On n'est pas loin de Queneau, de Max Jacob, on est plus près encore de Michaux et, d'une certaine façon, de Jouve. Car, sous des formes diverses, tout ici retrace inlassablement une sorte de parcours spirituel que Jean Tardieu a autrefois décrit dans « Mémoires d'un orphelin » : un petit texte qui est un peu son dictionnaire du verbe. C'est, après le jardin de l'enfance entre un père peintre et une mère musicienne, le tourment de la « séparation », la découverte angoissée d'un noyau de nuit, d'un arrière-monde chaotique et indéchiffrable. A cette menace, tantôt le poète oppose la réponse paradoxale et naïf de « marionnettes cruelles et botteuses », tantôt il fait face, retirant, comme les « fleuves cachés » de son Jura natal, une force nouvelle de sa plongée dans l'infini turbulent.

Une voix alors s'élève pour tenter de donner forme à ce tohu-bohu immémorial, pour chercher à maîtriser, en le nommant, « ce qui n'a pas de nom ». Le poète, témoin invisible, se dédouble : l'artisan, minutieux, prend la place du messager des gouffres, « Obscurité du jour » (3), un livre essentiel, explique comment l'artiste, « défricheur de l'indistinct », jette au chaos le défi des signes, comment le poète, « ébouriffant de vocables », cherche à retrouver par le tam-tam de la parole l'envoûtement perdu, pour ne découvrir qu'« une poignée de jours en flammes dans une énorme obscurité ».

MONIQUE PETILLON.

(Lire page 10
notre entretien avec Jean Tardieu.)

(1) Gallimard.
(2) Formelles, Gallimard, 96 pages, 25 F.
(3) Les Sessiers de la création, Seuil.

Salut, Cavanna !

J'E n'aime pas entendre parler de l'humour de Cavanna. Je n'aime pas entendre parler d'humour dès qu'il s'agit de Cavanna. Je n'aime pas entendre parler de l'humour, en général ou en particulier. Et je me refuse, bien sûr, à parler de Cavanna comme d'un humoriste, fût-ce pour dire de lui qu'il est le maître des H.H.H. (honnêtes humoristes humoristes) contemporains.

Parce que, tout de même, c'est un peu court. Ou, vu de l'autre bout du lit, le bonhomme est un peu grand pour qu'on le couche dans celui-ci. A moins de définir l'humour comme « le genre de trucs qu'écrit Cavanna » et Cavanna lui-même comme « le genre de gusses qui écrit des trucs humoristiques » : procédé mystificateur s'il en est.

D'abord un journaliste

Que viendrait faire les tendresses mal (tant mieux) refoulées de cette grande gueule chaleureuse, « rigueur d'esprit intellectuelle, sa curiosité de tout, sa curieuse discrète de galérien de la presse, sa patience de fourmi à remonter de quelques centimètres, chaque et toute semaine, ce roc de la (notre) cannerie, que viendrait faire tant de simplicité et de dignité dans un « dit le dictionnaire » ? forme d'esprit qui consiste à présenter la réalité de manière à en dégorger les aspects plaisants et (ou : ou ?) insolites. Hein ? Je vous le demande !

Les aspects de la réalité que dégage la forme d'esprit qui consiste à présenter... bref, ce que je lis de lui chaque, disons jeudi, depuis une dizaine d'années, n'est ni plaisant ni insolite. C'est comme moi, comme toi, comme lui, comme nous : banal et ignoble. Le racisme, le refus de l'autre, l'illusionnisme, le mensonge érigé en système de gouvernement, l'indifférence au malheur des autres, la cruauté à l'égard des moins-forts-que-nous, la vanité, l'inconséquence, etc., ce ne sont pas des « aspects » de notre réalité, c'est elle.

Dans ce genre, tout était dit depuis laide Lurétie, et Cavanna vient trop tard. Mais il le dit aujourd'hui, et à sa manière, et sa manière n'est qu'à lui.



* Dessin de CABU illustrant la couverture du livre.

Le phénomène Cavanna, c'est d'abord un phénomène de journaliste. Cavanna, c'est d'abord un journaliste. Pas un humoriste qui donne plus ou moins régulièrement un papier (humoristique) à un journal qui ne l'est pas, mais un journaliste tout court. Pas tellement court que ça, du reste, car Cavanna, plutôt qu'il ne déplaît, c'est aussi un patron de presse.

Et pas d'une feuille de chou gentille ; ni d'un monstre qui vit de ses déficits comme le Catoblépas vivait de ses pieds mangés, mais d'un gros hebdo, plus d'un assez gros mensuel, le tout à l'écart de toutes les règles du coup-gorge qu'est LA presse.

A quoi sert la langue ?

Après ça, nous serions nantis (ou très vicieux) d'écouter que tous les « Cavanna » (si vous préférez, tous les « Je l'ai pas lu, je l'ai pas vu... ») sont aussi bons, aussi forts les uns que les autres, et qu'il a du génie chaque cinquante-deux semaines de l'année.

J'en serais presque à regretter que 10/18 ait entrepris (et poursuivi) l'édition de tous ces Cavanna depuis 1969 (1). Ça se lit bien, ça se déguste de temps en temps. Mais c'est un peu (comme tout album du style « fourchette de soupe », « mon chemin de croix » etc.) la photo de l'être qu'on aime, écornée et jaunie.

Ou comme si l'on pouvait remplacer la petite bouteille hebdomadaire de chénos ou de glyry qui vous égale et vous reconforte pour la semaine, par une cuite plus des trois ans. Le cavanna, comme tout grand

cru de journalisme, ne se stocke pas et vieillit mal.

Autre chose que je ne ferais pas non plus, c'est de m'extasier sur la qualité de sa plume. D'abord, il faudrait l'entendre. Ensuite, qu'est-ce que c'est qu'une langue parlée qu'on écrit ? Des langues, l'en connais de toutes sortes, vous aussi, vu les usages enchanteurs que l'homme a su donner à cet organe charnu interne capable de s'extérioriser.

La langue parlée-écrite, je ne vois pas trop ce que ça pourrait être. Cavanna « dit » les choses. C'est pas le plus facile. C'est même bien les choses, ou de non-dire les choses, deux exercices aujourd'hui pratiqués par n'importe qui et même pire que n'importe qui, si vous voyez à quel point.

Il a de la bonté de reste (et, en tout cas, bien de l'ironie) à s'efforcer depuis deux décennies sous le panonceau « bête et méchant ». C'est pas lui, m'sieur, c'est nous. « Mais c'est pessimiste. Pessimiste ? Qu'est-ce que ça veut dire, ça, pessimiste ? S'il pleut, c'est pessimiste de dire qu'il pleut ? Étre optimiste, c'est dire qu'il fait soleil ? Déconnez pas ! Encore une fois, c'est comme ça, la vie est comme ça, faut faire avec ce qu'on a. » (27 juillet 1970.)

J'aime les grands bons qui se déguisent en grands méchants pour nous rendre moins bêtes. C'est même les grands timides qui vous crochent à la gueule (à l'occasion, et comme de juste, à la leur d'abord) pour vous réveiller. Salut, Cavanna !

JACQUES CELLARD.

(1) Cavanna : Je l'ai pas lu, je l'ai pas vu... Chroniques de Hervé Kiri Hebdô, 1970, Plon - 10-18, 428 pages, 15 F.

La traduction française du dernier roman de Lawrence Durrell, *Monsieur ou the Prince of Darkness*, paraîtra à l'automne prochain. C'est un livre sur le diable. En avant-coureur de cette œuvre romanesque importante, un de ses amis anglais, Alan G. Thomas, libraire et bibliophile, nous envoie un curieux patchwork de son écriture bien aimée. C'est un recueil de lettres, d'articles, écrits entre 1935 et 1967. Il contient aussi des extraits des deux premiers romans de Durrell, *Pied Piper of lovers* (Petite musique pour amoureux) et *Panor Spring* (Printemps panique), qu'il n'a jamais voulu rééditer et que nous ignorons complètement en français. Cette dérogation, à elle seule, démontre du prix à ces « Mélanges ». Mais ils ont d'autres charmes.

Ils ont été choisis pour mettre en évidence le talent de Durrell à peindre les paysages et à saisir « l'esprit des lieux ». Ce n'est certes pas une découverte, depuis le fameux « Quai » où Alexandre occupe autant de place, sinon plus, que les quatre figures maternelles, *Justine*, *Balthazar*, *Antioche* et *Glen*. Si ce n'est moins encore pour ceux qui connaissent ses œuvres antérieures, et savent quels livres merveilleux il a tirés de ses séjours à Corfou (l'île de *Prospero*), à Rhodes (*Vénus et la mer*), à Chypre surtout (*Citrons amers*).

Son dernier diptyque, *Tunc et Nunquam*, avait quelque peu occulté cette veine. On est heureux de la retrouver à cette époque de l'année où l'on rêve de mer bleue, de criques désertes, d'autres éblouissantes, d'îles lointaines et de siestes sous les oliviers. Car ce citoyen britannique, né aux Indes, élevé pour son malheur en Angleterre, mais qui depuis sa vingt-troisième année n'y a pas passé plus d'une année en additionnant ses séjours, ne connaît pas ailleurs qu'en Méditerranée le paradis.

Croisière en Méditerranée avec Lawrence Durrell

UN écrivain paysagiste. L'étiquette a quelques choses d'exotisme. Les modes comme du reste et il a son idée de la littérature : « Ce qui fait les grands livres tient autant à leurs paysages qu'à leurs personnages ou à leurs intrigues. » C'est vrai surtout à la description des sites n'est pas placée sur l'œuvre comme un décor. Pour éviter l'écueil, il faut plus que le don de voir juste. Ce don, Durrell, peintre à ses heures, le possède ; un art du trait qui retient l'essentiel et rend la sensation fine par des images « nappées », familières, voire surréalistes. Voilà les « grosses joues des melons qui éclatent au soleil, les champs nappés jusqu'à hauteur de hanche sous les éphémères, les dauphins sautant sur la mer comme des écus noirs ». Rien n'est moins compassé, ampoulé, que ces visions rapides.

Mais il y a autre chose : l'eau, le soleil, les fleurs, les bêtes, les pierres, lui sont source de contemplation, d'extase. Il s'agit de recréer par les mots un état de béatitude. « La paix de ces soirs sur la terrasse avant l'heure des lampes (...). l'immobilité des choses réfléchies dans le miroir de la baie, un miroir à peine frémissant que ne troublaient pas les poissons habitant ses profondeurs... L'obscurité venait sans rien déranger... A la fin la mer monstreuse rejoindra le ciel et tous deux se fondraient dans une brume de chaleur. Partout on respirait l'odeur de la sauge égarée par les pattes des moutons sur le flanc de la montagne. » On pense à Rousseau, à Chateaubriand. Tous les grands amoureux de la nature se ressemblent.

La même délectation se retrouve dans les lettres. Donner de ses nouvelles à des amis qui comptent parmi eux aussi bien T. S. Eliot que Henri

Miller ou Richard Adlington, c'est écrire ce qu'on a sous les yeux et la joie d'écrire en prose, « Nous nous sommes baignés nus sur une plage de galets d'un blanc éblouissant, tous parfaitement nus comme sous par les générations de Chinois. »

ON sort de cette exploration méditerranéenne les yeux pleins de soleil, un goût de sel sur la peau, et on a rencontré un homme. Ce livre hétéroclite et bizarrement composé nous apporte une biographie en même

Par
Jacqueline PIATIER

temps qu'un portrait de Durrell. Il a tout à gagner à être connu de près. « Je suis un type si gai », dit-il de lui modestement. *Tapage* ou parade contre les coups du sort, entretenue par l'« Oxford irony », le goût de la plaisanterie, le sens du ridicule, cette joie de vivre éclatante. Derrière elle se devinent des trésors d'énergie. C'est le sac au dos qu'il parcourt les îles grecques, le tente prête à être dépliée partout, et pour nourrir, ce gourmand, ce buveur, se contente de pain, de fromage, de bière et de figues.

A combien de reprises ses installations, ses amours ont-elles été ruinées ? La guerre ici, la mort là, les émanations coloniales. Et toujours il repart, rebâtit, reprend flamme. Son succès d'écrivain, l'attribution vingt-cinq ans, dans des conditions d'existence parfois précaires. Elles lui don-

nent le signal « pour la foi, l'espérance et l'charité ».

Cet hétéroclite à pour lui des rigueurs de stoïcien. Ce conservateur, cet individualiste à tout prix n'est qu'un converti aux antichambres. C'est qu'il a aussi son idée sur les hommes. Les paysages les façonnent plus que la race ou l'état. A-t-il assez fulminé contre l'administration coloniale britannique : « Des bureaucrates obus, bornés, à l'accent coquard, qui refusent de fréquenter les habitants du pays et qui commandent des subsides au club. » Durrell, lui, parle grec, boit de l'ouzo, partage la vie des pêcheurs, des paysans, des artisans.

Quand il reviendra trente ans plus tard à Corfou, où rien n'a changé, sa première visite sera pour ses humbles amis. Il leur apporte de l'huile provençale pour allumer la lampe de leur saint, et il apprend comme une « sinistre plaisanterie » qu'ils se font aujourd'hui de l'argent en montrant aux touristes la chambre qu'il occupa. Le texte qui raconte ce retour est un des meilleurs du recueil. On y prend la mesure d'une sensibilité, d'une humanité.

Le périple méditerranéen de Durrell se termine en France. Depuis 1957, on sait qu'il s'est fixé près de Nîmes. C'est dans notre Provence, qui lui rappelle l'Attique, que le succès est venu le chercher après la publication de *Justine*. Fris de vingt ans au même endroit, quelle performance pour cet Ulysse ! Ansel, l'homme qu'il se fait et qu'il diffuse de notre pays tient une bonne place dans ce recueil, et lui donne pour nous un intérêt particulier.

Il s'est trouvé des critiques français pour s'en offusquer : « Naturellement, la grande affaire en France, c'est de

manger » avait-il eu le front d'écrire. Ils n'ont pas vu que la nourriture était, sitôt après, qualifiée de « divine », que la cuisine était élevée à la dignité d'un art, que ces arts, ou les mains et le goût ont plus de part que la cérébralité, jouissent des faveurs de Durrell.

A ce tempérament pantagruélique, il ajoute « deux traits qu'il estime essentiels : le respect de l'amour et la considération pour les artistes. Il n'y a personne qui ne vous regarde avec admiration si vous dites que vous êtes peintre et poète, même ceux qui ne savent pas lire ». L'éloge passe toutes les critiques.

Le Palais du facteur Cheval, que Durrell admire pour son « ardente vision blakésienne » illustrera notre prédisposition à l'art et à la créativité. Dans les autres chroniques, nos vignobles, nos bords de mer, trouvent en lui un ambassadeur excellent. Pourquoi s'en plaindre ? C'est chez Durrell une question de philosophie. Rétablir le rapport profond entre l'homme et la nature, ce qui est sa grande affaire, passe par les plaisirs du corps, du sexe, de tous les sens. Les Français s'y adonnent mieux que les Anglais. L'explication de cette supériorité n'est pas des plus plaisantes à entendre : « Leur attitude (la nôtre), basée à l'égard de l'ordre, constitue la base de leur équilibre psychique ; leur équilibre dans les rapports sexuels également. Il est bon de voir les hommes et les femmes utiliser les mêmes toilettes, s'habiller aux odeurs les plus fortes les uns des autres ; cela empêche de perdre les récoltes de vue. »

Cette remarque surprenante vient d'une lettre de 1957. Durrell croit-il encore aujourd'hui qu'il suffit de tressasser le dragon du puritanisme pour transformer le monde entier en Éros ? Sur le plan des idées, le séduisant recueil d'Alan G. Thomas date un peu.

* Lawrence Durrell, *L'Esprit des lieux*, traduit de l'anglais par Jean-René Major, Gallimard, 420 p., 61 F.

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
A.T.P. s.a. au capital de 242.400 F

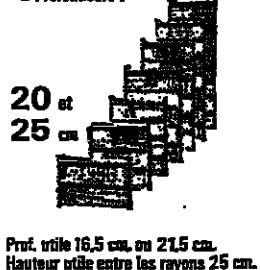
150

MODÈLES VITRÉS

Superposables - Juxtaposables
Démontables - Accordables
Voir nos combinaisons d'assemblage →

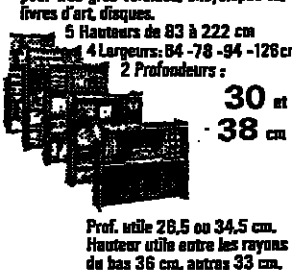
Installez-vous...
ULTRA-RAPIDEMENT
Vous-même!

BIBLIOTHÈQUES STANDARD VITRÉS
7 hauteurs de 84 à 224 cm
4 largeurs : 94 - 78 - 94 - 126 cm
2 profondeurs :



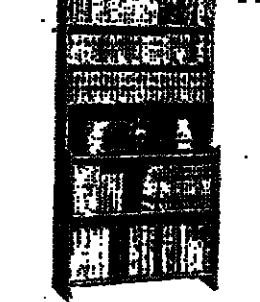
Prof. vitre 16,5 cm, ou 21,5 cm.
Hauteur utile entre les rayons 25 cm.

BIBLIOTHÈQUES GRANDE PROFONDEUR
Spécialement conçues pour servir de base à tous nos modèles standard ou pour très gros volumes, encyclopédies, livres d'art, etc.

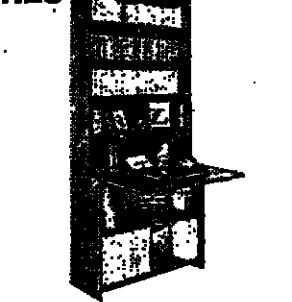


Prof. vitre 28,5 cm, ou 34,5 cm.
Hauteur utile entre les rayons de base 36 cm, autres 33 cm.

MODÈLES STANDARD VITRÉS

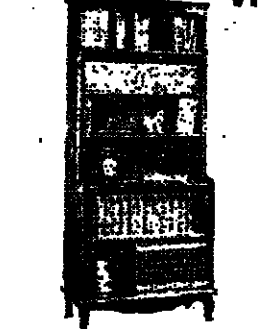


TOUS FORMATS
Haut. 195 cm - Larg. 94 cm
Prof. 30/20 cm

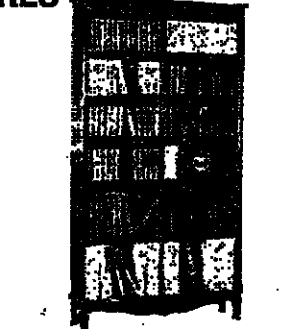


BIBLIOTHÈQUE-SECRÉTAIRE
Haut. 222 cm - Larg. 94 cm
Prof. 38/25 cm

MEUBLES RUSTIQUES VITRÉS

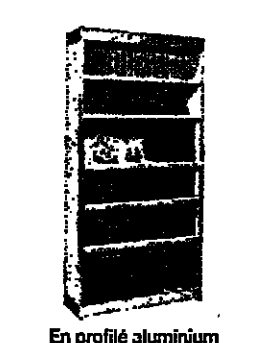


RUSTIQUE TOUS FORMATS
Haut. 205 cm - Larg. 94 cm
Prof. 27/25 cm

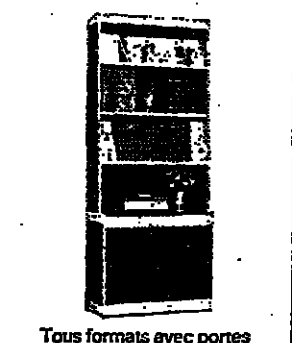


RUSTIQUE
Haut. 208 cm - Larg. 116 cm
Prof. 33 cm

BIBLIOTHÈQUES CONTEMPORAINES



En profilé aluminium
Haut. 200 cm - Larg. 94 cm
Prof. 25 ou 35 cm



Tous formats avec portes
pleines coulissantes
Haut. 245 cm - Larg. 94 cm
Prof. 45/35 cm

PRIX IMBATTABLES
LIVRAISON RAPIDE
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

La plus moderne maison spécialisée
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

Magasin ouvert tous les jours de 9 h à 19 h sans interruption même le samedi
Métro : Edgar-Dugues - Gâté - Raspail, Autobus : 28 - 38 - 58 - 68

VISITEZ NOS EXPOSITIONS
Ouvertes tous les jours, même le samedi de 9 h à 19 h et de 10 h à 18 h.

* AMIENS 3, rue des Chaudronniers - Tél. 51.57.15 - BORDEAUX 10, rue Bonfroy - Tél. 44.38.42 - CLERMONT-FERRAND 22, rue E. Clemenceau - Tél. 53.97.08 -

* GENÈVE 50, rue Saint-Jacques - Tél. 42.55.75 - LILLE 98, rue Copernic - Tél. 55.63.39 - LYON 3, rue de la République - Tél. 28.38.51 - * MARSEILLE 109, rue Paradis - Tél. 47.50.54 - * MONTPELLIER 8, rue Sévère (coin de la gare) - Tél. 58.39.37 -

* NANTES 10, rue Beaucelle - Tél. 74.53.35 - * NICE 8, rue de la Sanchette (Vieux-Ville) - Tél. 93.14.09 - * RENNES 10, quai Emile-Zola (coin de la gare) - Tél. 30.21.77 -

* STRASBOURG 11, av. de la Gare (coin de la gare) - Tél. 61.08.24 - TOULOUSE 2 et 3, quai de la Gare - Tél. 21.02.71 - * TOURS 5, rue Henri-Sarthe (coin de la gare) - Tél. 61.03.28 -

* fermé le lundi matin - ** fermé le mardi.

CATALOGUE GRATUIT
ILLUSTRE
Veuillez adresser votre commande au CATALOGUE BIBLIOTHÈQUES VITRÉS
contenant tous détails : hauteurs, largeurs, profondeurs, bois, couleurs, prix, délais de livraison, etc.

M. _____

OU téléphonez à 633 73 33
répondre automatique 24 h sur 24 et jours fériés.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

Entretien avec Jean Tardieu

« J'ai une prévention contre la somptuosité du verbe »

« On trouve dans *Formeries* un effacement voulu du langage. »

— J'ai une certaine prévention contre tout éclat de la parole, contre toute somptuosité du verbe, même dans la ligne purement lyrique, j'ai toujours cherché à me rapprocher de la langue parlée, de me servir des mots les plus simples. Je renoue dans *Formeries* avec un besoin très ancien de chercher dans le langage le point où, une fois filtré tout ce qui est justement l'éclat, la turbulence des sons, on retrouve les mots essentiels, qu'il s'agit de rendre enfants à la fois et à la simplicité, mais qui donnent la plus grande garantie d'une superposition de sens.

« Je suis un fervent de Jean-Sébastien Bach et je trouve que dans les plus sublimes de ses fugues tout est contenu, à la fois la vertu essentielle de l'esprit qui est la rigueur et la discipline du développement des formes, et puis, à travers cela, un immense arrière-plan émotif, un immense arrière-plan de l'imagination, de ce qui est difficile à exprimer. Comme si cette grille très serrée permettait de saisir énormément de choses qui nous échappent et qui se trouvent prises, sublimées par la rigueur elle-même. »

« J'ai donc essayé, dans des poèmes comme *Contre-point-du-jour*, d'être une sorte de poème dédié à l'aube, où sont malaxés tous les sentiments d'angoisse

que donne le double sens du contrepoint et du point du jour, et tout ce qu'il y a de dramatique dans le lever du jour et dans l'esprit qui s'émousse à ce moment-là et la proximité de la mort aussi. J'ai continué d'une façon plus développée encore dans *Formeries*, puisque je pars quelquefois simplement d'un mot qui commence par un « j ». »

— Vous prenez aussi comme point de départ des formes grammaticales. — De quelle façon, comme ceux de l'époque de Port-Royal, ont vu l'identité essentielle qu'il y avait entre les formes grammaticales et les formes fondamentales de la pensée. Il n'y a rien de plus inépuisable pour moi que de chercher à se servir des mots les plus immenses comme « être » ou « avoir ». Et plusieurs de mes poèmes sont partis de là. Ce n'est que des combinaisons.

« On arrive au bout du compte à une sorte de dépensément. Le poète est trahi par son propre murmur, il ne reste plus qu'une « voix sans personne ». — C'est une chose qui a été beaucoup dite mais qu'il est toujours bon de redire : le poète se trouve dans un bain de langage et il ne faut pas qu'il s'illusionne trop sur ce qui lui appartient en propre dans l'utilisation qu'il en fait. Il habite le langage, il est imprégné, il ne fait que suivre les sons et les voix qui lui sont tracées. Il est si vous voulez

comme une sorte de détecteur qui doit trouver ce qui est déjà dans le langage et qu'il s'agit de découvrir, de faire apparaître. En somme, c'est le langage qui écrit plutôt que nous. »

— Il semble que, plus encore que par le langage, vous soyez fasciné par la voix. Et paradoxalement cela rejoint une anglophilie fondamentale. —

Effectivement. Quand je suis submergé par cette anglophilie, il me semble que ma voix personnelle est complètement couverte par celle non pas de quelqu'un mais de quelque chose d'autre qui prend ma place, qui m'engloutit, qui me raye déjà de la liste des vivants, qui est une sorte de matérialisation de tout ce qui nous menace dans l'être. En parlant au contraire cette anglophilie bascule, se renverse totalement et aboutit à une sorte de calme. Et la meilleure traduction de cette rémission, qui peut aller jusqu'à une grande euphorie spirituelle, un grand bonheur, c'est un immense silence, le silence étant le signe d'une acceptation de ce qui est, sans chercher au-delà, d'accueillir entre les deux.

— Est-ce l'acceptation de l'« obscurité du jour », de la part nocturne dont procède toute création ?

— J'ai beaucoup écrit la nuit. Je crois qu'il s'agit, par un moyen ou par un autre, de briser les interdits qu'on peut avoir. D'autres utilisent des moyens comme l'alcool, le vin, la drogue, pour arriver à retrouver en soi le plus obscur, le plus profond, ce qui dépasse la catégorie rationnelle. Je n'ai pas besoin de cela : mes poèmes m'ont été en partie suggérés par ces moments où l'on passe de la veille au sommeil. Il y a là pendant un moment très bref une illumination intérieure où il semble que le rideau se déchire sur ce qu'il y a de plus caché en nous. Il s'agit de le saisir très vite. Et ensuite le travail de la conscience vient toujours parer ce que je crois que c'est essentiel. — La femme de Mandelstam écrit que, lorsqu'il était sur le point de travailler, il commençait par écrire une sorte de châtiment. C'est la forme extérieure d'un langage qui nous apparaît comme un murmure qu'il s'agit de décrypter. Souvent une amorce d'une parole du passé, d'une parole que l'on a entendue autrefois. C'est dans *Monsieur monsieur* que j'ai écrit, le plus loin dans ma vision personnelle



* D'après de CALVI.

des choses. Ce sont mes poèmes les plus comiques et les plus sérieux. Je pourrais dire de façon très simple que cela correspond à deux aspects de ma nature, il y a quelque chose de gai tout de même en moi qui fait contrepoint à une vision assez tragique des choses. Mais c'est aussi élargir son champ d'expression que de dire à la fois le burlesque et le grave. Dans les œuvres qui m'ont influencé ou aidé, il y avait d'une part, le lyrisme absolu de Hölderlin, que je considère comme le poète même, et puis quelque chose de plus léger, mais de délicieux, comme Charles d'Orléans, dont les poèmes sont faits de mots courts, vifs, qui sautillent comme des grenouilles, qui sont des danses de mots. Ce sont deux pôles, n'est-ce pas ? Plus l'écart est grand entre eux, plus on a de chances d'aller loin.

— Vous avez choisi de terminer *Formeries* sur une note légère. —

— Sur une prouesse, oui. Ce qui peut tenir pas mal de gens éloignés de mon œuvre c'est qu'elle paraît ne pas tenir compte d'une série de grands problèmes concernant l'homme et la société. Je n'appréhende absolument pas vis-à-vis de ces problèmes le dédain que manifestent, à la fin du dix-neuvième siècle, certains écrivains, qui étaient d'ailleurs très admirables ; chez les symbolistes notamment, il y avait une sorte de réaction contre les naturalistes et les positivistes, qui étaient avec les problèmes politiques de l'époque. Moi, je me sens tout à fait dans la masse de mon temps, je m'insère avec les autres, les problèmes de tous sont aussi les miens. Mais je pense que je n'étais pas tout à fait apte à traduire ces préoccupations sociales et politiques dans mon œuvre, d'abord parce que je ne puis pas romancer. J'aurais pu les rendre plus présentes dans mon théâtre. Mais il y a aussi une façon de transporter ces problèmes-là en les incluant dans ce qui, plus vaste, de notre existence dans le monde. »

Propos recueillis par MONIQUE PETILLON.

JACQUES CHARPENTREAU ET L'ENSEIGNEMENT DE LA POÉSIE

* LA VILLE ENCHANTEE, de Jacques Charpentreau. Ed. de l'École. 110 pages, 16,50 F.

SPECIALISTE de l'enseignement de la poésie, auteur d'une douzaine d'ouvrages qui font autorité, notamment d'une anthologie de la poésie contemporaine à l'usage des adolescents, *Poèmes pour les jeunes du temps présent*, Jacques Charpentreau est mieux placé que quiconque pour apprendre aux élèves des écoles à ne pas perdre leur sens du merveilleux. En même temps, il sait que la poésie, et en particulier la rime, peut servir à d'autres desseins : celui, entre autres, d'enrichir le vocabulaire des enfants.

Poète lui-même, il maintient un parfait dosage, dans ses vers réguliers, entre sa mission d'enseignant et sa mission plus ingrate d'enseignant. Si dans *La ville enchantée* beaucoup de textes sont mnémotechniques, il en est d'autres où la charge de poésie pure dépasse les charmes de l'utilité pédagogique. Descendant de Charles Cros et de Prévert, Jacques Charpentreau possède une malice bien à lui :

A Paris
Quel de la Mégisserie
On voit toutes sortes de gens :
Des gros, des gros, des gros, des grands
Des renfrognés, des tout-contents,
En voiture, en vélo, à pied,
Mais
pas d'otarie, pas d'okapi
pas d'orlolan, pas de merlan
et jamais d'éléphant
(la la lan lan)...

ALAIN BOSQUET.

Charles d'Orléans à sa juste place

* CHARLES D'ORLÉANS OU LA RECHERCHE D'UN LANGAGE, d'Alice Flanche. Ed. Honoré Champion. coll. « Bibliothèque du quatorzième siècle ». 340 pages.

Le gros livre d'Alice Flanche met en sa juste place le poète Charles d'Orléans, neveu et père de roi, ami de René d'Anjou, chef de parti et, comme le dit avec exactitude Alice Flanche, « maître des allégories ». Il est incontestable que la mise en lumière de Charles d'Orléans, complétée d'une certaine façon, harmonise la vue que nous pouvons et devons prendre du quatorzième siècle. C'est que le prince avait été masqué par le trépas. François Villon occultait Charles d'Orléans. EU ne peut être question de donner à l'un sur l'autre, au moins convient-il de les prendre ensemble et de les accepter l'un et l'autre.

L'examen attentif et, ce qui est, hélas ! fort rare dans les travaux universitaires, émerveille (bien que lucide) auquel l'auteur soumet les œuvres du prince poète conduit dans deux directions.

Premièrement, le monde contemporain de Charles d'Orléans est présent dans ses écrits, mais celui qui, par le langage du poète, contemple et décrit le monde, c'est le prince. Deuxièmement, une lecture poussée révèle un univers intérieur riche et dense, celui de :

« L'eau de Fleure, de Joie ou de Douleur
qui fait mouler le moulin de l'âme. »

C'est en menant à terme cette double lecture qu'Alice Flanche peut nous persuader que « Charles d'Orléans marque un moment où la parole poétique se détache de son support musical pour susciter son propre chant ». En apparence à ce livre, qui est tout de sympathie, Alice Flanche publie un long chapitre passionnant : une étude comparée des poétiques de Charles d'Orléans et de Stéphane Mallarmé. C'est une façon remarquable de souligner la permanence d'un « chant » du prince captif et d'en montrer l'étrange, l'étonnante modernité.

HUBERT JUIN.

VIENT DE PARAÎTRE

Histoire
F. KUPFERMAN : *Pierre Lami*. — Tome sur sa vie, son œuvre, une biographie de « l'homme de Monroir » et un exposé de son œuvre. (Maison, « Les vic », 192 p., 44 F.)

Essais
JUSTICE ECONOMIQUE INTERNATIONALE. — Contributions à l'étude de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Un recueil

d'essais dus à plusieurs spécialistes internationaux des problèmes économiques posés par le tiers-monde. Préface d'André Fontaine. (Gallimard, 295 p., 36 F.)

Critique littéraire
CLAUDE SICARD : *Roger Martin du Gard*. — Les années d'apprentissage littéraire (1881-1910). Thèse présentée devant l'université de Toulouse-le-Mirail, le 5 mai 1973 (Université Lille, Librairie Honoré Champion, 770 p., 80 F.)

EDITÉ PAR JEAN BOLLACK

Épicure à la lettre

* LA PENSÉE DU PLAISIR. ÉPIQUEURE : TEXTES MORALISÉS COMMENTAIRES, 720 p., 70 F. Ed. de Minuit.

La restauration de tableaux à ses spécialistes. Ils grattent, nettoient, recollent, ravivent, faisant parfois découvrir, sous des ajouts et des remanements devenus familiers au regard, un tout autre dessin : un état originel de la toile, d'une facture souvent plus forte, plus riche, qui, mal comprise ou désapprouvée, avait été « corrigée » par la suite, au gré de l'air du temps.

Jean Bollack, lui, restaure des textes. Des œuvres signées Héraclite ou Empédocle — ce qui du moins nous a été transmis sous ces noms, à travers les longues tribulations des manuscrits : fragments, copies et gloses. Il y a près de trente ans qu'il est parti en guerre contre la « tradition » — celle des philologues, celle des philosophes — pour rendre à ces pensées leur état complexe.

On ne saurait entrer dans le détail des savantes querelles suscitées par ces travaux, qui provoquent autant de controverses qu'ils heurtent d'habitudes. Mais une chose est sûre : les textes qui sortent de « l'atelier » de Jean Bollack — toute une équipe, à présent, y travaille — ont des couleurs plus subtiles et plus vives qu'en y entrant.

Par exemple, en 1971, il rééditait la célèbre *Lettre* adres-

sée par Epicure à Hérodote, que l'on connaît par l'intermédiaire de Diogène Laërce. Texte on ne peut plus classique, qui fit le désespoir de générations d'érudits, car il est elliptique, truffé de constructions rares, et jugé en maints passages totalement inintelligible.

Plus récemment d'Epicure toujours ses textes moraux sous le titre *La Pensée du plaisir*. Jean Bollack et ses collaborateurs s'y sont confrontés, avec pour principe quelques règles assez simples. On pourrait presque les résumer ainsi : si le texte est « difficile », c'est qu'il y a quelque chose à comprendre — et non à corriger. Autrement dit, c'est Epicure qui a raison, pas ses commentateurs.

Il nous revient commenté mot à mot, justifié dans ses bizarreries grammaticales, traduit avec une fidélité pointilleuse ; bref, rendu à son « aridité raffinée ».

L'édition est remarquable également pour sa typographie — grecque et française — d'une grande clarté, et fort utile par ses bibliographies, glossaires, index, etc., pour les philosophes, les hellénistes, les historiens, évidemment. Mais aussi — pourquoi pas ? — pour tous ceux que la pensée ne laisse pas indifférents, et qui pourraient, peut-être, employer quelque loisir d'été à redécouvrir qu'Epicure ne fut jamais un hédoniste léger pour l'image d'Épinal, mais bien un philosophe. Sobre et fulgurant.

ROGER-POL DROIT.

كتاب المنهج

Des lieux, des œuvres

Loti et les dames de Rochefort

Il y a encore
des romans d'amour

UN CONTE MODERNE D'ANDRÉ STIL

* ROMANSONGE, d'André Stil.
Ed. Julliard, 192 p., 30 F.

UNE histoire d'amour tou-
d'amour absolu, d'amour ado-
lescent et mortel, c'est le
thème du très beau livre d'André
Stil : *Romansonge*. Le drame (ou la
fable) se noue dans les milieux
ouvriers d'une petite ville du Nord
de la France, que l'auteur connaît
bien.

A la première rencontre, Daniel
et Denise se reconnaissent, dans
une sorte de supériorité d'avoir pu
vivre jusqu'à l'un sans l'autre : ils
se regardent, se regardent, se décou-
vrent mutuellement et se sentent
chacun exister pour la première fois
par le regard de l'autre. Choc inter-
porel et décisif. Ce *Romansonge* et cette
Juliette échangent des paroles sim-
ples et légères, ou va pourtant naître
le sentiment qui leur sera fatal.

Car Daniel voudrait tout savoir de
Denise : il est déjà tourné vers la
longue vie à deux qu'il imagine. Qui
est-elle ? De quoi aura-t-elle besoin ?
Comment va-t-il travailler à la rendre
heureuse, tout de suite et pour tou-
jours ?

Pour Denise, ancrée dans ses dé-
finitives certitudes, il n'y a pas de
question valable : il est la vie
entière pour elle, et ne saurait jamais
rien de plus grave ni de plus impor-
tant que ce garçon trop avide ?

Car la vie de Denise n'est pas
assez jolie et poétique pour son
goût : elle est ouvrière, et partage
sa pauvre chambre avec une autre
garminette aussi peu chanceuse qu'elle.
Elle compense cette tristesse de
tous les jours en racontant que son
père est ingénieur, elle étudie, et
que sa mère élève des porcs, sans
temps à manger des bonbons. Men-
songe d'enfant, mensonge-rêve, sans
malice et sans vantardise.

Daniel prend à la lettre ces malices
puériles. Une fille d'ingénieur, dans
cette société durement compartimen-
tée, dont il a l'expérience précoce,
c'est la princesse lointaine, c'est le
plus inaccessible des bonheurs pour
lui, jeune travailleur courageux,
sérieux, réaliste, fils d'ouvriers qui
gagnent bien leur vie. Oui, ils s'aiment,
oui, Denise s'est donnée sans
réticence, avec toute l'innocence et
la confiance de ce premier amour
dont elle est sûre : mais Daniel veut
avoir les yeux ouverts. Comment
offrira-t-il à Denise le luxe auquel
elle est habituée ? Comment, avec
les quelques livres rangés sur les
étagères de sa chambre, répondra-
t-il à son inimaginable et vertigineuse
culture intellectuelle ?

Le divorce des classes sociales

La fatalité qui sépare les amants
de tragédie, c'est, ici, l'irréductible
divorce des classes socio-culturelles.
Jamais un Daniel ne pourra être le
mari d'une Denise si choyée, si
raffinée.

Il suffira d'un rendez-vous manqué
pour que le garçon prenne son parti.
Il croit comprendre qu'il est rejeté,
et s'estime raisonnablement rejeté. Il
n'envie pas de vivre en exil de
son amour. Sans révolte et sans haine,
il met en ordre sa chambre, écrit
une petite lettre explicative, et, avec
un courage plein de regrets, il se
donne la mort.

Le journaliste chargé des faits
divers dans la feuille locale croira
tout expliquer en disant que Daniel
a été victime d'une mythomane.
Mythomane, Denise ? Non. Mais
devant l'écrasante conscience de sa
sujétion, elle n'a trouvé d'autre
défense que le mensonge, comme
Daniel n'a trouvé d'autre réponse
que la mort.

André Stil, qui collabore réguliè-
rement à *l'Humanité*, où il assure un
remarquable feuilleton littéraire, sug-
gère-t-il que les structures de nos
castes sont porteuses de mort jusque
dans leurs fantômes ? Il a en tout
cas su rendre vivants ses deux
héros, tous deux attachants et pro-
ches en leur langage, riche de trou-
vaillances, de pudeurs, et de liberté.
Très rares sont les vrais romans
d'amour : celui-ci atteint à la pureté
des grands mythes, et la critique
sociale qu'il véhicule — implicite —
en fait un témoignage fortement
contemporain, sans que la volonté de
démontrer vienne jamais gêner le
charme, la tendresse, la poésie lim-
pide de ce *Romansonge*, qui est
avant tout un conte moderne.

JOSANE DURANTEAU.



Destin d'ORLÉANS.

Lieux plus tranquilles. Chateaubriand, Flaubert, les
voyageurs et les écrivains romantiques ? L'idée
n'est pas si bonne : Croisset et Combourg, il n'y
a pas de quoi paviser et l'itinéraire de Paris à
Versailles n'est peut-être pas le voyage le plus
satisfaisant que l'on puisse imaginer par les temps
qui courent. Alors qui ? Claudel à Tien-Tsin, Gide
au Congo, Gaudin à Tahiti, Regnard en Laponie ?
Bien loin, bien épuisant. Il faudrait partir
avec une valise de médicaments. Nous sommes
dans le sud-ouest, restons-y.

A quelle gloire allons-nous attacher nos pas ?
Montaigne ? Trop connu. Montesquieu aussi, mal-
gré le charme du paysage de la Brède et les
richesses, souvent ignorées, de la noble Guyenne.
Théophraste Renaudot à Loudun, La Quintinie à
Chabans, Ansonne, Saint-Paulin-de-Noles à Bor-
deaux, Emile Faguet à La Roche-sur-Yon ? Pas
très excitant au préalable. Josephine Baker (les
Millandes), Maine de Biran (Bergasse) ? Les
chassepots partiraient d'eux-mêmes. Et pourquoi
pas Loti ?

Quoi, va-t-on s'écrier, Loti, ce gars, ce colo-
nialiste, ce facho, ce pourvoyeur de rêves pour
pensionnaires à bigoudis, est après du xénisme et
de l'esclavage féminin, cette vieille tate enfantine
(traduction libre et résumée de la description que
le *Journal* de Jules Renard nous a laissée de ses
petites mines et de son maquillage) ? Loti, *Ramun-
cho*, *Mon frère Yves*, vous n'y pensez pas ? Et si
vous cherchez un voyage reposant, vous voilà
servi : l'Islande, l'Arabie, le Japon, le Tonkin.
Istanbul, Pékin, Ispahan et j'en passe, nous n'en
sortirons jamais.

Où, mais tous les voyages de Loti sont résumés
en un lieu : Rochefort-sur-Mer, où il est né, où
il a sculpté son destin, une fois fortune
faite, sa maison natale, laquelle, pleinement
conservée par ses descendants, est aujourd'hui un
musée, et l'un des plus surprenants que l'on puisse
voir en France.

Parlons d'abord de Rochefort. C'est une de ces
villes où l'on ne va jamais, une ville ignorée des
guides et des touristes les plus soûlés. Et pourtant,
même si l'on n'y entend pas cette rumeur d'his-
toire qui rend si exaltante l'approche de certains
lieux (Altamira, Delphes, Borobudur, Painspöl),
Rochefort est un chef-d'œuvre et quelques décen-
naires après Richelieu, quelques années avant les
villes de Vanban, une des réussites les plus sédui-
santes de l'urbanisme classique.

Mais revenons à Loti, allons voir son musée.
Nous arrivons en même temps que les deux gar-
diennes du sanctuaire. L'une d'elles aussitôt
s'affaire à rafraîchir les fleurs dans les vases,
l'autre sera notre guide. Nous sommes aujourd'hui
le seul visiteur, et à la manière dont nous est
délivré le billet, commandé d'attendre qu'une
copieuse ingestion de boules de graine porte la
voix de notre cicerone à son plus noble diapason,
nous comprenons qu'un silence total s'impose,
qu'il faut marcher sur la pointe des pieds, que
notre attitude devra s'inspirer de celle de lord
Howard Carter pénétrant pour la première fois
dans la tombe de Toutankhamon.

Entrons. Les deux premières pièces, le salon
rouge et le salon bleu, n'ont rien que de très
ordinaire : meubles et portraits de famille, piano,
consolides, avec tout de même un Loti déjà très
cramé représenté en guerrier turc, et un immense
tapis tissé par des orphelines, turques elles aussi,
et ramené en grande pompe au « défenseur des
causes perdues », qu'était le maître de céans,
un soir de décembre 1921, par l'ambassadrice
de Turquie, qu'accompagnait pour la circonstance
Claude Farrère. Toute une époque, et qui nous
ramène aux plus beaux jours de la « question
d'Orient ».

Mais ces turqueries ne sont rien auprès de
ce qui nous attend. Si l'on en juge d'après ce
que nous dit sa maison, Loti s'intéressait à la
fin du Moyen Âge autant qu'à l'Orient, et si
le Moyen Âge est absent de son œuvre (du moins
de ce que nous en avons lu), il profite de façon
parfaitement ahurissante dans deux pièces qui
sont un peu comme le narthex du sanctuaire,
deux pièces ou plutôt deux salles, la salle gothique
et l'imposante salle Renaissance, invraisem-
blable brio-à-brac d'objets hétéroclites chus de
quel désastre obscur ou de quelles combines d'anti-
quaire véreux, où des accessoires dignes de l'Odéon
de Jadis voisinent avec d'assez belles tapisseries
des Gobelines et les fenêtres gothiques acquises
lors de la démolition d'une chapelle à Mareuil.

On marche comme sur des œufs, on est fou-
droyé dès qu'on se permet de demander l'origine
de telle ou telle pièce, on bute contre des casques,
des halberdiers, des pertuisanes, d'effroyables
chenêts, on ne confierait pas le catalogue de cette
collection à son pire ennemi, et l'on apprend que,
« l'espace d'une nuit, le 12 avril 1888, le maître
de maison, entouré de vingt-cinq de ses amis,
travestis dans des costumes d'époque, y vécut un
dîner Louis XI d'un raffinement inouï ».

Bizarre, ce choix de Louis XI, et plus bizarre
encore le soin, le scrupule archéologique avec lequel
Loti, aidé d'un chartiste, préparait pendant un an
ce « fabuleux repas » afin que ne s'y glisse aucune
erreur, aucun anachronisme. Les costumes étaient
du super Viollet-le-Duc et l'on servait aux invités
parmi lesquels circulaient des lévriers, des bouf-
fons, des daims, les plus étranges nourritures :
des herons, des hérissons, des cygnes, un paon
royal enfin présenté par quelques pages au milieu
de toutes ses plumes. On inventa même des pay-
vres : déguisés en pèlerins misérables, les élèves de
l'école de santé navale vinrent demander la chari-
té à « Messire et Dame Pierre Loti » et les habi-
tants de Rochefort furent admis à contempler la
scène du haut d'une galerie d'où on les voyait à
mi-corps, avec obligation de costume au moins la
partie visible de leur personne, le reste étant laissé
à leur discrétion.

Esthète et ethnologue

Voilà pour le narthex et les hors-d'œuvre.
Quant au sanctuaire lui-même, son extravagance
est telle qu'on renoncera à l'évoquer. Disons seu-
lement qu'en plus d'un « salon turc » et d'une
« chambre arabe », Loti se fit tout simplement
construire une mosquée (je crois même qu'il y a
un minaret) avec des matériaux achetés en partie
à Damas lors de la démolition d'une authentique
mosquée (la mosquée des Omeyyades, dit le Guide
bleu, qui doit exagérer un peu). Des falences de
Delft voisinaient avec des stèles funéraires et des
sarcophages turcs, de hideux objets de bazar avec
de très beaux chapiteaux et des mosaïques qui
étaient, en effet, persanes ; on retrouvait
ici ce mélange de grande collection et de loge de
conclerge qui caractérise « l'invraisemblable
Renaissance » et montre que l'homme était loin
d'être nul.

Ne quittons tout de même pas cette folle
démure sans dire un mot du salon turc où Loti
reconstituait la chambre qu'il occupait à Istanbul,
lors de sa rencontre avec Aysadé : « Les murs
tendus de velours rubis et or abritaient des divans
profonds recouverts de soieries brodées et de fils
d'or, des faïences d'armes damasquinées et
incrustées de pierreries, des narguilles, des brûle-
parfums. Des tapis d'Orient étouffaient les pas. Un
plafond de stuc, inspiré de l'admirable de Grenade,
est soutenu par des colonnes de marbre rose, etc. »
Ainsi parle le guide, et si nous lui avons laissé la
parole, c'est qu'elle est véritablement le chef-
d'œuvre de cette maison. Pérennitaire, omnisciente,
échappée sur ses escarpins rituels, la voix supré-
matique distinguée, retenue à travers les dents,
monocorde comme un appel de muezzin, astima-
tique !

Sublime ! Et quel regard elle nous lance
lorsque, nous confiant que Loti, qui était de
petite taille, portait des talons hauts, elle ajoute
que cela lui donnait une allure bizarre et « peut-
être même équivoque », le dernier mot lancé avec
l'énergie de Muret commandant l'attaque d'une
division ottomane.

L'homme n'était pas nul, avouons-nous dit. L'écrit-
vain non plus. Jusqu'à la visite de la folle Loti,
nous n'avions pas lu une ligne de ses livres, nous
nous y sommes mis, dévorant les volumes, ravis
de cette subtile d'un lecteur de vacances inat-
tendue, et sans vouloir nous constituer nous aussi
en « défenseur des causes perdues », nous déci-
rons que le mépris rigoureux dont Loti est aujour-
d'hui entouré nous paraît tout à fait injuste.
Aysadé est digne du jeune Barrès, *Pêcheur d'Is-
lande* fait pleurer à gros bouillons et, comme
dégommage d'un mythe et d'une mode (le Japon
de Goncourt et des Verdurins), *Mme Chrysanthe*
peut passer pour une manière de chef-d'œuvre.

Il trait même un peu trop loin, et si hardi
et curieux explorateur qu'il est Loti, si grand
journaliste aussi, il ne s'est jamais départi de ses
préjugés d'occidental à l'égard de l'Orient, moins
encore de l'Afrique, comme on peut le voir à
travers le *Roman d'un spahi* (qui, si l'on admet
le mélodrame, demeure un grand roman). Il n'a
pas le génie de Kipling, le don de se placer au
centre de l'histoire et de la culture d'un peuple.
Mais dans l'évocation de la musique, de l'archi-
tecture japonaises, des villages, des fleuves pro-
fonds de l'Afrique (une Afrique pré-coloniale),
quelle curiosité très moderne, où l'ethnologue appa-
rait derrière l'esthète, et quel don de faire voir à
Loti est le dernier des grands descriptifs de l'autre
siècle, avec moins d'art peut-être mais un plus
grand souci des faits. Le tout, descriptions et
dialogues, écrit dans une langue vive, rapide, aisée,
souvent excellente. Et cela à une époque où, au
confinement des chichis symbolistes et des lourdes
eaux du naturalisme, la prose française est loin
de vivre ses plus beaux jours.

Certes, une grande partie de l'œuvre de Loti
a vieilli sans retour : ainsi les *Désenchantées*, le
pessimisme qui ravage les dames des harems turcs
vers 1900 étant un sujet qui a perdu un peu, de
son actualité. Mais dans le loisir un peu bête
de l'été, au milieu de tous ces livres emportés par
devoir qu'on ne lira pas, on ne regrette pas de
s'être dit, *avec grâces* bien entendu : « et
pourquoi pas Loti ? »

— ANDRÉ FERMIGIER

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
A.T.P. s.a. au capital de 242.400 F

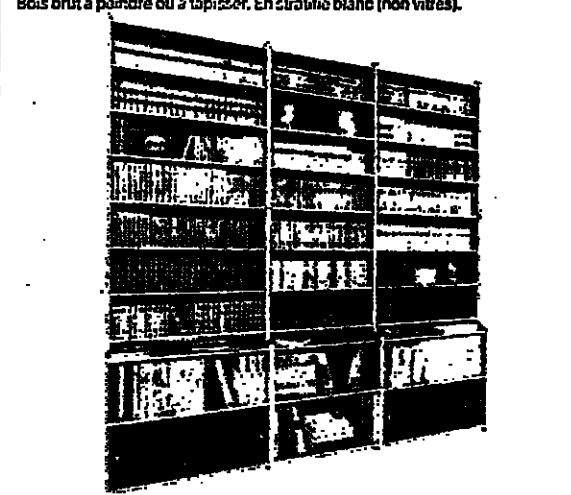
100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

par simple pose, sans aucune fixation
Du meuble individuel au grand ensemble

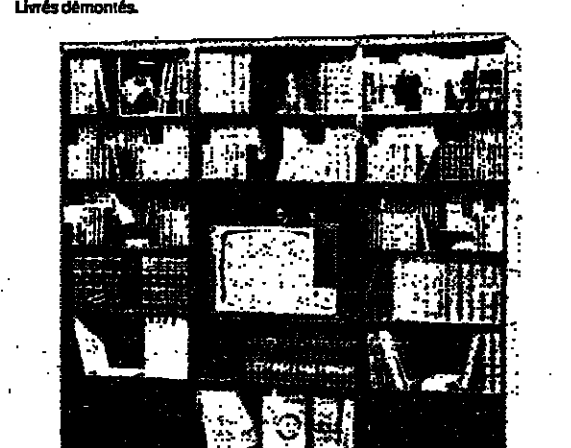
EXEMPLES DE JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION

MODELES STANDARD VITRES

Étagères en multiplex, montants en aggloméré bois (panneaux de particules)
placés sur un socle en bois massif, vernis collodique transparent, teinte jais
s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué.
Vitrines coulissantes avec onglets, bords droits.
Peuvent être exécutées en d'autres essences de bois ou présentation : Alno-
massif, Chêne, Sapin, Merisier.
Bois brut à peindre ou à tapisser. En stratifié blanc (non vitré).



JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE 6 MEUBLES STANDARD
VITRES DE DIFFÉRENTES PROFONDEURS
Sur 3 meubles juxtaposés de 30 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles
de 20 cm de profondeur, de même largeur, sans aucune fixation, par simple
pose.
Largeur de l'ensemble : 228 cm - Hauteur : 280 cm. Contenance : environ
800 volumes divers.
Livrés démontés.



JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR
Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 38 cm)
sans aucune fixation, par simple pose, permettant l'installation d'un poste
de télévision. Largeur de l'ensemble : 280 cm - Hauteur : 232 cm. Con-
tenance : environ 350 volumes (qui peut être augmentée par l'utilisation de
1/2 tablettes "bureau").
Livrés démontés.

BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES VITREES

Étagères en multiplex, montants en aggloméré bois (panneaux de particules)
placés sur un socle en bois massif, vernis collodique transparent, teinte jais
s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué.
Vitrines coulissantes avec onglets.
Différentes essences de bois.



JUXTAPOSITION DE GRANDS MODELES RUSTIQUES
Grâce à notre système exclusif de repousses amovibles par simple pose, sans
fixation.
Largeur de l'ensemble : 232 cm - Hauteur : 208 cm - Profondeur : 33 cm.
Contenance : 400 volumes.
Livrés démontés.

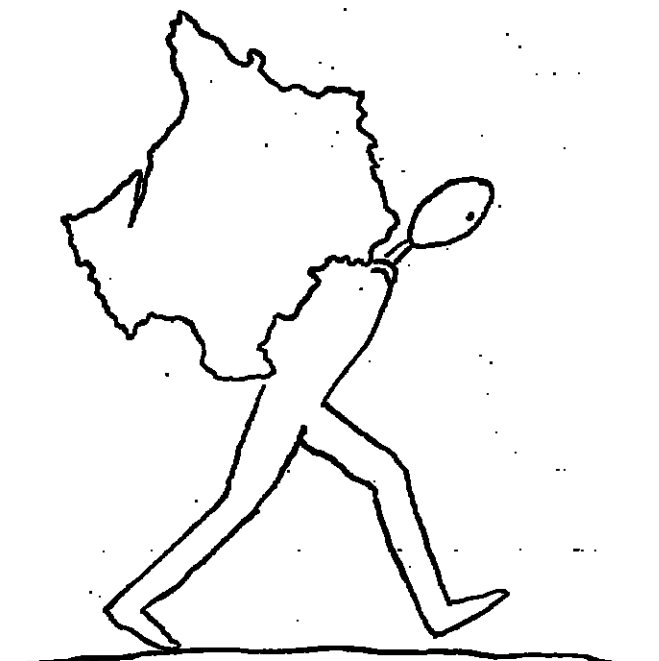
BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES

Réalisées en profilé aluminium anodisé brossé et en stratifié blanc ou noir.
Montants et traverses en aluminium. Pince d'assemblage brevetée A.T.P.
Pieds à vitrine placés noir. Montants et fonds en stratifié double face 8 mm.
Cristallins aluminium anodisés. Étagères réglables en aggloméré stra-
tifé double face 18 mm. Chant avant avec 1 aluminium encastré.



JUXTAPOSITION DE MODELES CONTEMPORAINES
Largeur de l'ensemble : 266 cm - Hauteur : 200 cm - Profondeur : 35 cm.
Contenance : 400 volumes.
Livrés démontés - montage très facile à l'aide d'une simple clé jointe.

HUMOUR : les vacances des Français



* Dessin d'ALEXAKIS.

Partir c'est pourrir un peu

POUIM ! En route ! Le *La martinière* apparaît. Les forçats fignolent leurs bouillottes, bouillent leurs chaînes, ferment le gaz, dégringolent le compteur bleu, piquent le chien, envoient le canari, prennent une brassée de chèques neufs qu'ils effeuillent à si vive allure aux stations-services de leur chemin de croix vacancier.

Ils ont rassemblé leurs appareils photo : ceux pour la couleur et ceux du noir et blanc, et aussi les appareils inamovibles qui complètent les appareils, ce formidable fourbi harnacheur destiné à tout bien flasher impeccable, rien laisser perdre d'images, éterniser pour « après » le bon bonheur poudré de la liberté à carreau, de la liberté à galerie montagneuse, de la liberté exotique, tarifiée, filandrière, à vitesse limitée, à remboursement social, et bien éternisée pour faire chier le destin, ce bougre ! Ils ont rien oublié, les gale-

L'équipement des habitudes

Le jamboree des pieds-nickelés ! Ma tente d'Homère ou de Pélasgus qui glinguole et tremousse sous les clairs de lune de la promiscuité où coulent en un farouche à qui mieux mieux les cagneux et les gagueuses, les saennies et les seigneurs de la sandalette dans un merveilleux feu au ciel d'artifice. Qui : ils sont partis, les épiéptiques escivants. Bourrés, bardés, guenardes, en panne, en nombre, cosma, contents, vibrants, blancs, décidés, mal veus, héroïques, et surtout, équipés !

Qa, surtout ! l'équipement des habitudes. Car une tortue en vacances conserve sa carapace. Il est imprudent, mais pas fou, Mister Holiday. Il connaît sa recette : chausser ailleurs sa façon d'être, rester chez soi tout pour se protéger du resta, se personnaliser en se confir-

Comme en 40...

Ainsi, une fois encore, une fois toujours, il est reparti, le vaillant, le fort, mon ami, mon frère. Parti sans laisser d'adresse puisque son adresse, il l'emporte avec lui, comme aux semelles de ses souliers le « tapiflex » de son séjour.

Il est allé à la conquête du grand privilège de ce siècle : il est allé chercher son dû, ce pèlerin indifférent aux paysages qui ne saurait que le trahir : ce rameur de galère dont les rames n'atteignent pas l'eau. Il est parti et revenu.

N'en est pas revenu d'être parti.

Il n'a pas de souvenirs, mais des photos : des photos-courtes qui le restituent au cours de sa glorieuse trajectoire. Lui, à table (y avait de la langouste), lui près de sa voiture, lui devant un mur nu, lui devant rien, lui derrière son ombre (car il raffole des effets spéciaux, sur-exposition, flous artistiques), lui avec sa progéniture, ses amis de rencontre qui lui ressemblent au point qu'il ne saura plus, dans un an ou dans cent, qui était lui ni qui les autres ! Il est parti, tous derrière et lui devant, ou tous devant et lui derrière, qu'importe. Il est parti comme en 40, exactement comme en 40, par les mêmes routes, avec les mêmes gens, pour fuir un envahisseur encore plus redoutable : l'ennui du jour né du jour d'avant. Parti avec le même hétéroclite matériel à exister, le



Un livre pour tous ceux qui naviguent, des débutants aux spécialistes par un des plus grands marins anglais, l'ancien premier ministre britannique.

BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé, 75006 Paris.

Cette vérité terrible

TENACE est la légende selon laquelle les Français prennent chaque année leurs vacances en juillet et en août. Il faut dire que la télévision, la radio et la presse écrite font de leur mieux pour accrocher ce mensonge. Le gouvernement, avec ses campagnes hypocrites en faveur de l'« étatement des vacances », entretient le mythe ; quant à l'opposition, ramène prudemment par l'imminence de son arrivée au pouvoir, elle se tait. Pourtant, la vérité devra bien éclater un jour puisque, à l'étranger, elle est déjà connue de tous. Cette vérité terrible, la voici : il y a quarante ans que les Français sont partis en congés payés, ils ne sont jamais revenus.

Bien sûr, la révélation peut paraître surprenante à première vue, mais elle résiste, hélas ! à l'examen des faits.

Et d'abord, inutile de chercher ailleurs une explication à la déroute de 1940. Nos militaires, dont ni la vaillance ni l'équipement n'étaient inférieurs à ceux de l'ennemi nazi, découvraient les joies de l'auto-stop tandis que les troupes allemandes dé-

filaient sur les Champs-Élysées désertées. D'ailleurs, par les Parisiens. Il suffit d'avoir sous les yeux des photographies de l'époque pour se convaincre que la circulation dans la capitale s'effectuait avec une fluidité tout ordinaire. D'autres vacanciers adeptes du plein air s'organisaient, tout en écoutant au clair de lune les tubes de l'été diffusés par la B.B.C., dont l'une des vedettes était le général de Gaulle alors en vacances à Londres. Cela, c'est de l'histoire, il paraît inutile de s'éterniser dessus.

L'étude de l'après-guerre est infiniment plus instructive. Voici, en vrac, quelques constatations. Qu'on en tire les conséquences ! Vacances en Indochine, vacances en Tunisie, au Maroc, en Algérie, se traduisant par le développement de sports nouveaux tels que la torture, le viol et le parachutisme, les loisirs favoris des Français restant placés sous le signe des « trois B » : la boisson, la bouffe et la bagatelle. Vogue de la littérature de gare. Importance grandissante des sondages d'opinion dont le rôle est de penser et de parler à la place des citoyens absents.

D'ailleurs, en 1976, les amis avec lesquels on joue le plus volontiers s'inscrivent sur un écran de télévision : les autres sont en vacances. Les femmes, oui, même les femmes avec lesquelles on noue et se dénoue les idylles les moins platoniques, n'existent ni à qu'au cinéma et dans les magazines. Plus d'enfants, non plus, cela est de notoriété publique et suffit à gâcher les vacances de Michel Debré.

A Mururoa, le temps était variable. On n'y pas lézardé pour y faire briller quelques milliers de soleils. On cite toujours Alais prédisant la construction de villes à la campagne : c'est fait. Le pont des Arts tombe en miettes : où sont les ouvriers chargés de le réparer ? En vacances. Les poinçonneurs de tickets de métro ont disparu, où sont-ils ? En vacances. Personne aux abattoirs de La Villette ? Les bouchers sont en vacances. Mme Clausen ? En vacances.

A quoi sert Concorde ? A partir en vacances. Pourquoi n'en vend-on pas ? Tout le monde est déjà parti et nul ne veut revenir.

Inflation ? Crise ? Chômage ? Je réponds vacances, vacances, vacances.

Mais alors, qui fait marcher la machine ? Comment se fait-il que l'on ne s'aperçoive de rien, qu'il y ait chaque année de nouvelles collections de la haute couture, une autre finale de la coupe de football, un Tour de France, et à Rambouillet, une rencontre des dix pays les plus riches du monde ? Et par-dessus tout, comment se fait-il que des lettres continuent à arriver ?

En bien, l'explication est très simple. On repasse sans cesse les mêmes bandes d'actualité, les mêmes films, les mêmes feuilletons. La public, qui les regarde d'un œil distrait, est rassuré : alors, la France sera toujours la France. Elle ne change pas. L'important, c'est la météo.

Et les lettres ? Ah oui, les lettres. Elles suivent. On n'écrit plus tellement aujourd'hui. Alors, on téléphone... Vous trouvez que le téléphone fonctionne bien, en France, vous ?

ROLAND TOPOR.

Ici, personne ne sait que tu as été un enfant

TU commences à rêver de ce mois de vacances bien réves bien plus souvent. Comme les prisonniers, tu comptes les mois, les jours. Tu es continuellement peur qu'un événement inattendu — un coup d'État, par exemple — ne t'empêche de rentrer dans ton pays.

Il faut reconnaître que tu n'es un peu habitué à vivre ici. Tant d'années ont passé depuis le jour où tu es débarqué pour la première fois à Paris, chargé d'une énorme valise blanche et de plusieurs sacs de voyage. Les rues de cette ville ne te blessent plus. Le patron du Sylvie-Bar t'appelle par ton prénom. Tu soutiens systématiquement les footballeurs français quand ils jouent contre une équipe étrangère. Sauf, naturellement, quand ils jouent contre une équipe de ton pays.

Les chansons qui parlent le mieux de toi, ici, presque personne ne les connaît. Tu les fais écouter à ta femme, qui est française, tu lui dis :

— Elles sont extraordinaires, n'est-ce pas ?

Elle dit oui, pour te faire plaisir, mais en fait elle ne les trouve pas vraiment terribles.

Tu parles français presque sans accent et tu t'écrites sans trop de fautes. Pourtant, tu as l'impression qu'il y a une partie de toi-même que tu ne pourras jamais traduire en français.

Ici, personne ne sait que tu as été un enfant.

La fièvre du retour te gagne dès les premiers beaux jours qui rappellent le climat de ton pays. Tu es des espèces d'hallucinations : en plein Paris, tu crois sentir l'odeur de la mer.

Tu fermes en a un peu assez de toujours passer les grandes vacances dans ton pays. Pour toi, il est hors de question que tu ailles ailleurs. Si jamais tu jettes ta femme par la fenêtre, ce sera sûrement lors d'une discussion sur les vacances.

Tu te dis parfois que ça vaut presque la peine de vivre à l'étranger pour connaître cette extrordi-

naire émotion que tu ressens quand tu n'es plus qu'à quelques kilomètres de la frontière de ton pays. Puis cette autre émotion qui t'attend au seuil de la maison de tes parents.

Il est vrai qu'il y a des moments où dans ton propre pays tu te sens un peu étranger. Tes amis font parfois allusion à des événements que tu ne connais pas, citent des noms connus de tous, que toi tu entends pour la première fois. Comme la réalité, la langue évolue : des mots nouveaux apparaissent, des mots anciens changent de sens.

Mais il y a surtout les autres moments. Ceux où, en paix avec toi-même, tu chemines léger vers le café où t'attendent les amis de toujours.

Si, pour les Français, un mois de vacances, c'est peu, pour toi, c'est encore moins. Ce n'est rien, et c'est en même temps ce que tu as de plus précieux.

VASSILIS ALEXAKIS.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Edition

— GUIDES RETRO. — Les Éditions Rosset, 134, rue Royale, 1000 Bruxelles, et 73, rue d'Anjou, 75006 Paris, font paraître une collection originale de petits guides illustrés évoquant la vie d'antan. « La Tour Eiffel au temps de M. Birel » et « Paris au temps des omnibus », par Georges Remy, sont les derniers sortis d'un catalogue qui comprend également « Le Vélodrome au temps des belles montgolfières », « L'automobile au temps des « taxicabs », « Le Cheval au temps des hauts-de-forme », etc.

Poésie

— LA COMMISSION « poésie » du Syndicat des écrivains de langue française (S.E.L.F.) s'est fixée trois objectifs au cours de ses récentes réunions : défendre les intérêts juridiques et sociaux des poètes ; accroître la présence de la poésie dans les universités, les théâtres et les maisons de la culture ; constituer une coopérative.

Revue

— LES CARIERS DU GRIF (Groupe de recherche et d'information féministe) publient dans leur n° 22 le premier volet d'un ensemble intitulé « Langues et femmes ».

On a remarqué des articles de Françoise Collin, Jacqueline Anheuser, Nancy Huston, et un admirable texte de Yves Tregan. Au sommaire du même numéro, une interview de Maria Antonietta Macleocchi sur le fascisme. (28 p., 14 F., Rue du Musée, 14, 1000 Bruxelles. Diffusion en France : Parallèle, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.)

POUR L'ÉTÉ

BRUNO DESCLOS LE PELEY :

L'Autouroute
Bruno Desclos le Peley fait une entrée en trombe sur l'autouroute littéraire. Gilles Pudjowski - Les NOUVELLES LITTÉRAIRES

ELIZABETH TEISSIER :

Ne brûlez pas la sorcière
« Même les gens qui sont contre, ne peuvent pas prendre ce livre à la légère. » Mémé Grégoire - R.T.L.

FRANÇOISE LEFEVRE :

L'Or des chambres
« Texte d'amour, mais aussi la délivrance de l'amour que l'Or des chambres, le second et très beau livre de Françoise Lefèvre. » Madeleine Chapsal - L'EXPRESS.

Dr GILBERT TORDJMAN :

Le dialogue sexuel
« Juste dans le ton, simple dans les mots, une parole profondément libératrice. » Jannick Jossin - L'EXPRESS

CHANTAL PELLETIER :

L'Octobre
« Lisez l'Octobre. Sachez regarder en face les enfants d'aujourd'hui. Et ne détournez pas les yeux. » P. Mertens - LE SOIR

FRANZ WEBER :

Des montagnes à soulever
« Un brillant plaidoyer contre l'Europe du béton. » LA GUEULE OUVERTE

CHEZ

Jean-Jacques Pauvert

divoir de Castel

SAINT GERMAIN MICHETTE

Next St GREENW VILLAI

EVERETT EISENBERG POINT SHOW ROSSMANN - LUXEMBOURG

4 LARX BOYHART

SOUP AUX CANARDS

هكازم الان

Festivals

LE « COSI » de Castelnaud

Une troupe de chanteurs, dont certains abordent leur premier rôle d'opéra, l'Orchestre philharmonique de Lille, ex-O.R.T.F., jamais descendu dans une fosse, et la cour d'un château en ruine, dont les treize-huit barons n'ont jamais, de l'an 1000 à la Révolution, manifesté un goût décidé pour le théâtre lyrique. Pas de scène, donc, ni, bien entendu, de décor. Une équipe de bénévoles a pris les choses en main, et lorsqu'on entre l'odeur du bois fraîchement coupé vient se mêler à celle des vieilles pierres et de la verdure envahissante. En guise de théâtre, une simple charpente de bois blanc posée sur une estrade ; comme décor, de grands voiles blancs ou noirs et des panneaux tournants : un conte imaginaire pour un lieu artificiel.

De prime abord, le cadre féodal ne semblait guère se prêter à cette école d'opéra. Les philosophes et libertins, fût-il divers, viennent au compte du ciel napolitain avec le Vésuve en toile de fond. Mais si, depuis trente ans, Cosi s'est fait à retrouver la place que son livret d'opéra a eue, absurde et frivole, lui avait longtemps fait refuser, ce n'est pas tout à fait par hasard. Ce qui nous plaît, c'est précisément l'apparence d'un monde d'opéra, symbolique, pure expérience de laboratoire, les mille nuances du grave au léger, d'une partition sans faiblesse et l'aspect « conte philosophique », à mi-chemin entre Diderot, Marivaux et le marquis de Sade. Tout y est, certes, convention, mais à ce point que, devenue artificielle, la convention s'annule elle-même : des pendules qui s'agitent sur le théâtre, « Un conte réécrit par un idiot et qui n'a aucun sens » : Da Ponte rejoint Shakespeare, tandis que les murailles brunes de Castelnaud évoquent le château d'Issenheim et l'étrange spectacle qu'on y donna un soir.

C'était sans doute tenter un rapprochement trop hardi, faire preuve aussi de trop de modestie : cette production légère, que bien des festivals qu'on pourrait envier, n'a coûté que 250 000 francs — avec un talent irritant, car le ciel aura seulement toléré une représentation, le vendredi soir, transformant, pour le 15 août, la cour en un lac artificiel parfaitement navigable. Ainsi, le lendemain, c'est à l'égale sous l'œil bienveillant, sinon charquois, des statues de bois doré, qu'on a rejoué Cosi fons tutte en oratorio.

On n'aura donc pu voir qu'une seule fois la mise en scène de Jean-Claude Auvray, si riche de détails (un peu trop parloirs), de nuances, mais les chanteurs en étaient à ce point imprégnés que l'esprit subsistait au concert, dans les regards, les sourires, la complicité et jusque dans l'intonation.

tant il est vrai qu'une direction d'acteurs bien menée infuse sur leur façon d'interpréter la musique.

De la distribution, très satisfaisante, et qui faisait appel à des interprètes ayant l'âge et le physique de leur rôle, on retiendra surtout Keith Lewis, jeune ténor anglais, idéalement mozartien, avec, dans l'air, l'aisance nécessaire, sans des éclats qu'on entend souvent et qui dissimulent mal un manque de moyens ou de contrôle. Udo Reinman et Karin Rosati faisaient ici leurs débuts sur scène avec, semble-t-il, autant d'aisance ; si le rôle de Guglielmo s'accommodait mieux d'une voix un peu plus méditerranéenne, celui de Despina retrouvait ici une fraîcheur authentique que tant de sourdes rumeurs nous avaient fait oublier. Renée Anghen incarnait Fiordiligi, pour la première fois avec un bonheur qui ira en s'affinant quand elle aura vaincu les dernières difficultés d'une partition où elles s'accrochent à plaisir. Beatrice Haldas (Donabella), dans l'ensemble, se montre plus égale.

Choisi pour les accompagner, l'Orchestre philharmonique de Lille, sous la direction de son chef Jean-Claude Casadesu, a montré le niveau que peut atteindre une formation régionale lorsqu'elle accepte un travail intensif et se croit encore perfectionniste.

Si une mise en scène pouvait se décrire, celle de Jean-Claude Auvray mériterait de longs développements ; on dira donc seulement qu'elle se situe parfaitement dans le prolongement de son idée directrice : le théâtre sur théâtre. Ni belle ni convenablement tragique, elle réalise un contrepoint heureux avec les décors de Bernard Arnould : dans un lieu fictif où tout doit servir la démonstration, la sensibilité des êtres, des deux femmes surtout, se donne libre cours avec un naturel et une aisance rares à l'opéra. Mais, dès le second tableau, dans la chambre de Fiordiligi, de Donabella, on comprend que ces draps blancs tapissant les murs et le plafond sont moins un souvenir de Laveille ou une idée décorative que l'expression d'un univers à la fois très pur et exclusivement érotique. Le noir qui succède (Despina, fidèle aux ordres, obscurcit toute la pièce) n'est ni plus directement réaliste ni plus gratuit : parmi les tableaux particulièrement suggestifs à ce point de vue (le décor devenant état d'âme), il faut surtout citer le réticent désespéré de Ferrando devant la toile de fond du jardin à moitié baissée : le monde a basculé, les illusions s'en vont.

GÉRARD CONDE.

SAINT-GERMAIN HUCHETTE

Paul Mazursky se souvient du « Village » à New York dans les années 50. C'était la poésie, les bars, et la grande aventure.

PAUL MAZURSKY'S
NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE

LEO McCAREY

« Musique ouverte » à Châteaullon

« Remember Rockefeller at Attica », a dit Charlie Mingus, l'homme-contrebasse. Puis il a regardé son double, Darius Rich-mond, derrière ses lunettes qui en disent long, et il se sont sou-venus avec les autres membres du quintette. Les pianistes de l'orchestre, après toujours sur la lettre de son nom : « Danny M-1-K-O-N ». Ils ont justement joué — Mingus n'a pas la mémoire courte — Fables of Nixon et Richmond, pendant le morceau, a littéralement craché « Nixon ! », « Rockefeller ! », en ajoutant sur leur compte des choses extrêmement douces. A l'origine, il s'agissait de « fables » sur un sinistre politique du sud des Etats-Unis nommé Fandus, mais qui connaît encore ce gouverneur ségrégationniste en France, à Toulouse, à Châteaullon ?

On trouve aussi un Ford dans l'orchestre de Mingus, depuis trois mois, mais lui joue du saxophone ténor, il se prénomme Ricky, il est âgé de vingt-deux ans, il vient de la formation de Mercer Ellington, le fils de Duke : le premier thème du concert, c'était So long Harry Carney, l'une des admirables figures du jazz américain disparu. Mingus, avec un son énorme et le sourire amer, ironique et lointain, c'est Jimmy Forrest qui jouerait les figures d'Orson Welles en pensant à Malcolm X.

Le public qui garnissait le Théâtre méditerranéen de Châteaullon, des gradins à la scène, comprise, a été très sage et très respectueux des vieux souvenirs de l'auteur de Moins qu'un chien. On aurait bien aimé qu'il joue un peu plus, mais on ne sait pas pourquoi on restait sur la même impression d'insatisfaction que celle produite par le sextet Is-plingo qui l'avait précédé : un concert sud-africain, surtout l'été Mike Osborne et le pianiste Keith Tippett poussé par Harry Müller, bassiste, leader et auteur des thèmes, et Louis Moholo, le batteur, cela était bien qu'ils fussent

soigner l'ethnique. Certains nomment cela l'esprit de Soneto, allez comprendre.

Bref, tout s'est passé dans l'ordre, et la politique n'a pas dépassé les limites de la dernière scène autorisée de l'été. Sur la vieille banderole répétée, où l'on distingue encore le sigle de l'O.R.T.F. défunt, « Musique ouverte a pris la place de « Jazz à Châteaullon ».

En 1973, l'une des grandes manifestations européennes de jazz était morte, étouffée sous la poussée de la démographie galopante et resquilleuse, le rythme binaire des « Lip » et la motion rockée d'une municipalité accueillant mal un festival de musique noire. En 1976, personne ne s'est boussulé pour entrer, et l'été, on a accueilli gracieusement ceux qui écoutaient dehors sans voir et sans payer.

Maintenant commencent les ateliers dirigés par Steve Lacy, Daniel Humair, Henri Texier, Manuel Villard, Jean-Louis Chautemps, quant à lui, parlera à ses élèves de l'improvisation sérielle (méthode Jean Picard) de la mise en scène parthénoprosodie de la tyrannie du logos, des pulsations de mort et principe de plaisir. Il y aura l'ensemble musique vivante, dirigé par Diego Masaru, des musiciens de l'Inde et du Né, mais aussi Sun Ra et l'Art Ensemble. Cela ressemble un peu à un conservatoire. Jean-Louis Chautemps entretiendra aussi ses stagiaires du « saxophone comme arme ».

YVES BOURDE.

* Renseignements : Orléans, 32-11-76.

UGC MARBEUF - VENDOME - STUDIO RASPAIL
OMNIA - NORD CINÉMA - JEAN RENOIR - UGC ODÉON
CINÉVOG - PASSY - ARTEL Rosny - CYRANO-Versailles
UGC Roissy - BOBIGNY II Bobigny



Ce ton, qui est inimitable, Monicelli le pratique, pour son compte, avec une finesse aussi éloignée du grotesque de Dino Risi que des élégantes arabesques de Luigi Comencini. Du chaud au froid, de l'humour à la gravité, Monicelli fait vibrer une gamme de rires et d'émotions, de profonde humanité, qui nous rend proches — complices — de ces hommes de quarante, quarante-cinq ans, échoués à trouver le plaisir de vivre dans les plaisanteries d'une adolescence lointaine, dépassée et pourtant si chère qu'elle en devient, aux portes de la mort redoutée, une innocence recréée sur une dernière farce.

JACQUES SICLIER.

* Quartier Latin, Dragon, Elysées-Lincoln, Mont-Carlo (v.o.), Impérial-Palace, Saint-Lazare - Paquebot, Nation, Montparnasse - Pathé, Gaumont - Convention, Caravelle - Pathé (v.o.).

INCENDIE A LA MAISON DE LA CULTURE DE SAINT-ETIENNE

Un incendie a ravagé, dans l'après-midi de mardi 17 août, le Théâtre Copeau de la maison de la culture et des loisirs. Celle-ci, en raison des travaux de réparation, sera fermée jusqu'au 24 août. La date de réouverture du Théâtre Copeau n'est pas connue. Un luminaire qui s'était détaché du plateau a mis le feu à un fauteuil. Les flammes se sont propagées aux rangées voisines, puis à la moquette et au tissu du revêtement mural. — (Corresp.)

EN VERSION ORIGINALE
ELYSEES POINT SHOW
3 HAUSMANN - LUXEMBOURG



Actuellement sur les autobus...
A partir du 25 Août dans les cinémas

UN HITCHCOCK diaboliquement divertissant
COMPTON DE FAMILLE

UN FILM UNIVERSAL DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

**Profitez de Paris
au mois d'août:
vous partirez
au Club
en Septembre.**

**Club
Méditerranée**

86, Champs-Élysées, Paris 8^e
Place de la Bourse, 75003 Paris Cédex 02
Tél. 266.52.52
1000 Bruxelles, rue Ravenstein, 58
Genève 26, quai Général Guisan
Agence Havas Voyages de votre ville

MONTE-CARLO (v.o.) - ÉLYSÉES-LINCOLN (v.o.) - QUARTIER
LATIN (v.o.) - DRAGON (v.o.) - IMPÉRIAL (v.o.) - NATION (v.o.)
MONT-PARNASSE-PATHÉ (v.o.) - SAINT-LAZARE-PASQUIER (v.o.)
CONVENTION-GAUMONT (v.o.) - CLICHY-PATHÉ (v.o.) - BELLE-
ÉPINE - MULTICINE Champigny - TRICYCLE Asnières - FRANÇAIS
Enghien - VELIZY 2 - GAUMONT-EVRY - PARLY 2

MULTICINE présente PHILIPPORETTI-UGO TOGNAZZI
GASTON MOSCHINI
BERNARD BLIER




Mes Chers Amis

— DUBOIS DEL PRETE - OLGA KARLOS
— SEVIA DIONISIO - FRANCA TAMANTINI - ANGELA GOODWIN
— MILENA VUKOTIC - ADOLFO CUBI

venez enfin voir ce que rire veut dire!

CONCORDE - BALZAC ÉLYSÉES - GAUMONT LUMIÈRE - GAUMONT CONVENTION
MONT-PARNASSE 83 - CLUNY PALACE - PANTHÉON - VICTOR HUGO
OMNIA BOULEVARD - CLICHY-PATHÉ
périphérie : ARTEL Nogent - ULIS Orsay - FLAMARES Sarcelles - ALPHA Argenteuil
GAUMONT Evry - PARLY 2

SAMY FREY
ANN ZACHARIAS



Mia

de NELY KAPLAN
avec EMMANUELLE ARSAN

Scénario et dialogues NELY KAPLAN - JEAN CHAPOT
Montage et montage sonore ANDRÉ WERNER - Montage et montage sonore ANDRÉ WERNER
Intéret aux Bureaux de 18 ans

MARIGNAN PATHE - GAUMONT OPERA - CLICHY PATHE - GAUMONT SUD - GAUMONT GAMBETTA
CLUNY PALACE - MONT-PARNASSE PATHE - PARLY 2
ULIS Orsay - ALPHA Argenteuil - PATHE Champigny - EPICENTRE Epinay - AVIATIC Le Bourget - CLUB
Maisons-Alfort - GAUMONT Evry - PARAMOUNT ELYSEE La Celle-Saint-Cloud

LOUIS DE FUNÈS un film de GÉRAUD OURY YVES MONTAND



LA FOLIE DES GRANDES

هنا من الأهل

SPECTACLES

théâtres

Antoine, 20 h. 30 : le Tuba.
Cieuvre des Silences, 21 h. 45 : le
Maître de Santiago.
La Bruyère, 21 h. : Mangeront-ils ?
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Montparnasse, 22 h. 30 : le Lait de
Sarabba.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : l'Amant
arabe ; 22 h. 15 : le Voyage avec
la drogue.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme
à homme.
Théâtre du Marabout, 20 h. 30 :
Ariéquin poli par l'amour.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Cha-
mailla.

Festival estival

Bateau-Musique, 18 h. 30 : Quintette
Guy Yvon.
Musée de Cluny, 18 h. 30 : Baryton
Trio (Haydn).
Faubourg de Cluny, 20 h. 30 : Récital
de violon Lubov Yordanoff (Rach).
Palais-Royal, 21 h. 30 : Paristory.

Les opérettes

Robino, 20 h. 30 : Croisière d'amour.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : May-
flower.

Les cafés-théâtres

Au Vrai Chic parisien, 22 h. 15 :
Pendant les travaux, la fête
continue.

cinémas

Les films marqués (*) sont
intéressants aux moins de quinze ans.
(**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Eros + Massacre,
d'Y. Yoshida ; 18 h. 30 : Vivre sa
vie, de J.-L. Godard ; 20 h. 30 :
Western Union, de P. Lang ;
22 h. 30 : Warlock d'E. Dmytryk ;
0 h. 30 : Retour du bicentenaire
des U.S.A. : Saturn of the Texas,
de D. Davis.

Les exclusivités

A NOUS LES PETITES ANGLAISES
(Fr.) : Marignan, 8^e (330-82-82).
França, 9^e (770-33-88).
L'APPRENTISSAGE DE DUDLEY
KRAVITZ (A. v.o.) : U.G.C.-Mar-
boul, 8^e (225-47-19), Olympia, 14^e
(782-91-42).
L'ARLENTIN DE POCHER (Fr.) : Ciné-
ma de Saint-Germain, 8^e (333-10-
62).
AU FIL DU TEMPS (A. v.o.) : Le
Marais, 4^e (278-47-86).
CADAVERES EXQUIS (It. v.o.) :
U.G.C.-Marboul, 8^e (225-47-19),
Studio Alpha, 9^e (033-39-47) ;
v.f. : Paramount-Opéra, 9^e (073-
34-37), Paramount-Montparnasse,
14^e (232-22-17).
LES CATHOLIQUES (LE VISITEUR)
(A. v.o.) : Quintette, 8^e (033-35-
40).
CHANTONS SOUS L'OCCUPATION
(Fr.) : Gaumont-Convention, 15^e
(222-27-21).
C'EST ARRIVÉ ENTRE MIDI ET

Irrevocablement, la der-
nière représentation, au
Théâtre La Bruyère, de
« Mangeront-ils ? », de
Victor Hugo, aura lieu
samedi prochain 21 août,
à 21 h. Location 874-
76-99 et agences.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 19 août

Blanc-Manteau, 20 h. 45 : les
Jeunes ; 22 h. : les Comédiens de
l'espace ; 23 h. : A. Brice et
B. Santa.
Café d'Edgar, salle 1, 22 h. : Magi-
comédia - Salle 11, 22 h. 30 :
Deux Suisses au-dessus de tout
suspens.
Café des Miracles, 20 h. 45 : Pierre
et Marc Jolivet ; 22 h. : Élisane
Reinle.
Le Palais, 20 h. 30 : l'Orchestre.
Fête Casino, 21 h. 30 : TV descend
la poubelle ; 22 h. 30 : J.-C. Mon-
tella.
Café de la Gare, 22 h. : A nos chers
départes.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Line.
Concert Mayol, 21 h. 15 : Nu à
Paris.
Elysee-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire
d'opéra.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à
la folie.
Moulin-Rouge, 22 h. 30 : Follement.

Les films nouveaux

ACTES DE MARIUS, film mexi-
cain de M. Lelievre (v.o.) : V.o.
Quintette, 8^e (033-35-40), Ré-
sistance - Lincoln, 8^e (330-82-82),
14-Juillet, 11^e (337-90-81).
14-Juillet, 11^e (337-90-81).
Olympia, 14^e (782-91-42) ; v.f.
Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (337-
35-43), Nation, 12^e (343-04-77).
COMMENT ANNONCER CA AUX
COUPAINS, film américain de
R. Munching - V.o. : Bulbo-
quet, 8^e (222-27-21).
DEMAIN LES HOMMES, film fran-
çais de J. Poirault - Impé-
riale, 8^e (333-10-62), Élysée-
feuille, 8^e (782-91-42), Olympia,
14^e (782-91-42), Gaumont-
Convention, 15^e (222-27-21).
LES CHÈRES AMIS, film italien
de F. Germi - V.o. : Quartier-
Latin, 8^e (225-47-19), Dragon,
8^e (225-47-19), Élysée-Lincoln,
8^e (333-35-43), Monte-Carlo, 8^e
(222-27-21) ; v.f. : Impérial, 8^e
(222-27-21), Gaumont-Conven-
tion, 15^e (222-27-21), Nation,
12^e (343-04-77), Montparnasse-
Pathe, 14^e (232-22-17), Gau-
mont-Convention, 15^e (222-
27-21), Clichy-Pathe, 15^e (222-
27-21), Victor-Euro, 15^e (727-
46-75).
NEA, film français de Nelly Ka-
plan (v.o.) : Omnia, 2^e (231-
38-38), Cluny-Palace, 8^e (033-
39-47), Parthénos, 8^e (333-
39-47), Montparnasse-83, 8^e (344-14-27),
Balzac, 8^e (333-39-47), Mari-
gnan, 8^e (333-39-47), Gaumont-
Lumière, 8^e (770-34-37), Gau-
mont-Convention, 15^e (222-
27-21), Clichy-Pathe, 15^e (222-
27-21), Victor-Euro, 15^e (727-
46-75).
FRATRES ET GUERRIERS, film
français de J. Chavani - V.o.
Luzembourg, 8^e (333-39-47),
Maurice, 8^e (225-47-19) ; v.f. :
A.O.C. 9^e (225-47-19), France,
12^e (331-35-88), Gaumont-Sud,
14^e (331-35-88), Clichy-Pathe,
15^e (222-27-21).
COLÈRE FROIDE, film améri-
cain de J. Demme, v.o. : Bal-
zac, 8^e (333-39-47) ; v.f. :
Gaumont-Madeleine, 13^e (333-
39-47), Faubourg, 13^e (333-
39-47), Cambronne, 15^e (734-
42-90), Clichy-Pathe, 15^e (222-
27-21), Gaumont-Gambetta, 20^e
(787-02-74).
COMMENT TU-KONG DÉPLAÇA
LES MONTAGNES (Fr.) : Saint-Ar-
dré-des-Étoiles, 8^e (330-82-82).
CRIA CUEVROS (Esp. v.o.) : Élysée-
feuille, 8^e (782-91-42), Élysée-
Lincoln, 8^e (333-35-43), 14-Juillet,
11^e (337-90-81) ; v.f. : Saint-Lazare-
Pasquier, 8^e (337-35-43), Montpar-

blis - Champs-Élysées, 8^e (732-
78-23) ; v.f. : Paramount-Gaîté, 13^e
(335-85-34).
LE VOYEUR (A. v.o.) : Haute-
feuille, 8^e (333-35-43).
WHITE ZOMBIES (A. v.o.) : Olympia,
14^e (782-91-42).

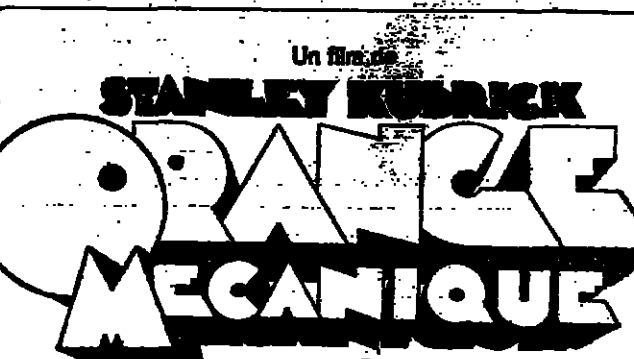
Les festivals

C. SAURA (v.o.), Studio de la Harpe,
8^e (033-39-47) ; la Croix du An-
tiquaire.
INÉDITE INCONNU, RARES (v.o.),
la Cité, 8^e (337-02-30).
MELO-MOIS (v.o.), Artistic-Voltaire,
11^e (770-15-15) ; 13 h. : la Croix
sur un toit brûlant ; 14 h. 45 :
Dieu seul le sait ; 15 h. 30 : Tant
qu'il y aura des hommes ; 16 h. 30 :
la Loi du Seigneur ; 21 h. : les
Bains de Sturvent ; 23 h. : Doux
ciseaux de jeunesse.
M. BRANDO - P. NEWMAN (v.o.),
la Pagode, 8^e (782-13-13) ; Lucky
la nuit, 13^e.
R. SEATON, La Marra, 8^e (378-
47-88) ; Collège.
T. SEIGMAN (v.o.), Rector, 8^e
(033-45-71) ; P.O.U. du diable.
W. ALLEN (v.o.), Studio Logos, 8^e
(033-45-71) ; Friends : femme et
tiro-cul.
FRÈRE CINEMA AMÉRICAIN (v.o.),
la Cité, 8^e (337-02-30).
13 h. : Easy Rider ; 14 h. 30 : On
apprend de la vie ; 15 h. : Jéré-
mie Johnson ; 22 h. : Bonheur
Clyde.
VICONTI (v.o.), Boite à Hémé, 17^e
(784-31-50) ; 18 h. 45 : Visions
et pastorales ; 19 h. : les Dames ;
21 h. 45 : Mort à Venise.
F. ASTAIRE (v.o.), Mac-Mahon, 11^e
(330-34-81).
LES CHÈRES-AMIS DE WALT
DISNEY (A. v.o.) : Saint-Germain-
Pathe, 8^e (333-35-43), Gaumont-
Théâtre, 14^e (232-22-17), La Royale,
8^e (225-47-19), Concorde, 8^e (330-
82-82), Gaumont-Sud, 14^e (331-
35-10), Montparnasse-Pathe, 14^e
(232-22-17), Cambronne, 15^e (734-
42-90), Clichy-Pathe, 15^e (222-27-21),
Gaumont-Gambetta, 20^e (787-02-74).

Les grandes reprises

ALEXANDRE LE BIENHEUREUX
(Fr.) : Marignan, 8^e (330-82-82).
Hansmann, 8^e (770-47-55), No-
tambule, 8^e (333-35-43), P.L.J.,
Saint-Jacques, 14^e (232-22-17).
Montparnasse-Bienvenue, 13^e (344-
25-02), Clichy-Pathe, 15^e (222-
27-21).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A. v.o.) : Kinopanorama, 15^e
(333-35-43), République, 17^e (330-
41-45) ; v.f. : Bonaparte, 8^e (330-
41-45), Hansmann, 8^e (770-47-55).
BELLE DE JOUR (Fr.) : Concorde,
8^e (330-82-82).
M. L'ODYSSEE DE L'ESPACE (A. v.o.) :
v.o. : Gaumont-Théâtre, 14^e (232-
22-17), Gaumont-Élysées, 8^e (330-
82-82) ; v.f. : Gaumont-Élysée-Cau-
chois, 8^e (330-82-82), France, 14^e
(770-33-88), Faubourg, 13^e (331-35-10).
DANCING LADY (A. v.o.) : Anton
Christine, 8^e (333-35-43).
ET POUR QUELQUES DOLLARS DE
PLUS (It. v.o.) : Daumesnil, 12^e
(333-35-43).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Studio des Ursulines, 8^e (333-35-19).
BELLAZOPPEN (A. v.o.) : Studio
Alpha, 9^e (033-39-47).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) :
Studio Clichy-Cour, 8^e (333-35-43).
IL EST UNE FOIS DANS L'OUVERT
(It. v.o.) : Élysée-Pont-Neuf, 8^e
(222-27-21).
IL ÉTAIT UNE FOIS LA REVOLU-
TION (It. v.o.) : Miramar, 4^e (335-
41-42), Secours, 15^e (206-71-32).
LE LAURÉAT (A. v.o.) : U.G.C.-
Odéon, 8^e (232-22-17), U.G.C.-Mar-
boul, 8^e (225-47-19), v.f. : Mont-
parnasse-Bienvenue, 13^e (344-25-02),
Rio-Opéra, 8^e (742-85-64).
LES PLUS BELLES ANNEES DE
NOTRE VIE (A. v.o.) : Balzac, 8^e
(333-39-47), v.f. : Saint-Germain-
Pathe, 8^e (333-35-43), v.f. : Pa-
ramount-Opéra, 8^e (073-34-37), Pa-
ramount-Mallot, 17^e (734-34-34).
MA VACHE ET MOI (A.) : Saint-Ge-
rmain, 8^e (333-35-43).
ROSEMARY'S BABY (A. v.o.) :
New-York, 8^e (770-47-55) (anti-
marx).
LA SOUPPE AU CANARD (A. v.o.) :
Lafayette, 8^e (333-35-43), v.f. :
Hansmann, 8^e (770-47-55).
ZIGZAG POLICE (A. v.o.) : Ac-
tuelle-Christine, 8^e (333-35-43).

Un film de
STANLEY KUBRICK



ORANGE MÉCANIQUE

Distribué par Warner-Columbia Film. INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

STYX (v.o.) - IMPÉRIAL (v.f.)
PARAMOUNT Le Varenne (v.f.)

Mercredi 25 Août
La rencontre
VADIM / KRISTEL
une femme fidèle
Le grand événement de la rentrée

logistique commerciale

INGÉNIEUR

RESPONSABLE COMPTABILITÉ
PRIX DE REVIENT

Société Immobilière
BUREAUX : ROUEN

INGÉNIEUR

L'IMMOBILIER	La Rgne	La Rgne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITÉS	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERFERED

offres d'emploi

CARNET

Décès

Thomas RAUCAT

Mme Roger Foidatz, M. et Mme Philippe Hellbronn et leurs enfants, Mlle Claudine Foidatz, M. et Mme François Bédier et leurs enfants, M. et Mme Xavier Los et leurs enfants, M. et Mme Emmanuel Foidatz et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger FOIDATZ, leur époux, père et grand-père, ancien élève de l'École polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 14 août 1976, à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le mardi 17 août, en l'église Saint-François-de-Sales, Paris (17^e).

Un recueil de nouvelles, « Loin des blondes », dont l'action se situe au Japon et en Chine, devait suivre en 1976. M. Thomas Raucat avait ensuite collaboré au « Crapouillot ».

Raphaël SALLER

Les familles Saller, Ballony ont la douleur de faire part du décès de

M. Raphaël SALLER, gouverneur de la France d'outre-mer, ancien sénateur, ancien ministre de la République de Côte-d'Ivoire,

survenu le 17 août à l'hôpital américain de Neuilly, à Paris.

Les obsèques seront célébrées dans la plus stricte intimité, le mardi 23 août, à 14 heures, en l'église de l'avenue de la République, Neuilly-sur-Seine.

Il était né le 17 septembre 1897 à la Martinique. Raphaël Saller débuta dans l'administration coloniale en 1920, affecté dans les services civils de l'Afrique occidentale française (A.O.F.). Il servit successivement en Guinée, puis au Cameroun, où il occupa le poste de directeur des finances lorsque éclata la deuxième guerre mondiale.

Il rallia immédiatement la France libre, et M. René Pleven, commissaire aux colonies, le nomma gouverneur par intérim de la Côte-d'Ivoire. Directeur de cabinet de M. Pleven à Alger, puis à Paris, il joua un rôle décisif dans la création du Fonds de développement économique et social (FIDES), ancêtre de l'actuel Fonds d'aide et de coopération (FAC). En 1948, il représente la Guinée au Conseil de la République, puis poursuivit sa carrière politique en Côte-d'Ivoire comme député à l'Assemblée législative, puis à l'Assemblée nationale jusqu'en novembre 1960.

D'abord ministre du Plan, de mai 1957 à avril 1959, il devint ministre des finances, des affaires économiques et du Plan, poste qu'il conserva jusqu'en janvier 1960. Il fut l'instigateur de la politique libérale qui devait être poursuivie après son départ, et qui est à l'origine du « miracle économique ivoirien ».

Retiré à Paris depuis dix ans, Raphaël Saller était très estimé par le président Félix Houphouët-Boigny, qui avait d'ailleurs personnellement pris le porteur de sa candidature à l'Assemblée nationale, avant de le remettre à M. Henri Konan Bédié.

— La générale Descarpentz, le baron et la baronne Charles de La Barre de Nanteuil, le docteur et Mme Jean Arrighi de Casanova, ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Madeleine DESCARPENTZ, leur fille, sœur et belle-sœur, survenue à Paris, le 10 août.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Jacques de Compiègne, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, le lundi 16 août 1976.

Cet avis tient lieu de faire-part. 12, rue des Dames-Augustines, 92200 Neuilly-sur-Seine. C.M.C. 30240 Le Grand-Roi.

— M. et Mme Jean de Soto, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Jean Moriceau, les familles de Saller et de Saller, ont la douleur de faire part du décès de

M. de SOTO, survenu le 12 août, à Aubeter-sur-Dronne (Charente).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église d'Aubeter.

— Mme Elie Tubiana et ses enfants, Annie, Nadia et Roland, M. et Mme Raoul Tubiana, M. et Mme Raymond Slama, M. et Mme Albert Timsit, M. et Mme Hector Habib, M. et Mme Serge Habib, ont la douleur de faire part du décès de

M. de SOTO, survenu le 12 août, à Aubeter-sur-Dronne (Charente).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église d'Aubeter.

— M. et Mme Jean de Soto, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Jean Moriceau, les familles de Saller et de Saller, ont la douleur de faire part du décès de

M. de SOTO, survenu le 12 août, à Aubeter-sur-Dronne (Charente).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église d'Aubeter.

— M. et Mme Jean de Soto, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Jean Moriceau, les familles de Saller et de Saller, ont la douleur de faire part du décès de

M. de SOTO, survenu le 12 août, à Aubeter-sur-Dronne (Charente).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église d'Aubeter.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

DEVANT LES SALARIÉS DE LA SNIAS

M. Marchais : plus que jamais il faut nationaliser l'industrie aéronautique et aérospatiale

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, s'est rendu, le mercredi 18 août, à Châtillon-sous-Bagneux (Bardos-de-Seine) où il s'est adressé aux employés, techniciens et cadres de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), division engins tactiques.

Après avoir affirmé que la situation actuelle de l'aéronautique française était le « résultat de la politique de renoncement et d'abandon national » menée par le gouvernement, et rappelé la situation critique des ateliers de Châtillon-sous-Bagneux et des bureaux de Suresnes de la SNIAS, M. Marchais a notamment déclaré :

« Le terme de cette politique est la mise en tutelle de notre industrie aéronautique, sa transformation en sous-traitant des grandes sociétés américaines. C'est donc la liquidation du potentiel de développement scientifique, technologique d'une industrie nationale de pointe indispensable à la sauvegarde de l'indépendance nationale (...). »

« Plus que jamais, à poursuivre le secrétaire général du P.C., il convient de nationaliser l'ensemble de l'industrie aéronautique et aérospatiale comme le demande la proposition de loi déposée par le groupe communiste. C'est la seule solution pour qu'une situation d'abandon progressif ne se développe pas. »

« Nous réclameons par ailleurs : un débat à l'Assemblée nationale sur l'ensemble de la politique aéronautique menée par le pouvoir ; la poursuite du programme Concorde et des générations futures d'avions ; la mise sur pied

d'autres programmes d'aviation civile ; le refus de toute sous-traitance faisant bénéficier les firmes américaines de la technologie française et au contraire le développement d'une coopération internationale dans l'égalité des droits et la réciprocité des avantages avec tous les pays qui seraient intéressés, ceux de la C.E.E., les pays en voie de développement, les pays socialistes et aussi les États-Unis. »

Après cette déclaration, M. Marchais a répondu aux questions de quelques deux à trois cents personnes sur l'ensemble des problèmes politiques, économiques et sociaux d'actualité.

EN HAUTE-VIENNE, les cent dix-sept ouvriers des Ateliers de Montmorncy (mécatronique) à Châteauponsac, soutenus par le syndicat C.G.T., protestent contre le non-paiement de leurs salaires de la deuxième quinzaine de juin et du mois de juillet. Après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise et sa mise en vente sans résultat (aucun acquéreur ne s'étant présenté) les ouvriers avaient poursuivi la réalisation de commandes en cours, qui ont été livrées. Ils réclament le paiement de ce travail. Après une démarche des élus socialistes et communistes de la région à la préfecture de la Haute-Vienne pour demander que le dialogue soit renoué entre les représentants des salariés, le syndicat et le président du tribunal de commerce, une manifestation devait avoir lieu ce jeudi 19 août, à Châteauponsac. (Corresp.)

SÉCHERESSE

Six mille agriculteurs ont manifesté à Périgueux

Six mille agriculteurs de Dordogne et des départements voisins du Centre et du Sud-Ouest (une quinzaine au total) ont manifesté mercredi 18 août à Périgueux (Dordogne). Ils répondaient à l'appel lancé par le comité de Guéret auquel s'étaient associées les autres organisations agricoles, les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O., plusieurs partis de gauche, les chambres de commerce de Périgueux et de Bergerac, le GID-UNATI et le syndicat des détaillants de l'alimentation.

Les manifestants, après s'être regroupés dans la matinée dans divers points de rassemblement aux quatre coins du département, ont convergé, en cortège de voitures, vers le centre de Périgueux où un meeting était prévu. Les représentants de toutes les organisations agricoles, nous signale notre correspondant, ont souligné la gravité de la situation actuelle, précisant toutefois que la sécheresse, tout en aggravant la situation, ne devait pas servir d'excuse à la dégradation de l'agriculture qui est d'origine économique. M. Roland Viel, président du comité de Guéret, a, pour sa part, rappelé les revendications de son

organisation : revalorisation des prix agricoles et retraite égale à 65 % du SMIC pour les agriculteurs âgés. Les manifestants ont ensuite défilé dans les principales artères de la ville où les commerçants avaient fermé leurs boutiques en signe de solidarité. Un incident a éclaté après la dissolution de la manifestation, devant la préfecture où une centaine de manifestants sont parvenus à introduire dans les jardins une vache faennelle symbolisant les « vaches maigres de l'agriculture ». Les agriculteurs, n'étant pas parvenus à suivre l'animal, se sont dispersés peu après sans autre incident. Le comité de Guéret a annoncé qu'il organiserait deux autres manifestations du même genre, l'une samedi 21 août à Maynac (Corrèze), l'autre le 7 septembre à Clermont-Ferrand.

LA FÉDÉRATION RÉGIONALE LAITIÈRE RHONE-ALPES a appelé les producteurs à « envisager la préparation des actions qu'ils ont devoir entreprendre pour une valorisation substantielle du prix du lait ». La Fédération régionale depuis le 23 juin dernier, une augmentation de 20 centimes par litre.

DANS L'AUDRE, une trentaine de viticulteurs ont bloqué le 18 août pendant une heure le canal du Midi et la nationale 113 à Castelmorand. Cette action, organisée par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, était destinée à attirer l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes posés par la sécheresse dans la région. La Fédération a annoncé la poursuite des manifestations dans les jours qui viennent si le gouvernement ne reconnaît pas l'urgence de l'aide sociale agricole. (Corresp. part.)

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoire à la faculté d'agriculture

Le service des adjudications de l'Université invite les fabricants internationaux spécialisés en équipements de laboratoires désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de l'«University Tender Board», Alfateh University-Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est financièrement capable d'exécuter les travaux. Les documents d'adjudication ne seront vendus qu'aux fabricants qui auront présenté des candidatures écrites et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoires aux trois principaux blocs-laboratoires d'enseignement de la Faculté d'Agriculture, situés sur le campus universitaire, à environ 4 km est de Tripoli.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante dinars libyens). Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'«University Tender Board» pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

SOCIÉTÉ

Quatre syndicats de policiers demandent des moyens accrus pour lutter contre le racisme

Au cours d'une conférence de presse organisée le mercredi 18 août par le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, quatre syndicats de policiers — la Fédération autonome des syndicats de police ainsi que les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. de la police, qui représentent ensemble environ 85 % du personnel de cette administration — se sont élevés, dans une déclaration commune, contre tout acte de racisme et y compris lorsqu'il est le fait d'un des membres du personnel de la police.

Le porte-parole de la C.F.D.T. a critiqué la formation des personnels, affirmant que des membres de la police encore « marqués par des comportements » datant de la guerre d'Algérie enseignent le droit aux jeunes recrues dans les écoles. A la limite, a-t-il affirmé, il existe deux sortes de procédures pénales en France : l'une que l'on apprend dans les facultés et l'autre que l'on applique dans certains services de police.

Les quatre syndicats ont ré-

clamé de meilleurs moyens pour faire appliquer la loi de 1972 interdisant toute discrimination raciale, qu'ils souhaitent voir « appliquée » parmi les personnels de police. Les représentants de la C.G.T. a estimé que l'insuffisance des effectifs et l'utilisation de la police à des tâches autres que de sécurité publique — par exemple pour l'évacuation des usines occupées — sont les causes principales du défaut d'application de la loi de 1972. Il a cité des cas où, en hauteurs parisiennes, des plaintes déposées pour discrimination raciale n'avaient même pas été examinées par suite du manque de personnel dans les commissariats, car, parant au plus pressé, on s'y occupait seulement « des cas les plus graves, les crimes notamment ».

Pour sa part, le M.R.A.P. exprime sa « réprobation » devant la « manipulation statistique » du ministère de l'Intérieur « visant à faire croire que les étrangers sont plus impliqués que les Français dans le développement de la criminalité ».

هنا من الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Une facture de plus en plus lourde

(Suite de la première page.)

Globalement, on table sur une augmentation de la consommation d'hydrocarbures en France d'environ 10 % pour l'ensemble de l'année (elle est de 8,1 % pour les six premiers mois), ce qui se traduira déjà par un renchérissement de nos importations de 4 milliards de francs environ. Or, simultanément, le renchérissement du dollar fait monter le coût des importations de pétrole. En 1975, le cours moyen du dollar couronné autour de 4,30 F. Depuis le début de l'année 1976 il s'est élevé à 4,70 F (+ 9 %). Si les cours étaient restés à ce niveau, la facture des importations se serait alourdie de quelque 4 autres milliards. Mais le dollar avoisine maintenant 5 F. Si, en maintenant le coût des achats de pétrole sera encore accru de 3 milliards de francs.

L'objectif supplémentaire de 51 milliards de francs sera donc difficile à tenir en 1976. En 1977, la note risque d'être encore plus lourde du fait de la hausse prévisible du « brut » (entre 10 et 30 %).

Pour les consommateurs, cette

détérioration de la situation va se traduire, dans un premier temps, par une nouvelle augmentation des prix des produits pétroliers (carburant, fuel domestique) qui pourrait intervenir dès septembre. Les compagnies pétrolières demandant une majoration des tarifs pour compenser la hausse du dollar. Elles chiffreraient actuellement entre 10 et 20 F par tonne sortie de raffinerie (3 %) le coût supplémentaire engendré par la baisse du franc, ce qui, compte tenu des taxes, ne devrait entraîner qu'une hausse modérée au stade du consommateur.

Rue de Rivoli, on ne veut pas se précipiter. Il faut attendre, d'abord, de voir si les cours du franc vont se stabiliser. D'autre part, toute majoration du prix des produits se répercutera sur l'indice du coût de la vie ; il n'y a donc pas lieu de se hâter.

Dans un deuxième temps, les pouvoirs publics envisagent de nouveaux efforts pour économiser l'essence. Il faut s'attendre à un renforcement des contrôles sur les routes pour faire respecter la limitation de vitesse. M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, va confier à une personnalité le soin de réaliser un catalogue des mesures à prendre pour diminuer la consommation de carburant des véhicules. Le rapport à ce sujet sera remis à la fin de l'année. Il devrait déboucher sur un accord contractuel entre les pouvoirs publics et les constructeurs d'automobiles aux termes duquel ces derniers s'engageraient à adapter divers systèmes économisant les carburants sur les nouveaux véhicules.

Pour le fuel domestique, produit pour lequel les mesures d'économie ont été les plus efficaces, on limitera en 1976-1977 le volume des mises à la consommation au niveau précédent, avec toutefois une petite majoration (+1-3 %) destinée à tenir compte

des logements neufs. Les travaux d'isolation thermique dans les appartements bénéficieront vraisemblablement de déductions fiscales plus importantes.

Enfin, les contrôles de consommation seront renforcés. Dès mercredi soir, la police économique a effectué une « tournée » dans Paris pour relever les infractions à la réglementation sur les éclairages des locaux inoccupés (bureaux, boutiques) après 22 heures. Plusieurs dizaines de procès-verbaux ont été dressés. Toutefois, les infractions à la législation sur l'éclairage n'ont jusqu'à

maintenant valu aux contrevenants que des avertissements, au pire une amende symbolique.

Le gouvernement veut agir sur le comportement du consommateur par des « mesures incitatives ». Il s'est refusé depuis deux ans à imposer des réglementations par trop contraignantes. Il reste à savoir si ce pari sur le civisme suffira à éviter que les importations de pétrole ne deviennent en 1977 l'un des plus graves problèmes de l'économie française.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

AFFAIRES

M. CLAUDE PIERRE-BROSSOLLETTE DEVIENT PRÉSIDENT DU CRÉDIT LYONNAIS

M. Claude Pierre-Brossolette a été appelé à la présidence du Crédit lyonnais par le conseil d'administration de l'établissement bancaire réuni spécialement à cet effet ce jeudi 19 août. Afin de pouvoir accéder à ce poste, laissé vacant depuis l'assassinat de Jacques Châtaigne, le 14 mai dernier, devant le siège central de la banque, boulevard des Capucins, il avait été nommé au préalable, membre du conseil, par décret du ministre de l'économie et des finances le 3 août dernier en qualité de représentant de l'État (le décret du 4 août), moins d'une semaine après avoir quitté le secrétariat général de la présidence de la République.

M. Claude Pierre-Brossolette devient ainsi le septième président de la deuxième banque française depuis sa nationalisation en 1946. Il succède à MM. Louis Escallier (1946-1949), Edouard Escarra (1949-1955), Olivier Morand-Néret (1955-1961), Marcel Wirath (1961-1967), François

Bloch-Lainé (1967-1974) et Jacques Châtaigne.

(Né en mars 1923, M. Claude Pierre-Brossolette est le fils du héros de la Résistance Pierre Brossolette et de Mme Gilberte Brossolette, ancien vice-président du Conseil de la République. Ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances en 1948, il fut le collaborateur de plusieurs ministres des affaires économiques et des finances : MM. Robert Lacoste (1958), Paul Ramadier (1958-1959), Wilfrid Baumgartner (1960-1962), et Valéry Giscard d'Estaing, dont il fut directeur adjoint du cabinet de janvier à novembre 1962. Nommé sous-directeur, puis directeur adjoint des finances extérieures, il devint chef de service à la direction du Trésor (1966), avant de prendre les fonctions de secrétaire général du Conseil national du crédit (1967-1971). Il avait, entre-temps, été appelé auprès de lui par M. Giscard d'Estaing en qualité de chef de mission (1969-1971). Directeur du Trésor de 1971 à 1974, M. Claude Pierre-Brossolette devint secrétaire général de l'Élysée en mai 1974, après l'accession de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Il a assumé ces fonctions jusqu'au 27 juillet dernier.)

BILLET

LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

De bonnes résolutions, mais...

Touristes et chefs d'entreprises, rassurez-vous : les malheurs du franc n'ont pas décidé le gouvernement à revenir aux très stricts contrôles des changes, du style de ceux qui existaient jusqu'en 1957, puis de 1968 à 1970, époque durant laquelle il n'était quasiment plus possible de sortir un billet de banque sans autorisation officielle.

Les pouvoirs publics estiment que, dans ce domaine, il ne faut pas faire les choses à moitié : ou bien l'on doit tout verrouiller, comme le font actuellement les Italiens, ou bien on fait confiance au marché. Des demi-mesures non seulement seraient peu efficaces, mais risqueraient d'accroître la défiance vis-à-vis du franc. Pas de mesure nouvelle de contrôle des changes donc : les seules actions immédiates de défense de notre monnaie se réduisent au maintien des taux d'intérêt (leur hausse attire les capitaux flottants étrangers) et aux interventions limitées de la Banque de France qui se porte acheteur de francs. Encore que sur ce deuxième point M. Fourcade et le gouverneur de la Banque de France se fixent comme doctrine de ne pas trop tirer sur « ses réserves » : « Nous ne devons dépendre de personne », souligne-t-on rue de Rivoli, où l'on est heureux de rappeler notre « virginité » vis-à-vis du F.M.I., des accords swaps, etc.

Quand on pose à nos responsables économiques la question de savoir si la décade du franc est justifiée et, dans l'affirmative, à quel niveau devrait raisonnablement se stabiliser notre monnaie, la réponse vient en deux temps. Ils insistent tout d'abord sur la bonne santé de l'économie française : un commerce extérieur « flottant l'équilibre », un indice de production industrielle qui aura retrouvé — ou frôlé — à la fin du premier semestre son plus haut niveau d'avant la récession, un déficit budgétaire qui diminue régulièrement grâce à de bonnes rentrées fiscales, un chômage stabilisé et probablement même en légère diminution. « Notre problème, disent-ils, c'est le D.M. Les cambistes sont persuadés de sa réévaluation. Mais ils se trompent, car le gouvernement allemand tiendra bon. »

Et la décade du franc dans tout cela ? Elle est exagérée, assurent nos dirigeants. Il y a un an, alors que le dollar valait environ 4 francs, M. Fourcade confiait volontiers : « C'est toujours cela de pris, car notre facture-pétrole s'en trouve allégée ; mais cela ne durera pas. La parité convenable franc-dollar doit se trouver aux alentours de 4,60 ou 4,70. » On n'avance plus tout à fait maintenant la confirmation d'un encadrement sévère du crédit qui va « en faire souffrir plus d'un ».

Telles sont les dispositions d'esprit de nos gouvernants. Mais ce genre de bonne résolution a si souvent été prise...

ALAIN VERNHOLLES.

tion ne s'est pas attaquée, jusqu'à présent, à l'une des causes essentielles de la hausse des prix : les augmentations fortes et trop anarchiques de revenus. Il faut le faire maintenant, comme cela se fait à l'étranger, assure-t-on.

Les ambitions dans ce domaine ne sont d'ailleurs pas toutes démesurées. On parle de ramener la hausse des prix et des revenus au-dessous de 10 % l'an. Pour les prix, l'objectif apparaît même trop peu ambitieux puisque nous en sommes déjà à un rythme annuel supérieur à 10 %. Pour les salaires — partie principale des revenus — ce sera beaucoup plus ardu ; puisque les derniers chiffres connus permettent d'évaluer à 15 % environ leur hausse annuelle. Autre difficulté : arriver à réduire la progression globale du pouvoir d'achat à 1 ou 2 % maximum. Nous en sommes à quelque 6 % actuellement.

Comment voit-on en haut lieu cette politique des revenus que le gouvernement va tenter de mettre en place ? Les objectifs cités plus haut pourraient être rendus publics. Ils serviraient, en quelque sorte, de phare ou de boussole, comme on voudra. L'État contraindrait l'exemple avec les rémunérations du secteur public, qui progresseraient moins vite qu'au cours des dernières années. « Oui, il y aura des risques de grève. Mais on ne peut continuer à voir le pouvoir d'achat de certains personnels du secteur public progresser de 8 % l'an. C'est complètement disproportionné avec les possibilités de notre économie. Nos ingénieurs sont maintenant nettement plus payés qu'aux États-Unis, nos relevés le prouvent. »

Voilà pour le secteur public. Pour le secteur privé, la « cartouche », l'impôt anti-inflation lancé il y a deux ans, pourrait être modifié pour empêcher les chefs d'entreprise les plus généreux de faire n'importe quoi en matière de revenus. Enfin, pour les services, les marges bénéficiaires seraient contrôlées plus sévèrement. Quant aux professions libérales (médecins, avocats), on assure que, là aussi, des mesures seront prises.

Le problème de la cohésion gouvernementale, c'est-à-dire du remaniement ministériel, doit évidemment être rapidement réglé ; il le sera le 25 août. Le franc, qui a balisé en partie pour des raisons d'inquiétude politique, remontera tout naturellement, dit-on encore. Le reste suivra : ce sera l'annonce, le 8 ou le 15 septembre, d'un budget d'assainissement pour 1977, en même temps que « celle d'une politique de modération des revenus et de la consommation. D'un encadrement sévère du crédit qui va « en faire souffrir plus d'un ».

Telles sont les dispositions d'esprit de nos gouvernants. Mais ce genre de bonne résolution a si souvent été prise...

ALAIN VERNHOLLES.

M. DURAFOUR : demander un effort aux salariés les mieux nantis et aux non-salariés.

« Je ne crois pas que l'on puisse sortir à l'heure actuelle des difficultés, qui ne sont pas propres à la France, sans un effort de tous », a déclaré, le 18 août, M. Michel Durafour au micro de France-Inter. « Cet effort », a ajouté le ministre du Travail, doit être demandé l'abord aux salariés les mieux nantis et à ceux qui disposent de revenus non salariaux. « Plus de 800 000 chômeurs en juillet, c'est encore trop, beaucoup trop », a constaté M. Durafour, qui estime néanmoins que « la tendance est relativement favorable ». « Les chiffres de juillet sont en régression. Ce qui nous amène à penser que l'absorption des jeunes devrait s'effectuer pendant l'automne de façon assez satisfaisante. En revanche, j'ai quelques inquiétudes notamment pour certains types de chômeurs, en particulier pour les cadres. »

Les dirigeants de l'Union générale des ingénieurs cadres et techniciens U.G.I.T. ont affirmé, le 18 août, au cours d'une conférence de presse, leur « opposition résolue et responsable à la politique d'austérité imposée par le gouvernement » et annoncé la préparation de « actions collectives » en liaison avec les autres catégories de travailleurs.

M. PINAY : s'attaquer aux causes de l'inflation plutôt qu'à en atténuer les effets.

(De notre correspondant.)

Saint-Étienne. — « L'État doit moins dépenser, rendre son prestige au travail, inciter les gens à l'épargne et non à la consommation, pour rétablir la confiance », estime M. Pinay, ancien président du conseil, président du conseil général de la Loire, dans une interview que publie la Tribune — le Progrès de Saint-Étienne — daté du 19 août. Si le franc est malade, c'est, affirme-t-il, « parce que les gens sont inquiets de l'accroissement de l'inflation et de la molesse avec laquelle elle est combattue. On accuse les spéculateurs : contre ceux-là, on a raison d'agir, mais il y a aussi des gens qui, malgré les difficultés de la vie et les charges de toutes natures, sont arrivés à faire des économies, et ceux-là se préoccupent de les défendre. Les spéculateurs cherchent à gagner de l'argent. Les gens inquiets se préoccupent de ne pas perdre. »

Le devoir du gouvernement, ajoute M. Pinay, est actuellement de s'attaquer résolument et fermement à la lutte contre l'inflation en s'attaquant aux causes et non en en atténuant les effets. »

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture de mobilier de dortoirs

Le service des adjudications de l'Université invite les spécialistes et fabricants internationaux de mobilier désireux de soumissionner à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les candidats sont également priés de fournir tous catalogues ou autres documents considérés comme opportuns. Les documents de mise en adjudication seront vendus exclusivement aux fabricants qui auront présenté une candidature écrite et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation de meubles, accessoires et équipements divers pour chambres à coucher, salles communes et salles d'études destinés aux douze nouveaux blocs-dortoirs situés sur le campus universitaire à Sidi Mesri, Homs Road, à environ 4 km est de Tripoli.

Les soumissionnaires devront présenter, avec leurs offres, des échantillons de tous les meubles proposés avec descriptions, illustrations et spécifications complètes.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour la 15 septembre 1976, à 12 h. 30.

MAIN TENDER BOARD

ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La France, médaille d'or de l'inégalité

(Suite de la première page.)

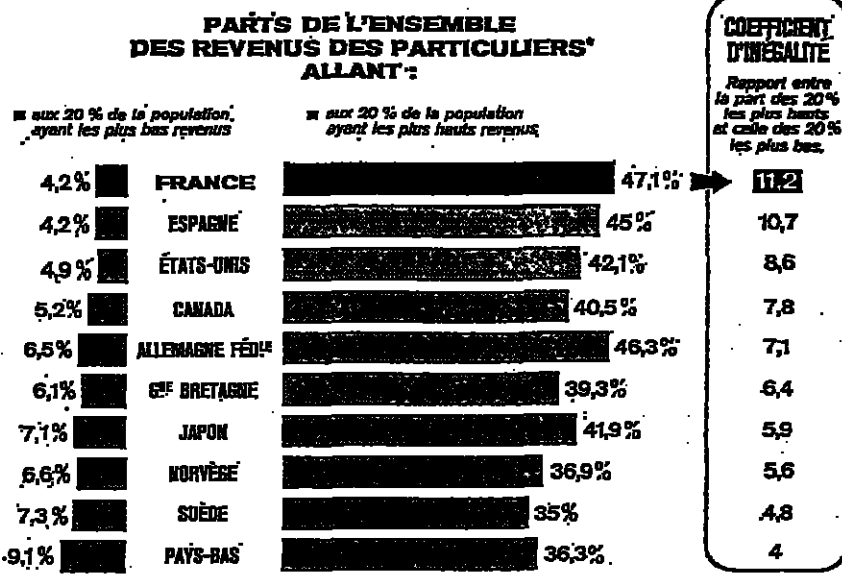
De sorte qu'une même proportion de citoyens — le cinquième — dispose en France de 11,2 fois plus qu'une autre, selon qu'il s'agit du « haut du pavé » ou des « petites gens ». Le rapport est de seulement 10,7 fois en Espagne, 8,6 aux États-Unis, 7,1 en Allemagne, 6,4 en Grande-Bretagne, et 4,8 en Suède, ou même 4 aux Pays-Bas.

L'inégalité apparaît donc chez nous presque trois fois plus forte qu'aux Pays-Bas et moitié plus qu'en Allemagne.

L'Italie, qui, pour des raisons méthodologiques, ne figure pas dans tous les tableaux statistiques de l'O.C.D.E., se situe à peu près au niveau de l'Espagne dans ce classement, établi après déduction de l'impôt sur le revenu. On constate au passage que la fiscalité directe joue un rôle modeste en la matière : elle ne réduit en moyenne la part des 20 % de ménages privilégiés que de 1 % du revenu total, alors qu'elle n'augmente celle des 20 % du bas de l'échelle que de 0,5 % du revenu global. Le palmarès s'en trouve assez peu modifié : la France, qui a l'un des impôts sur le revenu les plus faibles, arrive en tête des inégalités après impôt, alors qu'elle venait après les États-Unis avant impôt ; à l'inverse, la Suède progresse de deux places en équité et la Norvège de trois.

La nature des revenus

Le graphique ci-contre qui illustre le plus significatif des tableaux de l'O.C.D.E., est établi pour des populations-types, identiques dans leurs structures, quels que soient les pays. Les experts du château de la Munte ont, en effet, voulu éviter les difficultés de comparaison qui auraient résulté de ce qu'il (Espagne, Australie) les familles nombreuses sont plus fréquentes, alors qu'ailleurs (Suède, Pays-Bas) les célibataires ou les ménages sans enfants occupent une place supérieure à la moyenne.



L'O.C.D.E. a également étudié la structure des revenus dans les grands pays d'Occident, en fonction de leur nature. Pour constater qu'à l'étranger comme en France les plus petits revenus sont essentiellement constitués de transferts (pensions, retraites, allocations), qu'à l'inverse les titulaires des ressources les plus élevées tirent une forte partie de leurs revenus — souvent plus du tiers — des fruits de la propriété ou des profits de l'entreprise.

Le tableau suivant permet de voir à quels bénéficiaires vont en moyenne les quatre types de revenus dans la dizaine de pays recensés.

RÉPARTITION (en %) DES DIVERS TYPES DE REVENUS ENTRE LES TRANCHES DE MÉNAGES

GROUPES DE MÉNAGES	Transferts sociaux	Salaires	Fruits de la propriété	Revenus de l'entreprise
40 % de ménages ayant les revenus les plus bas	53,1	14,2	15,7	11,9
Ménages constituant les 50 % intermédiaires de la population	37,4	64,2	38,1	41,3
10 % de ménages ayant les plus hauts revenus	9,5	24,6	46,2	46,8
	100	100	100	100

Près de la moitié des revenus de la propriété et de l'entreprise vont donc aux 10 % de ménages les plus fortunés. La proportion serait peut-être supérieure encore si les experts de l'O.C.D.E. avaient davantage compensé les sous-déclarations qui caractérisent plus particulièrement ces deux types de ressources et dont profitent les ménages les plus aisés.

Resserrement ou « statu quo » ?

Les inégalités nationales ainsi photographiées tendent-elles à s'atténuer ou à s'aggraver ? L'étude de l'O.C.D.E. conduit à distinguer deux sortes de cas :
• Celui des pays où la situation

n'importe guère : États-Unis et Allemagne fédérale.

• Dans plusieurs autres pays, au contraire, l'inégalité tend à diminuer lentement. En France, par exemple, la part des 40 % de petits revenus a progressé de 7 points en quinze ans et celle des 20 % de privilégiés diminue d'autant. Cela a correspondu, pour l'essentiel, à l'amélioration du sort des personnes âgées (augmentation du nombre des titulaires d'une pension de sécurité sociale ; relèvement de la retraite minimale) et à la diminution du nombre de petits paysans et de petits commerçants ou artisans (5). En Italie, la réduction d'inégalité a été de 2 à 4 points (selon la façon de compter) en cinq ans ; le resserrement de l'éventail a été plus faible aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne.

Ces données invitent à tenter une actualisation du travail de l'O.C.D.E., souvent relatif à des périodes vieilles de trois, quatre ou cinq ans. Si l'évolution constatée au cours des décennies antérieures avait continué ces dernières années, on en serions-nous aujourd'hui ? La Grande-Bretagne se rapprocherait des pays où l'inégalité est moins forte, pays dont les Pays-Bas et la Suède conservent la tête. À l'inverse, la France serait rejointe par l'Italie en tête du peloton des champions de l'inégalité.

Le fait qu'une autorité aussi peu contestée que l'O.C.D.E. se permette d'avancer un diagnostic à ce point pessimiste pour la France ne va pas faciliter la tâche de M. Chirac. Sa quête d'un consensus social en vue de modifier la hausse des revenus et des prix à risque d'être gérée par les révélations des experts du château de la Munte. D'abord parce que les défenseurs syndicaux des petits salaires vont trouver dans ce rapport un argument de poids pour refuser toute « pause » des rémunérations les plus basses. Ensuite parce que l'O.C.D.E. rap-

pelle qu'il ne suffit pas de s'en prendre aux salaires pour « tenir » l'ensemble des revenus ; les revenus non salariaux représentent plus du tiers des fruits de la production française ; et un tiers fort inégalement réparti, qui donne lieu au maximum de fraudes ou de sous-évaluations.

Comment le gouvernement pourrait-il convaincre les dirigeants salariaux de modérer leurs revendications s'il ne prend pas les moyens au préalable — en tout cas simultanément — de limiter la progression des autres ressources et des gains en capital ? Cette évidence n'a pas le mérite de l'originalité. Mais c'est faute d'en avoir tenu compte que le pouvoir se retrouve devant les mêmes difficultés qu'il y a treize ans. Entre-temps, aucun consensus social n'a été dégagé ; mais le franc a perdu 38 % de sa valeur par rapport au Deutschmark (0,50 D.M. au lieu de 0,81).

GILBERT MATHIEU.

(5) On sait, en effet, que l'écart entre les salaires français est à peu près le même aujourd'hui qu'il y a vingt ans, la tendance à la compression des dépenses, constatée depuis 1968, ayant sensiblement compensé l'inégalité croissante qui avait caractérisé la période précédente (Le Monde du 27 avril).

A L'ÉTRANGER

TEL EST PRIS QUI CROYAIT PRENDRE...

Bruxelles (A.F.P.). — Le ministre belge des affaires économiques, M. Fernand Herman, s'en est allé en Belgique : sa décision d'écarter les traités et règlements du calcul de l'indice des prix à la consommation a eu un résultat imprévu. Selon le quotidien le « Standard », l'indice augmenterait en août de 0,5 à 0,6 point, et il aurait diminué de 0,2 à 0,3 point si le prix des fruits et légumes avait figuré dans les calculs. Explication du journal : le prix des tomates est tombé de 110 francs belges le kilo en juillet à 40 francs belges en août. Cette forte baisse aurait compensé les hausses de prix des autres légumes.

C'est à la suite de la échec et de sa réputation prévisible sur les prix que le ministre avait décidé de « manipuler » l'indice en excluant, jusqu'au 1^{er} octobre, les fruits et légumes. Ainsi, écrit le « Standard », « la première baisse de l'indice depuis dix ans est neutralisée ».

Pour louer une voiture à la Martinique, réservez chez **europcar** 645.21.25

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES

Construction de la phase VIII (A) de l'Université

Contrat pour le stockage d'eau, sa distribution et l'irrigation

Le « Tender Board » de l'Université invite les entrepreneurs internationaux et locaux de catégorie I standard désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Université d'Alfateh Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que des preuves justificatives que l'entrepreneur est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les entrepreneurs jugés aptes seront alors invités à soumissionner.

Le site des travaux proposés est celui de l'Université d'Alfateh Tripoli, Sidi Mesri, Homs Road, à environ 4 km est de Tripoli. Les travaux comprennent essentiellement :

- 1) Un château d'eau de haut niveau en béton armé et réservoir d'eau avec un réservoir de bas niveau en béton armé ;
- 2) Canalisations de distribution d'eau ;
- 3) Canalisations de distribution pour l'eau d'irrigation.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 10.000 (dix mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication. Elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
UNIVERSITÉ D'ALFATEH TRIPOLI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L.H.C. HOLLAND

VEND SA PARTICIPATION DANS LE CHANTIER MALAYSIEN

L.H.C. Holland a vendu aux autres actionnaires sa participation de 51 % dans le chantier malaisien qui avait été fondé en 1972 par L.H.C. avec des intérêts locaux sous le nom L.H.C. (Malaysia) S.D.N. B.E.D. Il avait pour but de construire des systèmes de dragage et offshore pour le marché de l'Est-Orient sous licence d'I.T.E. Holland.

Depuis la fondation, la quantité d'ordres reçus dans ces secteurs n'a pas répondu aux espérances, et on ne s'attend pas à ce que les circonstances changent de telle façon que L.H.C. (Malaysia) S.D.N. B.E.D. puisse, à un terme raisonnable, aboutir à une base stable. Les activités de ce chantier seront poursuivies normalement sous le nom de Penang Shipbuilding Corporation S.D.N. B.E.D.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

L'ORGANISATION GÉNÉRALE POUR L'EXPANSION DE LA VILLE DU CAIRE (ADDOUCTION D'EAU)

42, Ramsès Street, Le Caire (B.P. 55, Le Caire)

lance un appel d'offres, public et international, pour la fourniture et l'installation des équipements mécaniques et électriques destinés aux stations élévatoires N° 4 et 5 pour Ein el Sira, El Bassatine et Nasr City.

Les candidatures doivent se conformer aux règles suivantes :

1. — Elles doivent être présentées par l'intermédiaire d'un organisme du secteur public ou d'un Agent commercial égyptien inscrit au Registre des Représentants de commerce.
2. — Elles doivent être accompagnées d'une garantie provisionnelle d'un montant égal à 2 % de la valeur de l'offre.

Cette garantie doit être fournie pour les fournitures et prestations de services étrangères, même si les offres sont présentées par l'intermédiaire d'un organisme du secteur public.

La date fixée pour l'ouverture des offres est : le 9 octobre 1976, à midi.

Les documents de mise en adjudication peuvent être acquis au « Stores Department », à raison de 50 livres égyptiennes le jeu de deux exemplaires.

هناك المال

M. Gerald Ford est embarrassé par le choix de son colistier

هكذا من الأصل